



L'arrestation du principal dirigeant islamiste

L'armée algérienne est déterminée à mettre au pas le FIS

La fiction du légalisme

L'ARMÉE tient sa promesse de mettre au pas les « barbus ». M. Abdelkader Hachani a ainsi rejoint en prison, mercredi 22 janvier, sept autres dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels les deux « stars » du « parti de Dieu », M. Abassi Madani et Ali Benhadj. Certes, le président du bureau exécutif provisoire avait déjà appelé les militaires à se tenir aux côtés du peuple, mais c'est la première fois, qu'il les a incités, presque ostensiblement, à la désobéissance aux « despotes ». Ce qui lui a valu d'être immédiatement interpellé et présenté au parquet pour « incitation des soldats à la désertion ».

De toute manière, les jours du FIS sont comptés. L'armée, qui, pour frapper fort, tablait sur un coup de colère des islamistes au lendemain de la suspension du processus électoral, en a été pour ses frais car la modération l'a alors emporté. Mais, très attentive aux « dérapages » verbaux des dirigeants du « parti de Dieu », elle savait qu'elle n'aurait pas grand mal à trouver le prétexte qui lui permettrait de les faire taire.

Seule, l'armée ne se serait pas embarrassée de beaucoup de considérations politico-diplomatiques pour empêcher les islamistes de nuire. Mais, comme elle cherche à entretenir, vis-à-vis des Algériens aussi bien que du monde extérieur, la fiction d'un certain légalisme, et comme elle « partage » le pouvoir avec des civils plus politiques, pour ne pas dire plus policiers, qu'elle, la nomenclature militaire se voit contrainte d'user de quelques formes pour en arriver à ses fins.

L'arrestation de M. Hachani a coïncidé avec l'annonce d'un « programme de redressement » qui vise à mettre un terme à la dégradation multiforme de la fonction sacrée des maisons de Dieu, selon les termes du ministre des affaires religieuses. Cette reconquête - presque physique - du terrain abandonné depuis de longs mois aux « fous d'Allah » passe notamment par la prise de contrôle des mosquées avec la nomination de nouveaux imams, et par l'interdiction des prêches à ciel ouvert, lors de la grande prière du vendredi.

Le nouveau pouvoir évitera-t-il, de prononcer la dissolution du FIS qui pourrait provoquer une explosion de colère longtemps contenue ? La simple application des textes en vigueur - la loi sur les mosquées, votée au mois d'avril, interdit tout prêcher partisan dans les mosquées, - qui sont demeurées lettre morte, peut déjà permettre aux responsables algériens de contrer le « parti de Dieu ».

Plutôt que de lancer ses troupes dans un combat inégal contre le pouvoir en place, le FIS préfère-t-il prendre date, attendre un pourfendeur de la situation dont il saura tirer profit ? Les islamistes ont l'éternité devant eux pour installer sur terre le royaume d'Allah. Mais la nouvelle équipe aux affaires n'a en principe que deux ans pour tenter de soigner au fond, par des remèdes socio-économiques, le mal intégriste. On peut douter que ce délai soit suffisant pour remettre l'Algérie sur pied et la guérir de ses fantômes.

M0147 - 0124 0 - 6 00 F

Le gouvernement algérien vient de franchir un degré supplémentaire dans la lutte contre les intégristes, en faisant procéder, mercredi 22 janvier, sur plainte de l'armée, à l'arrestation de M. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du Front islamique du salut qui la veille avait appelé les militaires « à se débarrasser de l'allégeance aux despotes ». Le général Khaled Nezzar, ministre de la défense, a déclaré que l'armée - qui se montre déterminée à mettre au pas le FIS - « appliquera la loi dans toute sa rigueur ».

ALGER  
de notre correspondant

M. Hachani a été arrêté, mercredi en fin d'après-midi, alors qu'il circulait en voiture dans le quartier populaire de Bachdjarrh, célèbre bastion islamiste. L'un des avocats du FIS, M. Zouita, qui était à ses côtés, a fait l'objet d'une vérification d'identité, avant d'être relâché peu après. M. Hachani, qui risque d'être maintenu en détention, sera vraisemblablement poursuivi pour incitation de militaires à la désobéissance. Dans un entretien accordé à plusieurs journaux espagnols, publié mercredi, il avait déclaré : « Je sais que, dans les prochains jours, je peux être

jeté en prison et j'y suis prêt. Mais s'ils décident d'interdire le FIS, le peuple aura le dernier mot ».

M. Hachani avait connu la prison pendant la période de l'état de siège consécutif aux troubles du mois de juin 1991. Arrêté le 27 septembre, poursuivi pour « propos séditieux portant atteinte à corps constitués et incitant à la violence » - il avait notamment comparé l'armée algérienne à l'armée israélienne - M. Hachani avait été libéré un mois plus tard, après avoir bénéficié d'un non-lieu.

GEORGES MARION  
Lire la suite et ses informations page 4

La vraie révolution du siècle

Militaire ou civil, l'atome n'a pas fini de bouleverser les rapports internationaux

par André Fontaine

La plus grande révolution de ce siècle, ce n'est pas celle d'Octobre, ni le second 89 qui, en un rien de temps, a enterré les régimes communistes d'Europe et fait imploser l'héritage des tsars et la Yougoslavie. C'est celle qui a libéré l'énergie contenue dans l'atome. On n'a pas fini d'en mesurer les effets.

a) « Aujourd'hui, la guerre est définitivement gagnée : la prochaine phase verra le relèvement de l'Allemagne par les Alliés, et je crains bien que la seconde ne soit une grande guerre entre la Russie et l'Amérique », avait dit le général de Gaulle, au soir de Pearl Harbor, au chef de ses services secrets, le colonel Passy. Si la seconde de ces prédictions ne s'est

pas réalisée, c'est parce que l'existence de la bombe a convaincu les belligérants en puissance qu'il n'y avait plus de commune mesure entre le profit que l'on pouvait attendre d'une agression et le risque encouru par celui qui la déclencherait. Contrairement à ce que l'on croit trop souvent, ce n'est pas l'atome qui a partagé le monde, c'est Hiroshima, qui lui est de six mois postérieur.

b) Après s'être regardés, une semaine durant, « dans le blanc des yeux » (Bobby Kennedy), les deux belligérants en question se sont juré, au lendemain de la crise des fusées de Cuba, en octobre 1962, de ne plus jamais se remettre dans une situation ne laissant d'autre choix qu'une capitulation et l'apocalypse. « Dieu n'étant pas parvenu à

réconcilier les adversaires, avait déjà dit Platon, il les attache par leurs extrémités ».

c) Ils n'en ont pas moins continué chacun à se ruiner pour empêcher l'autre d'obtenir une supériorité stratégique susceptible de lui donner la victoire. C'était vrai des armements de toutes natures, et notamment des fameux euromissiles, de l'espace, un moment menacé de devenir le théâtre d'une hollywoodienne « guerre des étoiles » et accessoirement du tiers-monde, réputé grand fournisseur de matières premières et de bases militaires. Sans doute était-il logique, bien qu'on ait mis du temps à le comprendre, qu'à ce jeu ce soit le plus pauvre qui jette le premier l'éponge.

Lire la suite page 8

Les Etats-Unis en désaccord avec l'Europe

Le contrôle de l'aide à la CEI divise les Occidentaux

Les participants à la conférence sur l'aide aux Républiques de la CEI, qui devait s'achever jeudi 23 janvier à Washington, devaient se retrouver au printemps à Lisbonne pour une nouvelle réunion organisée sous l'égide de la CEE. Les divergences entre Européens et Américains se sont confirmées mercredi, à propos notamment du rôle que les Etats-Unis souhaitent faire jouer à l'OTAN en matière de coordination de l'aide. M. Bush demandera au Congrès une augmentation de 645 millions de dollars de la contribution américaine.

WASHINGTON  
de nos correspondants

Il y eut de beaux discours et de nobles propos, en somme une généreuse rhétorique. Mais au-delà des allocutions de bonne volonté, il était difficile, mercredi 22 janvier, à l'issue de la première journée de la conférence de coordination sur l'assistance aux nouveaux Etats indépendants (ceux de l'ex-URSS) réunie à Washington, de ne pas poser une question à laquelle les Etats-Unis, organisateurs et hôtes, n'ont pas vraiment répondu : à quoi sert cette manifestation ?

Tous les invités étaient au rendez-vous et devaient se séparer jeudi en fin de matinée. L'assem-

blée a fière allure : ministres ou vice-ministres des affaires étrangères de quarante-sept pays (dont le Japon, les pays d'Europe et ceux du golfe arabo-persique), représentants de sept grandes organisations internationales (ONU, OCDE, Fonds monétaire, Banque mondiale, OTAN, entre autres), appuyés par une armée de quelque sept cents hauts fonctionnaires et techniciens. A en croire le Washington Post, c'est une des plus importantes conférences internationales jamais convoquées dans la capitale fédérale.

ALAIN FRACHON  
et SERGE MARTI  
Lire la suite page 6

Promoteurs et « ripoux »

L'effarant feuilleton policier et immobilier de la revente de la tour BP à la Défense

par Erich Inciyan et Edwy Plenel

A première vue, c'est une histoire incompréhensible, un feuilleton abracadabrante qui mêle torchons et serviettes, petits « files » et grands promoteurs, trafic artisanal d'alcool et milliers de mètres carrés, découverts bancaires vergetés et astronomiques retrais en liquide, étrange lettre anonyme et mystérieuse sacoche noire. L'affaire liée à l'achat puis à la revente de la tour British Petroleum (BP) de Courbevoie, face au quartier d'affaires de la Défense (Haute-de-Seine), déroute et dérange.

Ses ingrédients - l'argent, l'immobilier, la police et deux cadavres - semblent ceux d'une « Série noire ».

Lire la suite page 11

Les décharges publiques en sursis



Lire page 12 l'article de MARC AMBROISE-RENDU

M. Emmanuelli  
président  
de l'Assemblée nationale  
L'itinéraire d'un mitterrandiste incrédule  
page 9

La catastrophe  
de l'Aérus  
En raison d'une erreur, soit humaine, soit informatique, l'avion serait descendu trop vite vers Strasbourg  
page 12

Plan ORSEC dans  
les Pyrénées-Orientales  
D'abondantes chutes de neige ont paralysé la circulation  
page 22

LIVRES • IDEES  
La démocratie triomphante et blessée  
D'Edouard Balladur à Edgar Pissani en passant par Jean-Pierre Chevènement, les acteurs politiques sont de plus en plus nombreux à s'interroger sérieusement sur les maladies qui minent la démocratie.  
Jean-François Revel élargit la réflexion à partir des victoires que cette même démocratie a remportées à l'est de l'Europe, mais désigne aussitôt le mal renaissant : le mensonge et la vanité.  
pages 30 et 31

**GALBRAITH**

John Kenneth Galbraith  
**BREVE HISTOIRE DE L'EUPHONIE FINANCIERE**

Avec cet ouvrage, tous les gogos de la terre qui voient dans la Bourse bien plus qu'un moyen d'épargner en finançant les entreprises, n'auront plus d'excuses.  
Eric Jozsef / Libération

Seuil

Editions du Seuil



## DÉBATS

Cinéma et société

## L'exclusion dans les têtes

par Olivier Mongin

APRÈS tant de deuils infligés par une histoire tempêteuse, les Français s'accrochent à la République. Dernière valeur susceptible de les rassembler et de les préserver de la « régression », l'appartenance républicaine n'a jamais été autant louée. Mais il y a une fausse note : la vertu essentielle de la République étant d'intégrer tout citoyen potentiel, comment peut-elle s'accrocher avec l'existence de « poches de non-citoyenneté » aux alentours de la Cité ?

Si l'explosion des banlieues a brisé les projecteurs sur l'exclusion, rien n'autorise pourtant à dire que les exclus se multiplient à un rythme dramatique et que les grandes villes se ghettoïsent. Mais qu'importe, la peur de l'exclusion progresse dans les esprits. Pour beaucoup elle n'est plus l'affaire des seuls pauvres, des décrochés, des victimes de la guerre économique, elle affecte tous ceux qui se sentent menacés professionnellement et craignent de perdre le bénéfice précaire de la reconnaissance sociale. Dans ces conditions, le langage de la discrimination (la lutte des classes d'hier) laisse la place à celui de la ségrégation (le ghetto humain). Et le vocabulaire de la victime gangrène lentement celui de la citoyenneté.

D'un tel glissement témoignent entre autres deux films récents qui ne mettent pas en scène la banlieue : *L'embrasse pas*, d'André Téchiné, et *Paris s'éveille*, d'Olivier Assayas. Le premier raconte les déceptions d'un provincial angélique - innocent et volontaire - qui croit à des rencontres féminines au théâtre ou au travail. Il subit une succession d'échecs, lâche son boulot de plongeur dans un hôpital, puis décide de se prostituer au bois de Boulogne. Mais quand l'ange se diabolise, la violence et la lutte à mort l'emportent. Pas d'autre issue pour Pierre que de revenir à la case départ, de redescendre vers sa province. C'est l'histoire encore romanesque d'une intégration impossible, la dérive d'un person-

nage balzacien qui s'est trompé d'époque. Comme Jean-Pierre Lélou à la fin des *Quatre Cents Coups*, Pierre regarde finalement l'océan. Y cherche-t-il de l'énergie avant de repartir à la conquête de la ville ? Ou va-t-il rejoindre ses Pyrénées de peur d'être à nouveau expulsé de la Cité ?

Si un décor et un climat romanesque subsistent dans *L'embrasse pas*, ce n'est plus le cas du film d'Assayas où les frontières du privé et du public, le sentiment d'un dedans et d'un dehors s'estompent. Hors du coup, insensibles aux espaces qu'ils traversent, aux lieux qu'ils habitent, Clément et Adrien ne ressentent aucun sentiment d'échec. Au personnage du perdant, s'est substitué celui de la victime innocente. Au récit d'une « passion » succède la description d'existences passives. Les perdants n'ont même plus conscience de l'être, ils se traînent au rythme de sentiments confus, et la différence des générations se défait, le père et le fils se partageant l'un après l'autre le fil du temps et perdu le sens de l'espace : il ne se passe rien, tout se brouille comme des images. Substitue seulement le désir de partir au loin, l'utopie d'un autre espace. Adrien part en Argentine, et son père accompagne des touristes au Sahara. Le désert du corps et de l'esprit se projette naturellement dans le désert géographique.

## Non seulement survive

Seule Louise, la « désenchantée » (1) d'hier, cherche à s'en sortir. Prête à tout pour réussir, elle finit en Madame Météo sur une chaîne de télévision. Concorde des deux scénarios : la réussite est à chaque fois liée à un personnage qui travaille à la télévision (l'antipathique Zablosky ou le pathétique Romain), comme si l'écran incarnait une dernière chance de recoller avec une image de soi.

Ces deux scénarios montrent comment l'exclusion s'est installée dans l'imaginaire français (voir aussi *Adieu* de Henri Herré qui se

passait à la Défense). Mais de quelle exclusion s'agit-il ? Ne peut-on imaginer que l'échec de Pierre la descende aux enfers de l'ange provincial, ou bien que la déchéance volontaire d'Adrien et Clément ? Ces images de l'exclusion reviennent à expulser les exclus de l'histoire commune, à les désincarnier et à les désocialiser un peu plus.

Que l'exclusion psychique - une exclusion sans limites - prenne le dessus sur l'exclusion sociale, on en prend toute la mesure si on compare ces films français à *Riff Raff* (terme qui signifie « canaille », « rebut ») du cinéaste britannique Ken Loach. On y voit des travailleurs au noir qui bossent sur des chantiers dans d'incroyables conditions d'insécurité. Mais ces personnages sont en chair et en os, ils ont du corps, ils aiment et ils rient, ils savent que « la classe ouvrière n'est plus au paradis », mais ils se contentent pas de survivre. Ne se complaisant ni dans le rôle de l'innocent, ni dans celui de la victime, ils essaient de s'en sortir, se révoltent. Exclut, ils le sont, mais ils n'ont pas renoncé à leur dignité. Pourquoi l'Angleterre d'après Thatcher donne-t-elle l'impression que les individus ont encore une histoire, si désocialisés, marginalisés, soient-ils ? Pourquoi montre-t-elle, mieux que la France, que la question sociale n'a pas disparu subitement ?

Cette comparaison éclaire une faiblesse française : à ne voir trop souvent dans l'exclusion qu'une affaire d'individus au destin mal-

heureux, on oublie que l'exclusion a une signification sociale et politique. C'est pourquoi l'orthodoxie républicaine tournera à la prédication si elle ne rappelle pas que sa tâche est de prévenir la ségrégation sociale. Oui, la République doit intégrer, mais il ne suffit pas de le crier sur tous les toits ; la République doit se confronter à l'exclusion et accompagner les déplacements sensibles de la question sociale.

Dans la dernière séquence de *Paris s'éveille*, Louise retrouve son amie Agathe, une immigrée d'origine asiatique, qui travaille dans un restaurant. Personnage bizarre, elle croit qu'elle peut s'intégrer sans devenir Madame Météo. Et d'autant plus bizarre qu'elle est d'origine étrangère. C'est peut-être là que la bât blesse : on préfère le personnage du perdant, de l'exclu solitaire ou du gagnant médiatique, à celui du « personnage ordinaire » qui s'acharne à trouver une place dans une société française qui la fait cher payer. Images de la France !

(1) Titre d'un film de Benoît Jacquot où jouait l'actrice Judith Godrèche (Louise).

► Olivier Mongin est directeur de la revue *Esprit*. Il vient de publier au Seuil *La Peur du vide*, essai sur les passions démocratiques.

## COURRIER

## Retornados

L'article de Jean-Louis Andréani publié le 6 décembre sur les immigrés portugais (« Le temps des retornados ») nécessite une remarque car son titre prête à confusion. « Retornado » signifie littéralement « celui qui est rentré », c'est-à-dire en l'occurrence « rapatrié ». Or, dans le Portugal d'aujourd'hui, ce terme évoque encore bien davantage le rapatrié d'Angola ou du Mozambique, dont l'indépendance remonte à 1975, que l'immigré rentré au Portugal, sur lequel porte l'article.

Il aurait pu, toutefois, y avoir là matière à article. En effet, « retornado » est au Portugal un terme sulfureux, presque tabou, dans la mesure où il a existé et existe toujours un drame social des « retornados », qui s'apparente plus au problème des harkis qu'à celui des pieds-noirs.

Comme les pieds-noirs, ces centaines de milliers de Portugais, d'origine le plus souvent modeste, s'étaient installés dans un pays qu'ils durent quitter dans des conditions dramatiques, après avoir connu des années de guerre. Mais ils connurent l'humiliation de rentrer dans un Portugal qui ne voulait pas d'eux car la double circonstance de l'euphorie révolutionnaire et de la crise économique en faisait des indésirables, des perdants de l'histoire, dont la réintégration fut particulièrement difficile.

Vivant toujours dans une sorte de fusion sentimentale avec l'Afrique, ces « retornados » restent très souvent, seize ans après, en marge de la vie économique portugaise dont vous avez célébré le dynamisme nouveau. Je crois que leur cas, occulté par la presse portugaise, mériterait d'être évoqué à l'occasion de ce titre à demi trompeur.

FABRICE LANDRY Rouen

## L'Europe, et la paix

Tous ceux qui, comme François Mitterrand, ont grandi dans les récits des horreurs de la première guerre mondiale et subi sur le front ou sous l'Occupation les conséquences de la deuxième, reconnaissent avec lui le prix de ce demi-siècle de paix dont nous venons de jouir, en même temps d'ailleurs que les peuples d'Europe centrale et d'Europe orientale, du moins jusqu'au conflit yougoslave.

L'Europe occidentale, qui a profité des avantages du développement en plus de ceux de la paix, n'a-t-elle pas été en définitive la principale bénéficiaire de l'ordre que les régimes communistes ont maintenu au centre et à l'est de l'Europe, dans les zones d'où sont

justement partis les deux derniers conflits mondiaux ? Que les tensions entre Serbes et Croates aient dégénéré en guerre ouverte au moment où prenait fin l'ordre communiste donne à réfléchir et justifie que la question soit au moins posée.

JEAN ILASERA

Villa d'Avray

## Arrangement

Gilles Perrault, dans le *Monde* du 9 janvier, fait semblant de croire que François Mitterrand a adressé au roi des « plus vifs remerciements » qui étaient sincères. Dans ce genre d'affaire, il est évident que le « deal » (pardon !), l'arrangement, inclut diverses mesures et engagements soigneusement négociés, y compris, et dans le moindre détail, les « plus vifs remerciements » qui font partie du prix à payer en échange de la libération des frères Bourquiel. Il en est de même pour leur déclaration : « Sa Majesté ne sait pas tout », mais, en principe, tout cela ne trompe personne, ni le roi ni le président...

BERNARD VOLKER

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourd, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppet

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Martine Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(intérim au directeur de la rédaction)

Jacques Amélie

Thomas Faracci

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1989)

Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

André Fontaine (1995-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-29

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY

94052 NANTY-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Les femmes et la violence islamiste

Les islamistes algériens veulent supprimer la *mbé* et ramener la femme au foyer. Pour eux, l'émancipation féminine est le symbole de la menace que fait peser l'Occident sur la communauté musulmane.

LES femmes algériennes doivent-elles rendre grâce aux militaires qui, par leur coup d'Etat, ont empêché les islamistes de prendre le pouvoir ? C'est ce que doivent penser bon nombre d'entre elles, quand on considère le programme du FIS, prônant l'instauration de la loi coranique, la suppression de la mixité dans les lieux publics et le retour de la femme au foyer.

Le sort réservé aux femmes dans le monde arabe et musulman - et qui, pour l'Algérie, a été pratiquement officialisé par le Code de la famille adopté en 1984 - est proprement incompréhensible aux Occidentaux. Faut-il y voir, comme le fait la sociologue Juliette Minces dans le numéro de la revue *Psychanalyses* intitulé « L'islam au singulier », un simple archaïsme, le rapport de ces sociétés à la sexualité pouvant se comparer au puritanisme de la bourgeoisie catholique européenne du dix-neuvième siècle (sacralisation de la virginité, maintien de la femme à la maison, distinction entre l'épouse qui assure la descendance et les « femmes légères » qui donnent le plaisir...) ?

L'explication pourrait avoir quelque chose de rassurant, en laissant espérer que la libération des mœurs viendra naturellement avec le développement économique et le progrès social. Mais, en attendant cette heureuse conjonction, on ne peut que rester confondu par l'exemple de l'Algérie, qui, trente ans après sa libération et après avoir été un exemple, pour le tiers-monde, de socialisme, d'industrialisation et d'urbanisation, est maintenant inspiquée par la régression intégriste et l'obscurantisme religieux. Que les femmes apparaissent comme les premières victimes de la faillite du FLN, elles qui, au temps de la clandestinité n'ont pas hésité à s'engager dans ses rangs, apparaît comme une bien sinistre revanche du machisme sur l'histoire...

Professeur d'économie à l'université d'Oran, Fatima Halki-Talhiha explique, dans un numéro des *Cahiers de l'Orient* consacré à l'Algérie, comment s'est faite cette évolution. Écartelée entre le discours officiel moderniste, qui les appelle à participer à la construction du pays, et la pression traditionnelle, qui maintient, dans les faits, les pratiques familiales et les modes de vie anciens, les femmes n'ont jamais eu le soutien du pouvoir politique, dans un pays où l'Etat de droit n'existait pas. Limitée à une élite urbanisée, l'émancipation des femmes heurte l'opinion publique, avant d'être franchement combattue, lorsqu'elle s'est identifiée à l'échec d'un modèle de développement qui détruisait les racines culturelles et religieuses de la communauté et créait des besoins impossibles à satisfaire.

Incapables de lutter seules contre l'indifférence des pouvoirs publics et la violence quotidienne dont elles étaient victimes dès qu'elles manifestaient leur autonomie, les femmes sont rentrées dans le rang - c'est-à-dire à la maison. Ce retrait volontaire, qui, pour certaines d'entre elles, va même jusqu'au soutien affiché aux thèses du FIS, signifie-t-il une totale soumission à la loi des hommes ? Fatima Halki-Talhiha n'en est pas sûre et voit dans cette passivité apparente une part de ruse. Elle note avec amusement que les jeunes femmes ont spontanément adopté le *hijab*, voile n'appartenant pas à la tradition algérienne, mieux adapté au travail et à la mixité que le *haïk* de leurs mères, et qui leur permet de respecter les convenances, tout en se distinguant des anciens. Mais, pour l'auteur de l'article, cette coquetterie a, en fait, une signification plus pro-

fonde. En choisissant elle-même son vêtement, la femme algérienne manifeste que sa soumission à Dieu ne passe pas par sa soumission à l'homme. Elle revendique son autonomie religieuse et s'affirme comme une personne à l'égal de l'homme. « Revendiquer sa soumission directe à Dieu, sans passer par la médiation de l'homme, peut être interprété comme une affirmation de soi, un début d'émancipation de la femme en tant qu'individu, dans une société où l'individu lui-même n'en est qu'à ses balbutiements. »

Il y a aussi, évidemment, une autre explication, plus simple, au port du voile, qui est le désir d'avoir la paix, et, en banalisant la portée du geste, d'en réduire au minimum la valeur symbolique.

## L'absolutisme du pur

Les contraintes qui régissent la vie familiale et les relations entre les sexes ne passent pas que sur les femmes. Le rigorisme sexuel, la hantise de la virginité, l'abstinence et la responsabilité morale exercent sur les hommes une pression qui peut devenir insupportable, lorsqu'elle est confrontée aux sollicitations de la vie moderne. C'est cette armature qui, généralement, saute en éclats, lorsque le couple est transpiqué de l'autre côté de la Méditerranée. Des articles publiés dans *Dialogue*, revue de l'Association française des centres de consultation conjugale, montrent les difficultés psychologiques auxquelles sont confrontés les migrants, vivant dans un monde où les relations conjugales, les conduites entre les générations, les rapports au travail, à l'école ou à l'espace sont déterminés selon des normes entièrement différentes.

La révolte des femmes qui découvrent la modernité et ne sont plus soumises au contrôle permanent de la communauté, peut déséquilibrer gravement les hommes, comme le montre le cas, rapporté par Abdesslem Yahyouchi, de ce mari qui n'avait « pas le droit de tomber malade », parce que son épouse lui interdisait de rester à la maison. Celle-ci ne supportait pas qu'il vienne encombrer un espace réservé aux femmes...

Cet éclatement de la personnalité, cet émiettement de la virginité dans une société sans règles ni repères, ce mélange délectable entre les sexes et les communautés... c'est bien contre cela que veulent lutter les intégristes de l'islam. C'est pourquoi ils rêvent de fixer de façon intangible le comportement des croyants et la place des femmes dans la société.

Sans doute est-ce là le fondement du geste fou de l'imam Khomény, condamnant à mort l'écrivain Salman Rushdie, dont les *Versets sataniques* rappellent l'épouse du Prophète, son seul faux pas face à la ruse des femmes - c'est-à-dire de Satan. Rushdie, ce musulman impie, qui a écrit, rappelle Claude Lévi-Strauss, qu'il lui consacra dans *Esprit* : « Les Versets sataniques chantent l'hybridité, l'impureté, le mélange, les transformations nées de combinaisons nouvelles et interdites entre les dieux humains, les cultures, les idées, la politique, les films, les chansons. Ce livre célèbre le métissage et redoute l'absolutisme du pur. »

L'absolutisme du pur... c'est bien ce qui a failli régner en Algérie.

► *Psychanalyses*, Revue du Collège de psychanalystes. Octobre 1991. 95 F. 3, rue Ernest-Cresson, 75014 Paris.

*Les Cahiers de l'Orient*. N° 23, troisième trimestre 1991. 80 F. 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

*Dialogue*, Recherches cliniques et sociologiques sur le couple et la famille. N° 113, 3<sup>e</sup> trimestre 1991. 85 F. AFCCC, 44, rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre.

*Esprit*, N° 178, janvier 1992. 75 F.

## PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1992

BNP

AVEC Le Monde ET laïque

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre ou des contes et vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 29 février 1992 à :

Prix du Jeune Écrivain  
6, route de Labarthe  
31600 MURET FRANCE  
Tél. : 61-56-13-15

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1992 est constitué de Dominique AUTIÉ, Christiane BAROCHE, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAUREYNAUD, Aris FAKINOS, René GACHET, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACAVETINE, Pierre LERAPE, Michel MOHRT, Jean-Noël PANCRATZ, Marc SEBBAH, Roger VRIGNY.

Attention : Votre texte devra être titré et ne porter ni nom ni signature.

Joindre à votre envoi :

- un chèque de 60 F à l'ordre du prix du Jeune Écrivain ainsi que deux enveloppes (110 x 220 timbrées à 4 F) libellées à votre adresse ;
- une photocopie d'une pièce d'identité.

Indiquer également votre numéro de téléphone et le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix du Jeune Écrivain 1992 sera remis le 22 mai 1992 à Muret.

صكنا من الأصل



# ÉTRANGER

Avant la conférence « multilatérale » à Moscou

## L'Etat hébreu rechigne à aborder le problème des réfugiés

Les Israéliens ont fait connaître, mercredi 22 janvier, leur point de vue sur la conférence dite « multilatérale » sur le Proche-Orient qui doit se tenir à Moscou les 28 et 29 janvier et entamer une discussion sur des dossiers concernant l'ensemble des pays de la région et de nombreux autres en dehors de celle-ci : l'eau, l'environnement, la sécurité et le contrôle des armements, ainsi que le développement économique.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Yossef Haddass, directeur général du ministère des affaires étrangères, a précisé que la question des réfugiés (palestiniens notamment), qui figurait en bonne place au programme initial de ces négociations, « pourrait, bien entendu, être abordée » par les participants qui le souhaiteraient, mais qu'en raison de sa « complexité », Israël, pour sa part, n'avait rien préparé de particulier sur le sujet.

Considérée comme la troisième phase du processus amorcé fin octobre à Madrid, puis poursuivie ces dernières semaines à Washington au plan « bilatéral », entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes voisins encore en conflit avec Israël, la conférence de Moscou devait en principe être élargie à une trentaine de pays invités par les deux « coparrains » du processus, les Etats-Unis et la Russie : la CEE, représentée par le Portugal, la Chine, qui devait établir en fin de semaine des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, le Canada, le Japon, la Turquie et les six pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) doivent notamment être représentés. Tous les pays arabes ont également été invités, à l'exception de l'Irak et de la Libye.

Le gouvernement de Jérusalem attend avec une certaine impatience les réponses de la Turquie, de la Tunisie et du Maroc, sachant que, plus ou moins encouragés à s'abstenir par la Syrie - qui refuse le rendez-vous (le Monde du 22 janvier) -, des pays comme le Liban, l'Algérie et le Yémen ont déjà fait savoir qu'ils ne participeraient pas à un exercice considéré comme « une reconnaissance implicite » à un Etat (Israël) se refusant par ailleurs à envisager toute concession territoriale dans les

■ Vague d'arrestations en Cisjordanie. - L'armée israélienne a procédé mercredi 22 janvier à l'arrestation de plusieurs dizaines de Palestiniens en Cisjordanie dans le cadre du renforcement de ses activités visant à empêcher les attaques contre les colonies juives. Cette opération, perçue comme un nouveau geste d'apaisement en direction des colonies, a été menée à l'aube par plusieurs centaines de soldats, de membres des services secrets et de policiers, dans les villes de Naplouse, Ramallah et Jérusalem. (AP)

entretiens bilatéraux. Déjà, a annoncé M. Haddass, la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie saoudite et les cinq Etats du Golfe (Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman, Emirats arabes unis) ont accepté l'invitation. Du côté palestinien, une certaine confusion continuait de régner mercredi soir, les dirigeants dits « de l'intérieur », des territoires occupés, se faisant tirer l'oreille pour participer, tandis qu'à Moscou un membre du comité exécutif de l'Olp, M. Mahmoud Abbas, laissait entendre, la veille, que la centrale palestinienne donnerait son feu vert à une participation en bonne et due forme.

« Laisser de côté les sujets délicats »

Les dirigeants de l'intérieur demandaient notamment, par l'intermédiaire des Américains, que leur soit accordé le statut de délégation à part entière alors que, pour les Israéliens, « le cadre de la conférence moscovite doit être le même qu'à Madrid et à Washington ». En clair, les Palestiniens, n'en feraient pas une maladie s'ils s'abstenaient... « Ils devront être inclus dans une délégation jordan-palestinienne », de toute façon, a clairement précisé M. Haddass, il n'est pas question, à Moscou, de débattre sur la place publique de sujets « typiquement bilatéraux » comme, par exemple, le partage de l'eau en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Cette question-là devra être négociée dans le cadre du statut d'autonomie limitée que l'Etat juif se propose d'offrir aux Palestiniens.

## Les Palestiniens ont transmis aux Israéliens leur projet d'autonomie

Lors des négociations de paix à Washington, les Palestiniens ont remis à Israël un projet de pouvoir palestinien autonome de transition dans les territoires occupés, concernant les domaines législatif, exécutif et judiciaire.

Ce document, daté du 14 janvier, a été communiqué mercredi 22 janvier à l'AFP par une source palestinienne. Il affirme dans son introduction que « le but des arrangements intermédiaires d'autonomie est d'assurer la transmission pacifique et organisée des pouvoirs d'Israël aux Palestiniens et de créer les conditions propres à des négociations sur le statut final des territoires palestiniens occupés ». Il indique que ces arrangements intermédiaires « concernent tous les territoires palestiniens occupés depuis juin 1967 », qui passeront sous l'autorité autonome palestinienne, et portent sur « la terre, les ressources naturelles et l'eau, le sous-sol et l'espace maritime et aérien ».

Le texte, rédigé en anglais, propose la création d'une Direction palestinienne autonome de transi-

D'une façon générale, a confirmé M. Haddass, « nous allons essayer de laisser les sujets délicats, comme les questions de territoire ou de souveraineté, de côté. Nous devons procéder par étapes et bâtir un certain sentiment de confiance réciproque ». Coïncidence ? On indique à Jérusalem que les Israéliens ont rejeté une suggestion américaine d'inviter en personne, dans la capitale russe, le nouveau secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali. Israël insiste pour que le représentant de l'organisation internationale, qui sera éventuellement présent à Moscou, n'ouvre pas la bouche : il doit rester simple observateur. « Moscou n'est toujours pas une conférence internationale », a précisé M. Haddass, l'ONU ne l'a pas mise en œuvre, c'est la conférence régionale, amorcée à Madrid, qui se poursuit.

Laisant entendre que les deux journées officielles de rencontres moscovites seraient essentiellement consacrées à des discours et à la mise au point d'un calendrier pour la suite éventuelle des pourparlers, le diplomate a indiqué que, pour Israël, le « vrai travail » commencerait après, dans les groupes qui seront formés par les participants. « Nous avons bien préparé nos dossiers et nous avons des propositions à faire », a dit M. Haddass, refusant, en revanche, d'évoquer la moindre offre que son gouvernement pourrait faire à ses voisins au chapitre du désarmement.

Exemples de coopération israélienne cités par le diplomate et qui seront notamment proposés à Moscou : les problèmes de santé, d'environnement et des ressources en eau. « On pourrait au moins com-

mencer par échanger des informations », a dit M. Haddass. Rappelant qu'en Israël, comme ailleurs dans la région, « les réserves d'eau sont utilisées à cent pour cent », il a ajouté : « Pourquoi les Arabes ne profiteraient-ils pas de nos techniques de désalinisation de l'eau de mer ? »

Selon le directeur des affaires étrangères, des pays comme la France, la Grande-Bretagne ou le Japon pourraient « apporter leur contribution aux efforts de paix », soit en aidant au financement de certaines opérations, soit en offrant une expérience, une compétence particulière. La formule des commissions séparées, retenue pour les négociations multilatérales, devrait d'ailleurs permettre à ces trois pays, et à d'autres qui souhaiteraient se joindre à ces efforts, de participer directement aux différents groupes de travail.

Pour ceux qui douteraient de l'importance ou de l'efficacité de ces rencontres, au regard de l'absence de certains pays - comment faire avancer la coopération dans le domaine du partage de l'eau sans la participation de la Syrie ou du Liban ? - M. Haddass a souligné la signification que revêt cette conférence pour les Israéliens : « Imaginez tout de même que nous ferons face pour la première fois à des représentants de pays arabes qui ont toujours refusé le moindre contact avec nous ! Le fait même qu'ils aient accepté de venir est déjà diablement important pour nous ».

PATRICE CLAUDE

CONGO : après une semaine de conflit avec l'armée

## Le premier ministre de transition a remanié son gouvernement

Confronté à la révolte des militaires, qui exigent notamment la démission du secrétaire d'Etat à la défense, le premier ministre congolais de transition, M. André Milongo, a remanié son gouvernement, mercredi 22 janvier.

BRAZZAVILLE  
correspondance

« Nous ne sommes pas des putschistes », a déclaré le général Jean-Marie Michel Mokoko, chef d'état-major de l'armée congolaise, tenté de justifier le coup de force contre les institutions civiles. « Nous ne sommes pas du tout intéressés par une prise de pouvoir. Nous sommes convaincus que le processus démocratique ne peut être arrêté », affirme-t-il le plus sérieusement du monde.

Mais alors, pourquoi toute cette opération ? « Il y a une série de manifestations qui laissent croire qu'un certain niveau on cherche à domestiquer les forces armées », le général, un ancien de Saint-Cyr, fait allusion à la désignation du secrétaire d'Etat à la défense, le colonel Michel Gangou.

En procédant à un « réajustement régional de l'armée », expression employée par ceux qui réduisent le terme « ethnique », le colonel Gangou s'est attiré les foudres des principaux officiers, originaires, comme le président Sassou-Nguesso et le chef d'état-major, du nord du pays. « L'armée, ce n'est pas un problème de région, mais de compétence », déclare l'un d'eux, qui dénonce au passage « l'intégrisme des Bacons », parmi lesquels se recrutent la majorité des partisans du premier ministre. L'armée, comme la classe politique, n'échappe pas aux démons du

tribalisme, qui viennent de resurgir spectaculairement au Congo.

Dans l'épreuve de force qui l'oppose au gouvernement, l'armée semble avoir remporté la première manche. Le premier ministre a annoncé un remaniement ministériel, à l'issue d'une journée mouvementée marquée par des manifestations, toujours limitées aux quartiers bacons (le fief de M. Milongo), et par une session extraordinaire du Conseil supérieur de la République (CSR), l'organe législatif provisoire.

Une motion de censure a été déposée contre le gouvernement par plusieurs petits partis. Le débat a été reporté à plus tard, car, selon Mgr Ernest Kombo, président du CSR, « le Parlement ne peut siéger sous la pression des militaires et du peuple ». Outre l'armée, le premier ministre est désormais ouvertement contesté par bon nombre de « conseillers » (membres du CSR). Sa marge de manœuvre se rétrécit chaque jour davantage.

JEAN-KARIM FALL

■ Le premier ministre de transition met en cause l'ambassade de France. - Le premier ministre de transition, M. André Milongo, « se réserve, dans les heures qui viennent, de demander officiellement à Paris de réaffirmer son engagement envers la démocratie et de démentir les informations faisant état d'une attitude partisane de son ambassadeur à Brazzaville », a annoncé, mercredi 22 janvier, son bureau de presse à Paris. « Selon certaines rumeurs », l'ambassade de France au Congo « assurait une liaison entre les putschistes et certains lobbies financiers », précise le communiqué. - (Reuters)

ZAIRE : regain de tension à Kinshasa

## Des militaires hostiles au régime ont occupé temporairement les locaux de la radio nationale

A Kinshasa, la radio nationale, la Voix du Zaïre, a été occupée pendant plus de trois heures, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 janvier, par des militaires hostiles au régime du président Mobutu, avant d'être reprise, en direct - les micros étant restés ouverts - par des éléments loyalistes de l'armée. L'occupation, commencée à 23 heures, s'est déroulée sans incident, bien que des tirs sporadiques aient été entendus, vers 23 h 30.

Les communiqués diffusés par les soldats muets réclamaient la démission du gouvernement de M. Nguz Karl I Bond et la reprise des travaux de la Conférence nationale. Ils ont été accueillis par des manifestations débordantes de joie dans les quartiers populaires de la capitale. L'intervention des forces loyalistes a provoqué une courte

interruption des programmes, après quoi les émissions ont repris normalement leur cours.

L'arrêt des travaux de la Conférence continue de susciter des réactions hostiles, y compris à l'étranger. A Bruxelles, la CEE, dénonçant l'interférence « unilatérale » de la Conférence « par le premier ministre », a annoncé, mercredi, la suspension de son assistance au Zaïre - à l'exception de l'aide humanitaire d'urgence. La Belgique d'abord, puis, mercredi, la France et les Etats-Unis ont aussi déploré la suspension de la Conférence, « faite d'une manière brutale », selon le Quai d'Orsay. L'ambassade américaine à Kinshasa a souhaité que la Conférence reprenne ses travaux « sans plus d'ingérence et d'intimidation ». - (AFP, Reuters)

MAURITANIE

## Première élection présidentielle multipartite

Quatre candidats sont en lice pour la première élection présidentielle multipartite depuis l'indépendance du pays, qui doit avoir lieu vendredi 24 janvier. Ce scrutin sera suivi, quelques semaines plus tard, par des élections législatives et sénatoriales. Cependant - contrairement au cas de l'Algérie - aucune formation islamique n'est autorisée par la nouvelle Constitution.

Partant favori pour un mandat présidentiel de six ans, l'actuel chef de l'Etat, le colonel Maouiya Ould Sid'Ahmed Taya, est arrivé au pouvoir en décembre 1984, à la faveur d'un putsch. Il propose le « changement dans la stabilité » et affirme avoir « préparé avec l'armée » cette démocratisation. Son principal rival est un économiste, qui fut ministre des finances et gouverneur de la Banque centrale, un familier des institutions financières internationales, M. Ahmed Ould Daddah, demi-frère de M. Moktar Ould Daddah, premier président - civil - de la Mauritanie. Sous le slogan « Ere nouvelle », il se promet de légaliser les partis islamiques interdits et s'engage à négocier avec les balleurs de fonds une politique économique d'ajustement structurel « mieux adaptée au pays ». - (AFP)

■ DJIBOUTI : la Croix-Rouge autorisée à se rendre à Tadjourah. - Un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a obtenu l'autorisation du gouvernement de se rendre, mercredi 22 janvier, dans la ville de Tadjourah, où sont cantonnés, depuis plus de deux mois, les soldats gouvernementaux. - (AFP)

■ OUGANDA : arrestation de quatre opposants. - L'opposition ougandaise a protesté, mercredi 22 janvier, contre l'arrestation, la veille, de quatre membres du Congrès du peuple ougandais (UPC), parti d'opposition basé dans le nord du pays. La semaine dernière, six dirigeants du Parti démocratique, accusés de complot contre le gouvernement du président Yoweri Museveni, avaient également été interpellés. - (Reuters)

■ TOGO : les locaux d'un journal mis à sac par un commando militaire. - Plusieurs dizaines de militaires en armes ont mis à sac, mercredi 22 janvier, à Lomé, les locaux d'un journal bihebdomadaire privé, le Courrier du Golfe, connu pour ses prises de positions critiques envers l'armée. Le chef de l'Etat, le général Eyadéma, a condamné « avec fermeté » cette opération, la première menée par des militaires depuis l'assaut sanglant contre le siège du gouvernement, le 3 décembre dernier. - (AFP)

Après le vote du Conseil de sécurité

## La Libye réaffirme qu'elle est disposée à coopérer aux enquêtes sur les attentats

La Libye a « réaffirmé » mercredi soir 22 janvier, dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, « sa pleine disposition à coopérer » aux enquêtes sur les attentats contre des avions américains et français, sans préciser de quelle manière et en se déclarant « étonnée d'être accusée de non-coopération ».

La Libye, dans sa première réaction officielle au vote, mardi soir, d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU lui enjoignant de coopérer immédiatement aux enquêtes internationales sur ces attentats, « s'étonne d'être accusée de ne pas coopérer et regrette profondément de voir que ses efforts déployés à ce sujet aient été ignorés ».

A New-Delhi, en revanche, le numéro deux libyen, le commandant Abdel Salam Jalloud - dont les déclarations dures tranchent de plus en plus sur celles, plus modérées, faites de source officielle à Tripoli - a déclaré que la Libye refuse de livrer les deux agents

libyens et a qualifié la résolution du Conseil de sécurité d'« inacceptable et injuste ».

Selon le New York Times, la Libye procède actuellement à la dispersion de ses stocks d'armes chimiques par crainte d'une attaque alliée et construit une seconde usine de fabrication de ces armes au sud de Tripoli, plus petite que celle de Rabta.

A Bonn, le porte-parole du gouvernement a indiqué mercredi que l'Allemagne a intercepté du matériel « pouvant servir à des fins nucléaires qui venait des Etats-Unis et était destiné à la Libye ». A la suite de cette affaire, le gouvernement allemand a décidé mercredi de renforcer sa réglementation en matière d'exportations illégales vers la Libye en provenance d'un pays tiers.

Jusqu'à présent, la loi ne lui permettait pas d'arrêter une telle livraison. Le matériel saisi sera renvoyé aux Etats-Unis. - (AFP)

**A LA LIMITE DU FANTASTIQUE**

Boileau-Narcejac

LES NOCTURNES

INÉDIT

Collection SUEURS FROIDES



« ... aucun Etat souverain ne peut livrer ses citoyens  
à l'arbitraire d'autres Etats... »

## La charte de l'ONU doit être respectée Déclaration

Dans un communiqué publié le 27 novembre 1991, l'administration des Etats-Unis et le gouvernement britannique ont accusé deux citoyens libyens d'être responsables de l'explosion de l'avion de la PanAm (vol 103) au-dessus du village de Lockerbie en Ecosse.

Cette accusation, par le truchement d'une enquête en cours et par une série de déclarations spectaculaires répercutées par les médias, vise en réalité l'Etat libyen (Jamahiriya) lui-même, dont la politique est combattue par les USA et la Grande-Bretagne. En formulant des condamnations hâtives et en exigeant la livraison immédiate aux tribunaux américains et anglais de ressortissants d'autres Etats souverains, telle la Libye, les USA et la Grande-Bretagne passent par-dessus la jurisprudence pleine de nombreux cas similaires où tant d'autres Etats ont refusé de livrer leurs propres citoyens.

Quoi que contienne l'acte d'accusation dressé contre deux ressortissants libyens, leur « condamnation » prématurée est acquise en fait par le biais des médias. Cela contrevient à toutes les Constitutions et à toutes les chartes des droits de l'homme. On viole le principe selon lequel « tout accusé est présumé innocent tant qu'il n'a pas été reconnu coupable ».

Cependant, la Libye se déclare prête à respecter toutes les procédures judiciaires en vigueur, dans la mesure où l'enquête met en cause deux citoyens libyens, toujours dans le cadre de sa souveraineté, du respect des droits des malheureuses victimes, de leurs familles et de leurs proches, mais aussi des droits de ceux qui font l'objet des accusations.

De même que les juges d'instruction en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont mené leur enquête conformément aux lois et aux procédures propres à leur pays, il est naturel que la Libye, selon les mêmes principes juridiques, ait nommé son juge d'instruction. Ce dernier a invité les trois juges d'instruction précédents à venir sur place pour assister et participer à l'enquête, afin de s'assurer de la bonne marche de la procédure et de son impartialité, ou bien de lui permettre l'accès au dossier dans les différents lieux où il a été établi. Cette démarche n'a toujours pas obtenu de réponse.

De plus, les organisations internationales, les associations des droits de l'homme et les familles des victimes seront en droit d'envoyer des observateurs ou des avocats pour assister à l'instruction, et les Etats concernés seront habilités à être informés de l'évolution de l'enquête à toutes fins utiles.

Tout en démontrant sa disponibilité dans le cadre du respect mutuel des lois et de la souveraineté des Etats, la Libye accepte la formation d'une commission internationale neutre pour effectuer cette enquête. L'une ou l'autre de ces procédures répond correctement au but recherché, s'il s'agit de la vérité.

En dernière analyse, nous sommes obligés de conclure à une nouvelle agression caractérisée contre la Libye. Des déclarations répétées depuis le 27 novembre 1991, en provenance des gouvernements des USA, de la Grande-Bretagne et de la France, soulignent clairement le danger d'un recours à des sanctions multiples, y compris militaires, contre la Libye.

Cela est très grave. Tous les peuples et toutes les nations de la Méditerranée, en particulier, sont concernés, car toutes les règles internationales habituelles - diplomatiques entre autres - sont brutalement abandonnées pour leur substituer une politique de force.

Toute menace, toute tentative d'agression, tout recours à la force entre Etats souverains dérogent à la charte des Nations unies qui invite à régler les conflits par la voie pacifique, par la négociation. C'est en faveur de cette solution que se sont prononcées déjà la Ligue arabe et la Conférence islamique réunies au Caire et à Dakar.

La charte des Nations unies doit être respectée ! D'autant plus par les grandes puissances, qui ont davantage de responsabilités devant le monde et devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Aucun Etat souverain ne peut livrer ses citoyens à l'arbitraire d'autres Etats.

Les lois nationales et les tribunaux nationaux sont seuls compétents pour enquêter et juger les ressortissants de l'Etat intéressé. Cela découle directement du principe de la souveraineté des Etats eux-mêmes. La seule exception à cette règle tient à l'existence d'accords de coopération judiciaire ou de traités d'extradition entre les Etats parties.

Ce qui est valable pour les USA ou la Grande-Bretagne, du tout autre Etat, est valable pour la Libye.

(Le 6 janvier 1992.)

### Premiers signataires :

Azania : Nelson Mandela, président de l'ANC.

Algérie : Ahmed Ben Bella, 1<sup>er</sup> président de la République algérienne.

Chérif Belkacem, ancien ministre.

Ahmed Taleb Ibrahim, ex-ministre des Affaires étrangères.

Chérif Messaadia, ex-S.G. du FLN.

Hocine Zahroune, avocat, vice-président de la Ligue de défense des droits de l'homme.

Allemagne : Ulrich Briefs, député au Bundestag.

Alain Piermont, attaché parlementaire.

Dorothea Piermont, députée européenne.

Friedrich Wolf, attaché parlementaire au Parlement européen.

Autriche : Hans Kleczky, ancien ministre de la Justice.

Hans Koehler, président IPO.

Bolivie : Antonio Nivara, S.G. du Mouvement de la libre Bolivie.

Brazil : Mario Azeiteiro, responsable des Relations extérieures du PT.

Luiz Inacio de Silva (Lula), président du PT, candidat à la présidence de la République du Brésil.

Chypre : Takis Chatzidimitriou, S.G. de l'EDEK.

Vassilios Lissakides, président du Parlement chypriote.

Christofis Lissakides, S.G. de la Fédération chypriote du travail.

Colombie : Antonio Navarro Wolf, président du M 19, ministre.

Egypte : Général Saad-Eddine Chadi, ex-chef d'état-major.

Ibrahim Choukri, Parti du travail.

Mahmoud Anis El Alem, professeur, écrivain.

Fahid Abdel Majid, Parti nassérien.

Maréchal Mohammed Fawzi, ex-ministre de la Défense.

Mohammed Fayek, Association des droits de l'homme.

Mourad Ghaleb, écrivain.

Abdallah Ghate, acteur.

Adil Hussein, rédacteur Achaab.

Salah Issa, journaliste, éditorialiste au journal Al-mawakif al-arabi.

Khaled Mohiedine, S.G. du Rassemblement progressiste, député.

Mohammed Nassar, avocat, S.G. de l'OSPA.

Amina Rizk, actrice.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Espagne : Felipe Alcaraz, député.

Carlos Alvarez, écrivain.

Jaime Balasteros, ex-député, président d'OSPAAAL.

Marcelino Camacho, président du syndicat CCOO.

Benjamin Fortuna, théologien.

Antonio Gades, chorégraphe, danseur, prix national de danse.

José Antonio Giménez, président de l'Association des droits de l'homme.

Oscar Ladoire, acteur.

Pedro Martínez Montañez, professeur.

Juan Mellado, député.

Guillermo Montañez, acteur.

José Navarro, magistrat de la Cour.

Luis Otazo, ex-colonel de l'armée.

Miguel Romero, journaliste.

Antonio Romero, député.

Antonio Sarmiento, professeur.

Marcel Suarez, écrivain.

Carlos Talbo, sociologue.

France : Marie-Christine Andas, députée des Verts au Parlement européen.

Denis Berger, professeur Paris-VIII.

Viviane Charvillat, professeur université de Nice.

Claude Cheysson, ex-ministre des Relations extérieures, député européen.

Antoine Coma, avocat.

François Della-Seda, professeur.

René Dumont, agronome, écrivain.

Jean-Louis Hurst, journaliste.

Bernard Langlois, directeur de Politis.

Michel Lequenne, écrivain.

Gilbert Marquis, journaliste.

Alternative Rouge Et Verte (AREV).

André Michel, directrice honoraire de recherches au CNRS.

Christophe Piquet, sociologue.

Gilles Perrault, écrivain.

Maurice Rajfous, écrivain.

Guette Skandani, des Verts.

Alain Stern, S.G. de la FSM.

Roger Winterhalter, maire de Lutetia, AREV.

Gribo : Jeanne Gigès, ex-ministre, président EDHK.

Manolis Glézos, député, héros national de la résistance.

Mohammed Sassi, S.G. des Jeunes triadys.

Demetrios Goutas, professeur de sociologie.

Maria Karra, ex-vice-maire d'Athènes.

Kostas Konstantinides, ex-général de l'OTAN.

Général Georges Konstantakos, président de l'association Les Gendarmes pour la paix.

Evangelos Maheras, président du Conseil mondial de la paix WPC.

Giorgio Micheliadis, Union internationale des étudiants.

D. Michael Peristerakis, député, président de l'AIKE (mouvement indépendant pour la paix).

Michel Raptis, éditorialiste.

Italie : Guillermo Almeyra, journaliste.

Luciano Castellina, député européen.

Eugenio Melandri, député européen.

Giovanni Rizzo Spasari, député européen.

Dacia Valente, députée européenne.

Liban : Youssef Elaid, professeur.

Mustafa Elrafai, professeur en législation islamique, université de Tripoli.

Yahya Ghazi, professeur université américaine.

Hachem Halder, doyen de la faculté des sciences sociales, université de Beyrouth.

Georges Hawi, S.G. du PC libanais.

Walid Hussein, rédacteur Al Kifah Al Arabi.

Mohamed Majid, professeur.

Tatani Salama, directeur Essafir.

Nathir Sobh, doyen faculté des sciences.

Ahmed Sidi, président de l'Association des écrivains libanais.

Libye : Hafiana Salit Aribi, juriste, avocat près la Cour suprême.

Sassi El Haj, avocat près la Cour suprême, commission arabe libyenne des droits de l'homme.

Kheifia Telsi, écrivain, historien.

Luxembourg : Charles Doerner, ALDEA.

Maroc : Mohammed Noubir Anawi, S.G. de la CDT.

Mohammed Bouri, Conseil national de la résistance.

Mohammed Labib Forkani, député.

Habib Haj Nasser, député.

Mohammed Sassi, S.G. des Jeunes triadys.

Demetrios Goutas, professeur de sociologie.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

Mahmoud Yassin, acteur.

Youssef Shaban, acteur.

## AFRIQUE

### Algérie : mettre le FIS au pas

Suite de la première page

Bien que n'hésitant pas à critiquer durement le pouvoir, il était généralement considéré par ce dernier comme un islamiste « raisonnable ». M. Hachani avait notamment plaidé pour la participation de son organisation aux élections législatives, dont les résultats venaient d'être annoncés. Entre les deux tours, comme après la démission du président Chadli, il avait tenté, sans succès, d'appeler ses troupes au calme.

Son communiqué en direction de l'armée doit être interprété comme l'expression de la radicalisation de la ligne du FIS, sous l'influence d'une partie de la base et de la direction peu disposées à se laisser étrangler sans réagir. Car si, contrairement aux premiers jours, l'idée d'interdire immédiatement le FIS paraît avoir fait long feu, il ne faut guère de doute que le parti de M. Hachani sera confronté à une tentative d'étouffement graduel, le pouvoir ne saisissant de chaque occasion pour intervenir et limiter son expression.

Cette tactique a trouvé une nouvelle illustration, lorsque, mercredi vers 19 heures, la gendarmerie a investi les bureaux du quotidien *El Khabar* et a procédé à l'interpellation de huit journalistes, parmi lesquels le directeur de la rédaction, M. Mohamed Selami, qui pourrait être inculpé de complicité d'appel à la désobéissance.

#### Le silence des mosquées

Après avoir, récemment, perdu deux hommes lors d'attaques contre un barrage et un poste de contrôle, l'armée semble donc décidée à ne laisser douter personne de sa détermination à réagir, quitte, pour cela, à prendre quelques libertés avec la liberté de la presse. Sans doute le pouvoir espère-t-il bientôt que la publication d'un simple encart publicitaire est en soi suffisante pour fonder une accusation de complicité. Mais l'intrusion de gendarmes dans une salle de rédaction, suivie de l'interpellation de huit journalistes, sera légitimement vécue pour ce qu'elle est : une tentative d'intimidation qui laisse mal augurer de ce respect

de l'état de droit réaffirmé, le même jour, à l'issue du conseil des ministres.

Ces interventions policières interviennent alors que le wali (préfet) d'Alger vient d'interdire par arrêté tout rassemblement aux abords des mosquées, ainsi que dans les « rues et ruelles adjacentes à celles-ci ». Les deux jours du mouvement intégriste avaient été rythmés, chaque vendredi, jour de la grande prière, par une foule de fidèles venus prier devant les mosquées de Kouba et de Bab-el-Oued, devenant, alternativement, les traditionnels lieux de rassemblement du FIS et de ses partisans. Désormais, précise l'arrêté, « l'usage de la voie publique (rues, places, avenues, places publiques, espaces et dégagements) est exclusivement réservé à la circulation des piétons et des véhicules. [...] Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi ».

Il faut donc s'attendre, vendredi, autour de la mosquée de Kouba, au déploiement d'un dispositif identique à celui mis en place, la semaine dernière, aux abords de la mosquée de Bab-el-Oued, où la gendarmerie avait soigneusement filtré et repoussé des milliers de fidèles venus, parfois de plusieurs dizaines de kilomètres, écouter la « bonne parole ».

Le conseil de gouvernement comme le conseil des ministres viennent, pour leur part, d'insister particulièrement sur la volonté du pouvoir de « mettre fin à l'intrusion de la politique partisane au sein de la mosquée ». D'autres mesures sont attendues dans ce sens, notamment l'interdiction des haut-parleurs qui, depuis des années, déversent les diatribes des prédicateurs les plus enflammés du FIS. Le gouvernement a aussi annoncé que l'école et l'administration publique, où le FIS est particulièrement bien implanté, n'échapperaient pas elles non plus, à la « répression du mal ». Ces mesures envisagées dans ces secteurs n'ont cependant pas encore été dévoilées.

GEORGES MARION

### M. Abdelkader Hachani l'homme au double discours

M. Abdelkader Hachani, trente-six ans, occupe officiellement les fonctions de responsable du bureau exécutif provisoire du Front islamique du salut (FIS) depuis l'arrestation, le 6 juillet, de M. Mohamed Sadi, qui s'était autoproclamé président du parti de Dieu après la mise sous les verrous, le 30 juin, de MM. Abassi Medani et Ali Benhadi. Au Majlis el Choura, l'instance suprême dont il fait partie, il obtient alors l'adhésion de cinq de ses membres, devenant les diatribes des prédicateurs les plus enflammés du FIS. Le gouvernement a aussi annoncé que l'école et l'administration publique, où le FIS est particulièrement bien implanté, n'échapperaient pas elles non plus, à la « répression du mal ». Ces mesures envisagées dans ces secteurs n'ont cependant pas encore été dévoilées.

Cet ingénieur en pétrochimie, au visage poupin et aux lunettes cerclées, avait permis au FIS de surmonter sa débâcle après les troubles du mois de juin 1991. Il avait arrêté aux siens la difficile décision de participer aux élections législatives et avait ainsi conduit le parti de Dieu à une nette victoire, le 26 décembre, lors du premier tour de scrutin. Il avait alors suggéré une possible « cohabitation » avec le président Chadli. Au lendemain du coup de force de l'armée, il avait rencontré les secrétaires généraux du FLN et du Front des forces socialistes (FFS) pour envisager, avec eux, une répoite.

Aussi l'a-t-on en français qu'un arabe, sachant manier successivement le langage de la fermeté et celui de la modération, M. Hachani n'a guère de charisme. Timide, il n'est pas non plus un orateur susceptible de galvaniser les foules. Ce disciple effacé de M. Medani était considéré par les siens comme un « gamin en politique », selon l'expression de M. Ahmed Merani, membre de la direction collégiale, entré en dissidence contre le tandem Medani-Benhadi. Pourtant, habile manœuvrier, il a surpris tout le monde par ses talents de négociateur, avec le gouvernement et l'armée avant la levée de l'état de siège, le 29 septembre, puis entre les factions rivales au sein du FIS.

MOZAMBIQUE : reprise des négociations entre le gouvernement et le RENAMO. - Les négociations entre le gouvernement de Maputo et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) ont repris, mardi 21 janvier, à Rome, avec un « espoir raisonnable d'un accord de paix possible dans les deux-trois mois », selon le représen-

tant du gouvernement italien aux pourparlers, M. Mario Raffaelli. Parmi les éléments favorables, celui-ci a cité la récente rencontre du président de la RENAMO et du président zimbabwéen Robert Mugabe, allié fidèle du gouvernement mozambicain, ainsi que la tournée, fin 1991, du chef rebelle à Lisbonne et à Rome. - (AFP)



مكتبة الأمل



## EUROPE

YUGOSLAVIE : la guerre civile

### Zagreb accuse l'armée fédérale de chasser les Croates des territoires qu'elle contrôle

Le vice-premier ministre croate Mato Granić a accusé, mercredi 22 janvier, l'armée serbo-fédérale de chasser « systématiquement » les Croates des territoires qu'elle contrôle. « Ces derniers temps, l'agresseur nettoie par la terreur les régions de Dalmatie et de la région de Baranja et de l'ouest (est de la Croatie) de la population croate », a affirmé M. Granić lors d'une conférence de presse, ajoutant que les Nations unies seraient saisies par le premier ministre croate Franjo Greguric, actuellement à New-York, de cette « grave violation du cesse-le-feu ».

L'une des tâches prioritaires du gouvernement croate sera, avec la relance de l'économie, le retour organisé dans un délai maximum d'un an des personnes déplacées, a souligné pour sa part un autre vice-premier ministre, M. Jurica Pav-

lic. Quelque 700 000 habitants de Croatie ont été contraints de quitter les zones de crise. Plus de 320 000 ont trouvé refuge en Croatie même, tandis que les autres sont partis à l'étranger ou dans les autres Républiques yougoslaves.

Plus de 200 000 appartements et maisons d'habitation ont été détruits ou endommagés pendant la guerre, qui a causé des dommages matériels de l'ordre de 19 milliards de dollars. Ce chiffre ne prend pas en compte les dommages causés dans les territoires contrôlés actuellement par les autonomistes serbes et l'armée fédérale. Enfin, un troisième vice-premier ministre croate, M. Zdravko Tomac, a souligné que Zagreb réclamait la dissolution de l'armée fédérale et le contrôle de son armement.

Par ailleurs la « République serbe de Krajina », autoproclamée en

Croatie, a réaffirmé mercredi qu'elle rejetait le plan de paix de l'ONU prévoyant notamment le déploiement de casques bleus sur son territoire. Dans un communiqué, le « gouvernement » de la Krajina s'élève contre une déclaration de son « ministre de l'intérieur », M. Milan Martić, qui a estimé « acceptable » le plan de paix de l'émissaire spécial de l'ONU en Yougoslavie, M. Cyrus Vance.

Ce plan, indique le communiqué, est « inacceptable dans la version adoptée par les présidents Tudjman [croate], Milosevic [serbe] et le général Kadijevic [alors ministre fédéral de la défense] ». En revanche, les casques bleus sont « toujours les bienvenus sur la ligne de démarcation entre les forces armées de l'agresseur croate et la ligne de défense serbe », affirme encore le communiqué. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : aux termes d'un « arrangement » avec la justice

### Les liens entre l'armée britannique et les organisations paramilitaires protestantes ne seront pas révélés

LONDRES

de notre correspondant

Le procès retentissant au cours duquel devaient être dévoilés les liens secrets unissant les groupes paramilitaires protestants d'Irlande du Nord aux services de renseignement de l'armée britannique n'aura pas lieu. Du moins, rien de très compromettant ne sera exposé sur la place publique.

C'est ce qui ressort de l'« arrangement » entre l'accusé et la justice, annoncé au terme de la première journée, mercredi 22 janvier, au tribunal de Belfast, du procès de Brian Nelson, agent secret au service de l'armée et membre influent de l'UDA (Ulster Defence Association),

un groupe paramilitaire qui est peu ou prou aux protestants ce que l'IRA est aux catholiques. Le « compromis » est le suivant : l'accusé plaide coupable concernant une vingtaine de chefs d'accusation, dont cinq relèvent de la conspiration en vue de commettre des assassinats. En échange, les accusations de meurtre qui pesaient sur lui, ainsi que treize autres charges, sont abandonnées. Si Brian Nelson avait été reconnu coupable d'assassinat, il aurait été condamné à l'emprisonnement à vie. Aujourd'hui, il ne risque plus qu'une peine maximale de douze ans.

Mais la conséquence la plus évidente de cet accord, justifié par un « examen rigoureux des intérêts de la justice » (selon l'avocat de la couronne) est d'éviter à l'armée d'avoir à s'expliquer sur des opérations paramilitaires en Irlande du Nord incluant le meurtre d'activistes républicains. Brian Nelson avait notamment informé ses « officiers traitants » de l'imminence de l'assassinat de deux républicains, et l'armée n'a rien fait pour empêcher ces meurtres.

LAURENT ZECCHINI

DANEMARK

### Polémique au sein du Parti social-démocrate sur une éventuelle adhésion à l'UEO

COPENHAGUE

de notre correspondant

La question d'une éventuelle adhésion du Danemark à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui a vocation à devenir « le bras armé » d'une défense européenne commune, suscite une vive polémique au sein du Parti social-démocrate. Jusqu'ici, le gouvernement Schlüter, minoritaire (centre droit), n'avait cessé d'expliquer régulièrement — surtout depuis la guerre du Golfe — qu'il lui paraissait souhaitable que le Danemark entre à l'UEO. Mais une telle démarche restait hypothétique puisque une majorité du Folketing, le Parlement, continuait à y être hostile, les sociaux-démocrates étant les plus déterminés à dire « non ».

A la surprise générale, M. Ritt Bjerregaard, ancien ministre et

politique étranger du groupe parlementaire social-démocrate, dont elle était encore tout récemment la présidente, vient de déclarer qu'étant donné l'évolution actuelle de la conjoncture et le rôle croissant que l'UEO est appelée à jouer, elle estimait qu'une adhésion du royaume à cette organisation devenait nécessaire.

M. Bjerregaard, souvent cité comme candidat au poste de ministre des affaires étrangères au cas où le pouvoir changerait de main, prenait ainsi ses amis à contre-pied. Le président du parti, M. Auken, et le porte-parole social-démocrate pour les problèmes de défense, M. Haekkerup, se sont hâtés l'un et l'autre, non sans nervosité, d'affirmer aussitôt que les propos de M. Bjerregaard n'engageaient qu'elle-même.

CAMILLE OLSEN

TCHÉCOSLOVAQUIE : le débat sur les institutions

### Le président Havel retire son projet de réforme du Parlement fédéral

PRAGUE

correspondance

Après le rejet, la veille, par le Parlement de deux de ses projets, le président Václav Havel a, de lui-même, retiré, mercredi 22 janvier, son projet de réforme du Parlement fédéral. Cette restructuration prévoyait le remplacement de la seconde Chambre, la Chambre des Nations (dont l'omnipotence perturbe l'exercice législatif) par un Conseil consultatif fédéral formé de quinze Tchéques et de quinze Slovaques qui n'aurait disposé que d'un droit de veto.

C'est donc la proposition des députés favorables à un Parlement bicaméral, composé d'une Assemblée et d'un Sénat, qui devait être votée jeudi. L'Assemblée fédérale devait encore se mettre d'accord sur la durée des mandats et sur le nombre de députés de

chaque des Chambres. En cette période pré-électorale, ces discussions s'annoncent houleuses.

En faisant marche arrière, le président tchécoslovaque, dont le projet avait peu de chances d'aboutir, a sans doute voulu éviter la surenchère. Mais après le rejet mardi de deux de ses cinq propositions (l'une sur un référendum d'initiative présidentielle sur l'avenir de la Fédération, l'autre concernant le mode d'adoption d'une nouvelle Constitution), une défaite supplémentaire aurait pu être aussi entamée sa crédibilité. Ses deux dernières propositions pour éviter l'éclatement du pays — renforcement des pouvoirs présidentiels et modification de la loi électorale — devaient être examinées par le Parlement dans les prochains jours.

C. M.

## ASIE

INDE

### New-Delhi envisage de normaliser ses relations avec Israël

NEW-DELHI

de notre correspondant

Pour ce vieil habitué de la capitale indienne qu'est M. Yasser Arafat, sa dernière visite à New-Delhi — qu'il a quittée mercredi 22 janvier — a revêtu un caractère particulier : l'Inde se montre aujourd'hui désireuse de se rapprocher d'Israël, avec qui elle n'entretient pas de relations diplomatiques. Cet infléchissement à l'égard de l'Etat hébreu risque évidemment de modifier la nature des rapports de l'Inde avec l'OLP, qui remonte à l'époque de Nehru. Allié traditionnel des Palestiniens, les Indiens se sont sans doute efforcés de rassurer le chef de l'OLP, tout en préparant le terrain à ce probable rapprochement indo-israélien.

« La reconnaissance diplomatique d'un Etat par un autre est une affaire purement intérieure dont je n'ai pas à me mêler », a déclaré M. Arafat lors d'une conférence de presse, ajoutant que « les relations indo-palestiniennes sont très fortes ». Le ministre indien des affaires étrangères, M. Madhavsinh Solanki, avait, pour sa part, indiqué la semaine dernière ne pas envisager d'établir des relations diplomatiques avec Israël avant d'avoir « analysé les résultats de la conférence de paix au Proche-Orient ».

L'Inde souhaiterait participer à cette conférence, la solution de la question palestinienne ayant été, depuis toujours, au cœur de sa poli-

tique étrangère. Un tel souhait n'est pas étranger à son changement d'attitude à l'égard de Jérusalem puisque, sans normalisation avec Israël, une telle participation lui sera refusée. Pour l'instant, le seul lien entre les deux pays est un modeste consulat à Bombay.

Les raisons de ce rapprochement sont surtout liées au réchauffement des relations indo-américaines. Le vote des Indiens en faveur de la résolution des Nations unies supprimant l'assimilation du sionisme au racisme a été interprété par Washington comme un geste de bonne volonté. Après la disparition de son ex-allié soviétique, New-Delhi a dû prendre en compte l'émergence d'un « nouvel ordre » mondial et reconsidérer certaines orientations traditionnelles de sa diplomatie.

Un dernier facteur peut enfin expliquer ces changements dans la perception indienne du monde extérieur : lors de la dernière réunion de l'Organisation des pays islamiques (OIC), l'Inde s'est retrouvée au banc des accusés en raison de sa politique répressive à l'égard des séparatistes musulmans du Cachemire. Comme l'écrit l'hebdomadaire *India Today*, « si l'on trace un arc de cercle depuis le golfe du Bengale jusqu'à la Méditerranée, on s'aperçoit qu'Israël et l'Inde sont les seules démocraties de la région et que tous deux font face à la montée du fondamentalisme islamique ».

BRUNO PHILIP

□ CHINE : M. Bernard Kouchner critique la politique démographique au Tibet. — Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a critiqué, mercredi 22 janvier, la décision du gouvernement chinois d'étendre sa politique de contrôle des naissances à l'ensemble du Tibet, estimant que cette initiative relevait d'une « situation coloniale ». « Que vous dire, sinon mon effroi et ma détermination à faire tout ce que je peux pour essayer de contribuer à ce que les Tibétains soient libres », a-t-il déclaré à l'AFP.

□ PAKISTAN : le général Hamid Gul mis à la retraite d'office. — Le général Hamid Gul, qui avait dirigé les services de renseignement d'Islamabad pendant trois ans, a été mis à la retraite d'office, jeudi 23 janvier, a annoncé un communiqué officiel. A la tête de l'Inter-Services Intelligence (ISI) jusqu'en 1989, il avait été l'un des artisans de la politique de soutien à la résistance islamique afghane, avant d'être écarté par l'ancien premier ministre, Mme Benazir Bhutto. En décembre dernier, le général Gul avait été affecté aux usines

VIETNAM : selon un ancien responsable du KGB

### Des prisonniers américains étaient encore détenus par Hanoi à la fin des années 70

Plusieurs prisonniers de guerre américains étaient encore détenus au Vietnam à la fin des années 70, a réaffirmé sous serment, mardi 21 janvier, un ancien responsable du KGB, le général Oleg Kalouguine, devant la commission du Sénat américain sur les prisonniers de guerre et les disparus. Il a précisé que ces prisonniers avaient été interrogés entre 1976 et 1978 par l'un de ses adjoints, M. Oleg Netchiporenko, qui cherchait à en « retourner » un afin de le faire travailler pour les services soviétiques.

Le général Kalouguine a ajouté que son adjoint avait déjà essayé en 1973 d'interroger des prisonniers américains mais avait essuyé un refus de Hanoi. M. Netchiporenko a démenti ces allégations, affirmant qu'il n'avait parlé qu'à un seul Américain au Vietnam, en 1973. Dans un communiqué publié lundi, le Vietnam a confirmé la thèse de M. Netchiporenko. Selon Hanoi, ce dernier a effectivement rencontré un prisonnier américain d'origine russe, Eugene Andre Weaver, en janvier 1973. M. Weaver devait être libéré deux mois plus tard. — (Reuter, AFP)

militaires de Taxila, mais il avait apparemment refusé de prendre ses fonctions début janvier. — (AFP)


DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SAISON 1991-1992

« La classe affaires européenne de KLM fait presumer »

Et se passe à de nouvelles altitudes.



Royal Dutch Airlines

Sur la classe affaires européenne, la différence est visible dès que vous montez à bord. Les sièges sont les plus larges de la catégorie et en plus, nous y avons installé une véritable cloison. (Cela change des habitudes navales que l'on rencontre ailleurs).

Composés des produits les plus frais, nos menus sont différents sur les vols aller et retour. Servis dans une fine porcelaine, ils vous sont proposés avec des petits pains croustillants à discrétion.


A Schiphol, notre nouveau salon classe affaires vous offre, au-delà d'un confort de haut niveau,

tous les services bureautiques qui vous permettront de rester efficace en route librement : téléphone, fax, PC, impression et photocopie.

Pour éviter toute attente, vous pouvez également réserver votre vol KLM et votre place en appelant 24 heures sur 24 le (int) 31-6-8 747 747.

Le service KLM qui vous est offert en classe affaires a été jugé de « très haut niveau » par 99% de nos passagers.

Venez apprécier l'agrément d'une classe à part. Empruntez la voie royale KLM. Et vivez la différence.

La Ligne de Confiance: 



## EUROPE

La situation dans l'ex-URSS et l'organisation de l'aide internationale

## Géorgie : les forces de Tbilissi ont attaqué un des derniers bastions de M. Gamsakhourdia

Après l'échec des négociations, les forces du gouvernement au pouvoir à Tbilissi ont lancé, mercredi 22 janvier au soir, une attaque en règle contre Poti, le port de la mer Noire qui restait, avec la ville de Zougidi, la seule ville encore tenue par les partisans de M. Zviad Gamsakhourdia.

Les manifestations des partisans du président se poursuivent en Géorgie, alors que M. Gamsakhourdia, toujours caché dans l'ouest du pays, aurait demandé à lancer un appel télévisé à l'insurrection par le canal de ses alliés tchétchènes, dans le Caucase du Nord, qui se sont déclarés indépendants de la Russie. Avec l'annonce, mercredi, par un porte-parole du gouvernement géorgien à Moscou, que celui-ci souhaite adhérer au système de défense de la CEI, la Communauté des Etats indépendants à laquelle M. Gamsakhourdia avait refusé d'adhérer, c'est une alliance du

nouveau pouvoir géorgien avec Moscou contre les « ennemis de la Russie » dans le Caucase qui semble se dessiner.

Les partisans du président - élu il y a six mois avec 87 % des voix mais qui, selon ses opposants, ne serait plus soutenu que par une faible minorité de Géorgiens - se sont révoltés, à Poti et à Zougidi, où ils manquaient manifestement d'armement, à négocier avec le dirigeant militaire du nouveau pouvoir installé sur place, M. Jaba Iosseliani.

Mais ces négociations ont échoué à Poti, où M. Iosseliani a lancé un ultimatum exigeant la levée des barrières édifiées aux entrées de la ville, où dix mille partisans de M. Gamsakhourdia ont manifesté mardi soir, et où le port aurait été miné. A l'expiration de celui-ci, les milices gouvernementales se sont avancées à 400 mètres des barrières et ont ouvert le feu.

Le ciel était strié de balles traçantes et de tirs de roquettes, alors que les explosions provoquées par les pilonnages étaient entendues dans

tout le secteur, selon un correspondant de l'agence Reuter sur place. Toutes les liaisons téléphoniques de Poti ont été coupées, à l'exception des lignes utilisées par les soldats de l'armée Rouge ex-soviétique stationnés dans la ville.

Ces forces armées du commandement militaire de Transcaucasie affirment leur neutralité, mais personne n'explique la provenance du matériel dont semblent désormais dotés, selon des journalistes étrangers, les forces de l'ex-opposition géorgienne. Leur autre dirigeant militaire, M. Tengiz Kitovani, a déclaré mercredi à Tbilissi, selon Tass, qu'elles contrôlent « 90 % du territoire géorgien » et que la situation sera stabilisée « vers le 25 janvier ». Deux mille partisans de M. Gamsakhourdia ont pourtant encore manifesté le même jour à Tbilissi, avant d'être dispersés par des tirs de grenades lacrymogènes, selon Tass, pour réclamer la libération d'une trentaine de personnes arrêtées la veille. - (AFP, Reuter.)

## RUSSIE

## Tass se meurt, vive Rita...

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie a besoin d'une grande agence de presse. A l'automne, alors que l'URSS existait encore sur le papier, fut donc créée une Agence russe d'information - RIA - sur la base de l'ex-agence Novosti, naguère célèbre pour ses liens avec le KGB. L'expérience n'a pas été concluante et les dirigeants russes ont donc décidé de jeter leur dévolu sur l'agence Tass, l'ancienne Agence télégraphique de l'Union soviétique, alors vecteur de l'information officielle et forte d'un puissant réseau aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'URSS.

Mercredi 22 janvier, le ministre russe de l'information, Mikhaïl Poltoranine, a donc annoncé que Rita et Tass étaient fondées en un seul organisme baptisé du joli nom de Rita, sigle russe de Agence d'informations télégraphiques de Russie. Le schéma

désormais classique était respecté : la Russie s'appropriait un morceau supplémentaire de l'héritage soviétique, tout en expliquant par la bouche de son ministre de l'information que la nouvelle agence allait servir aussi bien la Russie que la Communauté des Etats indépendants, et « contribuer à la coordination » de cette Communauté.

La précision ne manquera pas d'être appréciée dans les autres Etats de la CEI, et tout particulièrement en Ukraine. Le président Leonid Kravtchouk a récemment piqué une colère télévisée contre l'edit ministériel russe, exemple selon lui typique du « chauvinisme ».

Pour compliquer les choses, M. Poltoranine a expliqué, de manière il est vrai plutôt confuse, que l'appellation Tass serait malgré tout gardée pour certains clients et pour conserver l'image de marque de la célèbre agence officielle. Par la même occasion, on a appris que

l'AFB, c'est-à-dire le KGB russe, s'était livré à une enquête sur les activités de l'agence Rita-Novosti, dont les résultats n'avaient pas été satisfaisants. Toute demande d'éclaircissements supplémentaires a été éludée.

Dans la soirée, les choses devenaient encore moins claires. A la suite d'une intervention auprès de Boris Eltsine du président de l'ex-télévision centrale, Egor Iakovlev, inquiet de voir l'organisme qu'il dirige subir bientôt le sort de l'agence Tass, à la suite également d'une démarche d'une commission du Soviet suprême de Russie, le ministre russe de l'information a fait machine arrière : la décision qu'il avait annoncée le matin même n'était en fait qu'un projet de décret, attendant l'éventuelle signature du président russe. Là encore, c'est le schéma classique : ordre, contre-ordre, désordre...

JAN KRAUZE

## L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA:

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h00		

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

## Les Occidentaux divisés

Suite de la première page

L'antopage a cependant un côté disparate. L'Europe centrale, qui ne contribue pas directement à l'aide à la Communauté des Etats indépendants (1), est représentée à Washington d'où sont en revanche absents les pays de cette Communauté, principaux intéressés. M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre français des affaires européennes, a, dans son discours, « regretté » cette absence.

Un haut fonctionnaire européen parlait de situation « surréaliste ». Féroce, le Wall Street Journal comparait la conférence à ces concerts géants du Band Aid organisés à grand tapage au profit de la lutte contre la famine en Afrique - « avec George Bush dans le rôle de Bob Geldorf », mais dont on n'a jamais bien évalué les retombées sur le terrain.

Le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Andriessen, s'est publiquement interrogé, mercredi soir, sur ce que seraient « l'utilité et la crédibilité » de ces « impressionnants rassemblements » s'ils ne devaient pas se traduire, en fin de compte, par de nouveaux engagements. Selon le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, il s'agit non seulement de mieux gérer une aide volumineuse, mais aussi d'envoyer aux réformateurs et aux démocrates des nouveaux Etats « un message d'espoir ». Autrement dit, Washington entend, par cette réunion, mobiliser la communauté internationale et faire comprendre l'importance de l'enjeu à ceux qui ne l'auraient pas encore saisi.

« C'est une situation de réelle urgence », a dit M. Baker, évoquant « ces émeutes sanglantes en Ouzbékistan (...) ces Russes qui géloient dans les files d'attente pour un morceau de pain, ces hôpitaux sans vaccins, ces avions de l'aviation immobilisés faute de carburant et des officiers qui protestent contre les menaces de légation ». Le diagnostic n'est contesté par personne. C'est la suite qui est moins claire. Face à une situation d'urgence globale, « notre réponse doit être globale », a poursuivi le

secrétaire d'Etat, sans plus de précision.

La conférence était répartie en cinq comités (aide alimentaire, aide médicale, logement, énergie, assistance technique) qui travaillent depuis deux semaines. Leurs rapports doivent permettre de dégager des « plans d'action » pour chacun des pays de la CEI. Un « suivi » de ce travail pourrait être assuré par la réunion au printemps d'une nouvelle conférence, cette fois à Lisbonne. Il reste que, mercredi soir, on était toujours assez loin d'un quelconque programme de coordination de l'aide.

L'idée américaine selon laquelle l'OTAN pourrait se charger de la

## Du beurre européen pour les Russes

Quelque 7 500 tonnes de beurre, viande et lait en poudre fournies par la CEE - sur les 150 000 tonnes de produits prévus - sont désormais stockées à Moscou et à Saint-Petersbourg, où elles commencent à être vendues dans une quinzaine de magasins, a déclaré mercredi 22 janvier M. Michael Emerson, délégué de la CEE à Moscou. Le produit des ventes, à des prix moyens pour « activer les mécanismes de marché », ira à l'aide sociale ou à un fonds de stabilisation des prix. - (AFP.)

coordination, au moins pour ce qui est de l'acheminement de l'aide matérielle, a été rejetée par les Européens. Ils font valoir que la CEE dispose déjà à Moscou et à Saint-Petersbourg d'une délégation permanente de plus de vingt personnes qui jouent présentement ce rôle pour l'assistance européenne.

La France a proposé que la coordination entre l'aide européenne et les autres (américaine, japonaise notamment) revienne au pays assumant la présidence du groupe des sept

pays les plus industrialisés (actuellement, l'Allemagne). C'est à nouveau le débat sur le rôle futur de l'OTAN qui se profile derrière cette polémique.

Souppannés de vouloir tirer la couverture à eux dans un domaine où c'est la CEE qui donne l'exemple, MM. Baker et Bush ont pris soin, mercredi, de rendre hommage à la contribution des Européens. M. Bush, qui a annoncé son intention de demander au Congrès une rallonge de 600 millions de dollars pour la CEI (ce qui porterait la contribution américaine à 5 milliards de dollars, soit 8 % environ de l'aide mondiale), ne peut en tout cas dans cette affaire être taxé d'égoïsme.

A l'heure de la récession - et alors que des milliers de licenciements sont quotidiennement annoncés, - les Américains sont d'un humeur isolationniste. A en croire un sondage du quotidien USA Today et de la chaîne CNN, plus de la moitié des électeurs préféreraient un candidat opposé à un accroissement de l'aide à l'ex-URSS à un partisan de son augmentation.

ALAIN FRACHON  
et SERGE MARTI

(1) La Tchétchéovie, la Hongrie et la Pologne ont relancé mercredi à Washington leur idée de commerce triangulaire, selon laquelle l'Occident leur achèterait des produits qu'il distribuerait sous forme d'aide aux Républiques de la CEI.

□ L'Allemagne limite les garanties de crédit pour le commerce avec la CEI. - L'Allemagne, dont l'aide à l'Union soviétique, puis à la Communauté d'Etats indépendants (CEI), a dépassé de loin celle de tous les autres pays occidentaux au cours des dernières années, a annoncé, mercredi 22 janvier, le plafonnement des garanties de crédit accordées à ses entreprises travaillant sur ce territoire. 5 milliards de marks (17 milliards de francs) seront au maximum consentis en 1992 aux garanties de crédit, alors que 12 milliards de marks au moins ont été alloués l'an dernier (surtout au profit d'entreprises de l'ex-RDA).

## Lorsque la Pologne recevait une assistance alimentaire...

L'aide alimentaire débloquée par la CEE en faveur des villes de Moscou et de Saint-Petersbourg a commencé à être mise en vente mercredi 22 janvier dans les deux capitales, assortie d'un dispositif de contrôle très strict. Evaluer les quantités, instaurer une rigoureuse maîtrise des livraisons, tels sont les obstacles auxquels se sont heurtés les Occidentaux en Pologne il y a près de trois ans.

Elle n'est pas si lointaine, l'époque où l'Occident se mobilisait pour nourrir la Pologne... Il y a trois ans, la Pologne s'ouvrait enfin à la démocratie. Les images d'une économie ravagée, de files d'attente interminables, poussaient les gouvernements occidentaux à apporter un soutien massif à Varsovie. Que penser aujourd'hui de l'aide alimentaire alors accordée à la Pologne, où les pénuries ne sont plus qu'un mauvais souvenir, et quels enseignements en tirer pour la nouvelle Communauté des Etats indépendants ?

Dès la législation de Solidarité, en avril 1989, les pays occidentaux et la CEE s'étaient lancés dans des programmes d'aide alimentaire, y consacrant au total plus de 2 milliards de francs, sans compter les nombreux apports des ONG (organisations non gouvernementales). Mais, globalement, se heurtant à une série d'écueils, l'aide a été trop tardive, et, de là, surabondante.

A l'époque, les responsables polonais et, a fortiori, étrangers s'étaient révélés incapables d'évaluer les besoins. Quelle quantité de nourriture manquait véritablement ?

Quelle proportion était stockée à la campagne ? Dans le cadre de l'opération communautaire « PHARE », la Pologne a bénéficié à partir de la mi-1989 d'une aide de 130 millions d'écus (910 millions de francs) et a reçu 500 000 tonnes de blé, 300 000 tonnes de céréales fourragères, 10 000 tonnes de viande de bœuf, ainsi que des agrumes et de l'huile d'olive.

Les Polonais sont malheureusement peu friands de cette dernière denrée, qui était restée sur les étagères pendant des mois. Le rapport de la Cour des comptes européenne sur l'aide à l'Europe centrale et orientale est formel : la capacité d'absorption de l'aide par les habitants était totalement insuffisante et l'aide alimentaire à la Pologne n'a été fondée sur aucune analyse réelle des besoins. (1)

## Un contrôle extrêmement difficile

Une fois l'aide accordée, il a été extrêmement difficile, de l'avis général, d'en assurer le contrôle, compte tenu du peu de personnel occidental présent sur place. De plus, la désorganisation du système de production et les difficultés du stockage - les seuls relais capables d'acheminer l'aide - se sont révélées être aux liés à l'ancien régime, notamment les énormes centrales de commerce extérieur. L'aide occidentale aurait ainsi contribué à renforcer, au moins à court terme, la nomenclature, plutôt qu'à hâter son démantèlement.

Et, comme le souligne la Cour des comptes européenne, la destination finale des livraisons (notamment de pesticides) n'a pu être vérifiée. Une partie des produits a fait l'objet de transactions commerciales et de réexportations à

titre onéreux vers les pays donateurs de la CEE.

L'aide d'urgence a au moins eu un effet positif. Créant un supplément d'offre, elle a contribué à peser sur les prix au moment où ceux-ci flambaient littéralement et les experts comptant beaucoup sur l'enclenchement d'un processus similaire en Russie. Mais les agriculteurs polonais n'ont pas tardé à manifester leur mécontentement, tout regain d'aide occidentale les privant de revenus potentiels. Surtout lorsque l'on sait que, début 1991, les céréales livrées par la CEE au moins en un plus tôt n'avaient toujours pas été totalement écoulées...

Finalement, les programmes bilatéraux, et plus encore ceux de la CEE, n'ont pu s'adapter à la rapidité de l'évolution économique et politique du pays. En quelques semaines, en janvier 1990, le plupart des pénuries avaient disparu, résultat de la brusque libération des prix entreprises par l'équipe de M. Balcerowicz. La nourriture abondait soudain dans les boutiques, ou plutôt dans les coffres des voitures, servant d'alibi pour l'occasion. Réflexion faite, les quantités apportées à la Pologne étaient trop importantes au regard du renchérissement massif de l'offre nationale. La CEE devrait « se concentrer à présent principalement sur le financement de l'assistance technique », conclut la Cour des comptes.

Aujourd'hui en Pologne, aucun dispositif d'aide alimentaire n'est plus en place, si ce n'est... celui prêt à être déployé en cas d'afflux massif de réfugiés de l'Est.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Journal officiel des Communautés européennes, 13 décembre 1991.

## EN BREF

□ ARMÉNIE : un général pris en otage. - Le général Valeri Patrikeev, commandant en chef de la région militaire du Caucase, a été brièvement « pris en otage », mardi 21 janvier à l'aéroport d'Erevan, par un groupe arménien opposé au départ de quatorze hélicoptères de l'armée stationnée en Arménie, a affirmé l'agence Interfax.

□ OUZBÉKISTAN : interpellation d'un dirigeant de l'opposition. - Un

dirigeant de Birluk (un mouvement d'opposition en Ouzbékistan) a été interpellé et molesté par la police, avant d'être relâché, mardi 21 janvier à l'aéroport de Tachkent, d'où il voulait se rendre à Moscou pour tenir une conférence de presse sur les récents affrontements locaux entre police et étudiants, que Birluk est maintenant accusé par le pouvoir d'avoir fomentés. - (AFP.)

□ Six républiques de la CEI ont demandé à adhérer à l'ONU. - Le Tadjikistan a demandé mercredi 22 janvier à adhérer à l'ONU. Cette demande intervient après celles du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Il appartient à l'Assemblée générale de l'ONU de décider formellement l'adhésion de nouveaux membres, sur recommandation du Conseil de sécurité. - (AFP.)

هكزامن الاصل



# Mardi 21 janvier 15 heures: la technologie RISC d'IBM confirme son avance.

"Notre nouvel ordinateur RISC System/6000-220 est le seul à intégrer toutes ses fonctions sur une seule puce. Nous concevons et fabriquons nos composants à Corbeil-Essonnes, ce qui nous permet de garder l'entière maîtrise de notre technologie et de nos coûts."

"L'architecture choisie donne aux RISC System/6000 une avance décisive. Elle leur permet d'atteindre, dès 50 MHz, des puissances supérieures à toutes celles du marché."

"Une seule et même architecture pour toute la gamme RISC System/6000, c'est ainsi que nous arrivons à proposer à la fois l'entrée de gamme la plus compétitive, et le haut de gamme le plus performant. Et à assurer la compatibilité totale des modèles."

"AIX 3.2, notre nouvelle version du système d'exploitation UNIX\*, est un accélérateur des performances et un facteur de fiabilité des RISC System/6000. Disponible en français, il offre à ce jour le plus grand choix de logiciels."

"Puces, architecture, gamme et système d'exploitation : en quelques années, nous avons acquis dans chacun de ces domaines la supériorité technologique."

"IBM annonce la station de travail la plus puissante du marché : le RISC System/6000-560."

**IBM**



## DIPLOMATIE

## La vraie révolution du siècle

Suite de la première page

Bien avant que, Gorbatchev regnait, l'ex-URSS reconnaît sa défaite, l'existence des armes atomiques avait conduit leurs deux principaux détenteurs, pour limiter à la fois les frais et les risques, à négocier des accords de limitation des armements d'une ampleur sans précédent. De la limitation, on est passé aujourd'hui à la destruction contrôlée d'une grande partie des stocks. Là aussi, on ne connaît aucun précédent.

## Une entente indispensable

e) L'arsenal nucléaire dont elle disposait, ayant survécu à l'URSS, les Républiques sur le sol desquelles il se trouve déployé sont bien obligées de chercher à s'entendre sur ce qu'elles vont en faire. Comme :

1° une destruction totale est difficilement concevable dans un monde aussi incertain que le nôtre (qui pourrait garantir que personne ne gardera des armes atomiques, que personne n'en produira ?)

2° un partage entre les dites Républiques ferait dresser les cheveux sur la tête des plus impavides

3° aucune n'est assez folle pour laisser la seule Russie détenir et éventuellement utiliser à sa guise le stock. Elles n'ont d'autre solution que de le gérer en commun. L'atome devient ainsi un obstacle essentiel, et sans doute le principal, à l'atomisation au sens de fragmentation de l'ex-empire des tsars et des soviets.

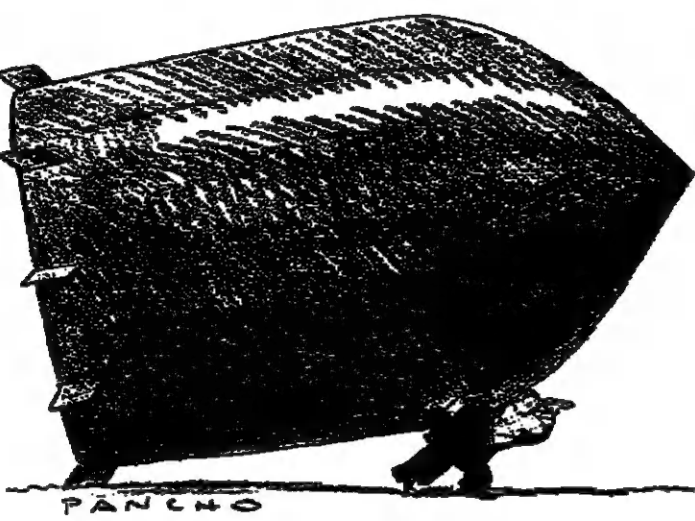
Reste que les discussions engagées depuis maintenant près d'un mois entre les Etats successeurs de l'URSS n'ont pas jusqu'à présent permis de dégager, concernant les armes nucléaires, une solution bien nette. Ukraine en tête, les associés de la Russie se méfient comme de la peste de toute formule qui aboutirait à institutionnaliser l'hégémonie dont rêve manifestement Boris Eltsine. C'est tout de même à un Russe, chef d'état-major de l'armée russe après l'avoir été de l'armée soviétique, qu'ils ont confié le commandement en chef des forces nucléaires.

Mais s'il participe à ce titre à la décision d'emploi, ce ne peut être lui qui la prend puisque elle relève par définition du pouvoir politique. Aussi bien les présidents des trois principaux pays où, en dehors de la Russie, sont stationnées des armes atomiques, se sont-ils vu reconnaître un droit de veto sur leur utilisation. Un désaccord subsiste cependant, apparemment, sur son étendue : l'Ukrainien Kravtchouk prétend qu'il concerne l'ensemble du territoire de la CEI ; Eltsine qu'il ne joue, pour chaque République, que sur les armes stationnées sur son propre territoire.

Aussi longtemps que cette procédure restera en vigueur, nous pouvons dormir tranquilles : si les alliés des Etats-Unis, RFA en tête, ont insisté, durant la bataille des euromissiles, pour qu'ils détiennent seuls la responsabilité d'une éventuelle utilisation, c'est parce qu'ils savaient pertinemment que le recours au

feu nucléaire perd de sa plausibilité à proportion du nombre des vetos auxquels il risque de se heurter.

b) Le risque ne disparaît pas pour autant. Bien au contraire. « L'équilibre de la terreur » cher à Henry Kissinger avait fini par créer un sentiment de sécurité relative dont beaucoup de gens éprouvent aujourd'hui, sans trop oser le dire, une certaine nostalgie. Le « nouvel ordre mondial » cher à George Bush n'étant apparemment pas près de voir le jour, la peur du gendarme a obéi en trop d'endroits la place au heurt des tribus : une tragédie comme celle qui s'est abattue sur les Serbes et les Croates aurait été impensable au temps où le statu



quo yougoslave constituait l'un des éléments essentiels d'un statu quo mondial garanti par la dissuasion réciproque.

## Le risque de dissémination

i) Le risque proprement nucléaire se trouve lui-même accru. Tous les experts vont en effet répétant ces jours-ci que :

1° si le contrôle des fusées à longue ou à moyenne portée est relativement facile, il n'en va pas de même pour les armes dites tactiques, celles du champ de bataille : on ne saurait exclure qu'un certain nombre, qu'elles soient vendues ou volées, tombent aux mains de forces capables d'en user comme d'un moyen de chantage, voire d'agression. C'est pour parer à ce danger que dirigeants de l'Ouest et de l'Est se montrent si pressés d'en détruire le plus possible. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire, quand ce ne serait que parce qu'il s'agit d'une opération très délicate, qui ne peut être confiée qu'à des spécialistes très expérimentés ; ce qui explique que les Ukrainiens, instruits par l'expérience de Tchernobyl, préfèrent faire appel à des Occidentaux plutôt qu'à des experts de l'armée ex-soviétique.

2° De toute façon il restera assez de ces armes pour que subsiste un risque. Plus sérieux encore cependant est sans doute celui de la prolifération, autrement dit de l'acquisition d'armes.

atomiques par des pays qui ne rêvent que de modifier le statu quo à leur avantage.

Un traité, le « NPT », a certes été conclu en juillet 1968, entre les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne aux fins de l'empêcher. Une série de pays ont refusé de le signer, au premier plan desquels la France et la Chine, dont la rupture avec l'URSS a été au grand jour, autre effet de la révolution nucléaire, à cette occasion. Paris a récemment rejoint les membres du club, tous engagés à n'aider personne à se doter de la bombe, et Pékin a annoncé son intention d'en faire bientôt autant : en attendant, la presse américaine l'accuse de vendre des éléments de la bombe à qui est prêt à les payer.

De toute façon, le traité, dont l'Irak était signataire, n'a pas empêché Saddam Hussein de se lancer dans la fabrication d'une bombe rudimentaire qui serait opérationnelle aujourd'hui si les Israéliens n'avaient pas détruit en

l'URSS, il est clair que l'atome français et britannique fait obstacle à l'intégration européenne : essentiellement destiné à préserver le « rang » de ses détenteurs, il crée par définition une inégalité fondamentale entre eux et les autres membres de la CEE, et complice à l'extrême l'organisation d'une défense européenne. D'où la question récemment posée par François Mitterrand, et à laquelle il ne sera pas rapidement répondu, de la concevabilité d'une « doctrine (nucléaire) européenne » (1).

« Le jour où l'Allemagne sera réunifiée, disait Georges Pompidou, pour qui la chose était insupportable, nous serons bien contents d'avoir notre bombe » : reste à se demander si d'avoir fait l'économie de la bombe n'est pas pour quelque chose dans la puissance retrouvée de l'Allemagne et du Japon, dont la première nommée au moins s'autorise de plus en plus, depuis quelque temps, à en faire qu'à sa tête.

b) On n'a parlé jusqu'à présent que des aspects militaires de l'atome. Il n'a pas moins pesé dans la transformation du monde sous ses aspects pacifiques ou réputés tels. Là aussi, de gros risques existent, comme on l'a vu avec Tchernobyl, dont d'ailleurs le rôle dans la décomposition de l'URSS a été immense, dans la mesure où l'explosion a mis dramatiquement en lumière, aux yeux de Gorbatchev et des siens, la fantastique inefficacité du système dont ils avaient hérité. Et il est apparemment d'autres Tchernobyl en puissance, notamment en Bulgarie, que l'on n'ose pas arrêter, de peur d'achever de paralyser une économie déjà déliquescence. Mais la contrepartie est immense.

Outre qu'il a permis à la science et à la médecine d'accomplir de formidables progrès, l'atome a considérablement réduit la dépendance énergétique de nombreux pays, et notamment du nôtre, à l'égard des importations de carburants fossiles. Or, dans le même coup, il a permis de recourir à des embargos du type de ceux qui ont mis à mal les économies occidentales lors de l'expédition de Suez et des deux grands chocs pétroliers de 1973 et 1979.

On a oublié aujourd'hui les impressions prévisions du club de Rome il y a vingt ans sur l'inevitable épuisement des ressources énergétiques mondiales. Et le jour approche, lentement mais sûrement, où le contrôle de la fusion thermonucléaire mettra à la disposition de l'humanité, en quantités pratiquement illimitées, la source d'énergie dont vit le soleil et dont la seule utilisation pratique en ce bas monde a été jusqu'à présent la fabrication de ces bombes H (pour Hydrogène) qui sont autant d'Hiroshimas multipliées par cent et davantage.

Ce jour-là, la révolution atomique sera véritablement achevée, et la lutte pour la puissance qui sous-tend, depuis des millénaires, l'histoire humaine, perdrait l'un de ses principaux enjeux. Mais ne nous y trompons pas : c'est un véritable champ de mines, y compris, on l'a vu, de mines atomiques, qu'il faudra traverser avant d'accéder à ce nouvel éldorado.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Voir l'article de Jacques Amic et un tableau éditorial du Monde des 12 et 13 janvier.

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## Le débat sur l'avortement rebondit

WASHINGTON  
correspondance

Le dix-neuvième anniversaire de l'arrêt « historique » de la Cour suprême, affirmant en 1973 le droit constitutionnel des femmes à se faire avorter dans les premiers mois de la grossesse, a donné lieu à des défilés de partisans et d'adversaires de l'avortement. Pendant plusieurs heures, la circulation au centre de la capitale a été bloquée par les groupes rivaux échangeant des injures, menaçant d'en venir aux mains. La police est intervenue pour éviter des affrontements. Au-delà du bruit et de la fureur et des manifestations hystériques, les activistes des deux camps sont animés par d'évidentes préoccupations politiques. La Cour n'a jamais annulé son arrêt de 1973, mais sa majorité conservatrice en a restreint l'application. En juillet 1989, la Cour acceptait la constitutionnalité de la législation restrictive de l'Etat du Missouri, encourageant ainsi d'autres Etats à suivre cet exemple.

Ainsi, la loi de Pennsylvanie, sur laquelle la Cour vient de décider de statuer d'ici à juillet, est restrictive. Elle demande qu'une épouse informe son mari de sa décision et que les mineurs obtiennent le consentement de leurs parents. Elle exige des médecins d'observer, avant de procéder à l'opération, un délai de vingt-quatre heures au cours duquel ils devront informer leurs clients sur les solutions autres que l'avortement. Ces conditions ont été acceptées par la Cour en 1989 car elles n'empêchaient pas un « fœtus congelé » aux femmes désireuses d'exercer leur droit constitutionnel.

Les adversaires de l'avortement souhaitent que la Cour aille encore plus loin et plus vite sur la voie du démantèlement, sinon même de l'annulation pure et simple de l'arrêt de 1973. De leur côté, les partisans de

l'avortement protestent avec véhémence contre la loi de Pennsylvanie qui « grignote » le droit à l'avortement. Mais, en fait, ils s'accrochent à l'existence d'une loi qui, selon eux, leur permettrait de mobiliser l'opinion.

Ainsi, l'avortement revient au cœur du débat politique. Les démocrates estiment qu'une décision de la Cour au début de la campagne électorale confirmerait les restrictions de la loi de Pennsylvanie, servirait leurs intérêts. Elle ne pourrait en effet que gêner le président Bush, aux prises avec un parti divisé.

Une large partie de sa clientèle électorale, notamment les éléments conservateurs, s'est déclarée contre l'avortement, mais M. Bush et les stratèges républicains se montrent prudents. Ils s'efforcent de minimiser l'importance du débat, affirmant que leur parti peut accueillir partisans et adversaires de l'avortement. Dans l'immédiat, le président est obligé d'encourager les partisans de l'avortement, tandis que tous ses concurrents démocrates ont pris position pour le maintien de l'arrêt de 1973.

HENRI PIERRE

□ Exécution de deux condamnés à mort. — Mark Hopkinson, un Américain de quarante-deux ans qui avait commandité en 1979 le meurtre de quatre personnes, a été exécuté, mercredi 22 janvier, par injection de produits mortels, dans une prison du Wyoming. Il s'agit de la première exécution dans cet Etat depuis vingt-six ans. Par ailleurs, Joe Angel Cordova, âgé de trente-neuf ans, condamné à mort pour enlèvement et meurtre, a été exécuté au Texas. Quarante-trois exécutions ont eu lieu dans cet Etat depuis que la peine de mort y a été rétablie, en 1982. — (AFP, Reuters, AP).

## CANADA : pour parvenir à l'indépendance

## Le Parti québécois mise gros sur la France

Convaincu de ses chances de réaliser bientôt son vieux rêve indépendantiste, le Parti québécois (PQ, opposition) de M. Jacques Parizeau prépare la stratégie diplomatique d'un futur Etat québécois. Et la France est la pièce maîtresse d'une partie serrée en vue d'obtenir « la reconnaissance internationale d'un Québec souverain », titre d'un mémoire confidentiel actuellement étudié par les dirigeants de cette formation.

MONTREAL

de notre correspondant

Ce « document de réflexion », dont les deux principaux auteurs sont d'anciens députés québécois du Québec à Paris et à Boston (M<sup>rs</sup> Louise Beaudoin et M. Jacques Vallée), affirme que la France « ne précéderait pas le Québec, mais l'accompagnerait jusqu'au bout » sur la route de l'indépendance. « De par son poids culturel et historique », elle peut être « le déclencheur » d'un mouvement de reconnaissance du jeune Etat par plusieurs pays, notamment au sein de la francophonie.

Actuellement dans l'opposition, le PQ, qui a remporté le 13 janvier sa deuxième victoire en moins de six mois lors d'élections partielles, mise sur le référendum que le premier ministre québécois, M. Robert Bour-

ras, s'est engagé à tenir en octobre si la province n'obtient pas d'ici là des pouvoirs exclusifs relevant actuellement du gouvernement fédéral. Dans le cas où ce référendum n'aurait pas lieu, il lui faudra gagner les prochaines élections prévues pour 1993 avant de consulter la population sur l'avenir de la province.

Les auteurs du document écrivent que « la position de l'Élysée est, à l'heure actuelle, la suivante : avant le référendum on est prêt, par des gestes politiques significatifs, à manifester de la sympathie au mouvement souverainiste et, lorsque à une question claire il y aura eu une réponse claire, on fera tout ce qu'il faudra ». Si la rupture du lien fédéral se faisait dans l'acrimonie, la France pourrait décider, « dans un premier temps de ne pas affronter directement le Canada », mais de « mettre au service du Québec une diplomatie efficace pour convaincre l'Ottawa de reconnaître le nouvel Etat ».

Pour l'essentiel de ce soutien français, il suffirait, estiment les auteurs, de « reconstruire à Paris le lobby québécois, disparu depuis 1986 ». Les « souverainistes » ont « toujours obtenu des appuis très solides » de MM. Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius et Pierre Mauroy, pourront « toujours compter sur Michel Rocard qui, s'il n'est plus premier ministre, reste une figure connue » notamment au sein de la CEE, de la part de laquelle le PQ craint « une attitude plutôt négative ». — (Interim).

CUBA

## Paris et la CEE déplorent l'exécution d'un opposant

La France a « déploré » mercredi 22 janvier, que le président Fidel Castro n'ait pas eu « un geste de clémence » à l'égard de l'opposant cubain Eduardo Diaz Betancourt, exécuté lundi à La Havane, pour s'être infiltré dans l'île avec des armes. « Le régime communiste de Fidel Castro termine ses jours comme il les a commencés : en tirant », a, de son côté, déclaré le commissaire de la CEE pour l'Amérique latine, M. Abel Matutes, qui a déploré cette exécution, tout comme le Vatican. A Miami, deux groupes paramilitaires baptisés « Commando L » et « 19 avril » ont revendiqué cette action de commando. Selon leur porte-parole, M. Tony Cuesta, d'autres exécutés faisant partie de la même mission sont entrés dans la clandestinité « pour renverser Castro et amener Cuba à la démocratie ». — (AFP, AP, Reuters).

□ CHILI : deux membres présumés d'un mouvement de guérilla abattus après une prise d'otage. — La police a abattu, mercredi 22 janvier, deux membres présumés du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) alors qu'ils tentaient de sortir d'une maison de Santiago, où ils avaient pris en otage une famille de cinq personnes, pendant près de onze heures. Dans la matinée, le commando avait tenté d'attaquer une banque, faisant trois blessés. Un guérillero avait alors été tué. — (AFP).

□ SALVADOR : libération d'un conseiller du président Cristiani. — Enlevé en juillet dernier par des inconnus, M. Guillermo Sol Bang, homme d'affaires et conseiller du président salvadorien Alfredo Cristiani, a été libéré, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 janvier, a annoncé le bureau de la présidence. La libération de M. Sol Bang, qui a la double nationalité salvadorienne et américaine, a été négociée directement avec les ravisseurs, selon l'évêque auxiliaire de San-Salvador. — (UPI, AFP).

## Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

## LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

est paru

212 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## La Commission de Bruxelles propose de nouvelles réglementations sur le commerce des matériels « sensibles »

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des Douze débattent le 3 février d'une proposition faite mercredi 22 janvier par la Commission de Bruxelles et concernant les exportations de produits et technologies stratégiques dits « à usage double », c'est-à-dire utilisés à la fois à des fins civiles et militaires.

Certaines matières fissiles, certains radars ou ordinateurs entrent dans cette catégorie et constituent quelque 5 % des échanges commerciaux à l'intérieur de la Communauté. Même quand ils sont destinés à l'un des Douze, des contrôles nationaux sont exercés sur leur cession mais sans harmonisation. La question était de savoir s'il y avait lieu d'appliquer dans ce domaine aussi les dispositions relatives à l'abolition des contrôles aux frontières à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. La Commission estime que oui,

CEE

« dans la logique du Grand Marché ».

Mais elle souhaite que cette libre circulation chez les Douze s'accompagne de contrôles « uniformes et efficaces » aux frontières externes de l'espace communautaire. Elle suggère l'adoption d'une liste des produits et technologies concernés, sur la base de la liste COCOM, par exemple. Elle préconise l'établissement d'une autre liste, relative aux destinations : pays tiers vers lesquels ces ventes seraient autorisées ou au contraire interdites. Elle demande enfin l'adoption de critères communs pour les licences d'exportation.

Les armes, à proprement parler, ne sont pas des marchandises visées par le traité de Rome. Leur commercialisation fait partie du domaine de souveraineté des Etats membres. Mais un accord sur les matériels stratégiques « à double usage » pourrait préfigurer un autre accord, plus lointain, sur les exportations militaires.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

مكتبة الأمل



# POLITIQUE

La succession de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale

## L'élection de M. Henri Emmanuelli a révélé la faiblesse de l'union de l'opposition

M. Henri Emmanuelli, député socialiste des Landes, a été élu président de l'Assemblée nationale, mercredi 22 janvier, au deuxième tour de scrutin, par 289 voix contre 225 à M. Jacques Chaban-Delmas (RPR, Girondin) et 32 à M. Hugues Bouchardau (app. PS, Doubs). La relative facilité avec laquelle le trésorier du PS a pu accéder au «perchoir» témoigne des difficultés persistantes de l'opposition à demeurer unie.

On l'avait présenté comme un homme trop «carré» pour occuper un poste qui suppose une certaine souplesse. Sa première intervention, mercredi, juste après son élection à la présidence de l'Assemblée nationale, a confirmé cette réputation. Outre l'Europe et les institutions, M. Henri Emmanuelli a fixé un troisième grand rendez-vous pour la fin de la législature, un rendez-vous quotidien avec les préoccupations concrètes des Français, au premier rang desquelles il place le chômage. «Par notre capacité à répondre, chacun selon nos convictions, aux préoccupations de nos concitoyens, mais aussi par la qualité de nos débats, nous devons être, en premier lieu, ceux qui sont les plus demandés, puis être tenus par des voix qui leur proposent l'aventure, la démagogie, le rejet de la démocratie, le racisme et l'exclusion», a affirmé le nouveau président. Quelques heures plus tôt cependant, l'homme de convictions n'était pas tout à fait assuré de sa victoire. A son banc, au tout début de la séance, il semblait prendre appui sur la force tranquille de son puissant voisin, M. Pierre Mauroy, tandis que, de l'autre côté de la travée, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste, M. Laurent Fabius, remplissait déjà une à une les cases vides, d'après son agenda, pour satisfaire les demandes d'un grand nombre de ses collègues députés. «Je n'ai rien de sûr», confiait-il, «c'est que l'Aquitaine ne pouvait pas perdre», confiait plus tard le député des Landes en évoquant la candidature du maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, présentée par l'union de l'opposition.

Pour masquer son incapacité à s'unir derrière l'un de ses nombreux

jeunes porte-drapeaux, l'opposition avait eu recours, une fois encore, à celui qui pouvait apparaître en effet comme le plus grand dénominateur commun des groupes RPR, UDF et UDC. M. Chaban-Delmas, déjà président à trois reprises de l'Assemblée nationale depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République. Or, en dépit de cette candidature de consensus, les sempiternelles divisions de la droite et du centre sont réapparues dès le premier tour de scrutin. Sur 541 votants et 534 suffrages exprimés, M. Emmanuelli a recueilli

256 voix, M. Chaban-Delmas 207, M. Hugues Bouchardau 44 et M. Georges Hage (PC, Nord) 27.

Compte tenu de l'effectif actuel des différents groupes politiques (1) et des absences plus ou moins bien expliquées par les responsables de ces groupes, il apparaît que seul le candidat du PC, M. Hage, a recueilli trois voix de plus que le nombre de députés communistes effectivement présents au moment du vote ne le lui laissait espérer. Il a manqué, en revanche, plus d'une trentaine de voix à M. Chaban-Del-

mas et une dizaine seulement à M. Emmanuelli, en dépit de la candidature «dissidente» de M. Bouchardau. La dispersion des voix de l'opposition est, du reste, encore plus flagrante si l'on compare les résultats de M. Chaban-Delmas (207 au premier tour, 225 au second) au nombre de voix recueillies, les 24 octobre et 18 novembre, lors des deux dernières motions de censure votées par l'opposition (264 dans les deux cas).

Il s'avère du même coup que, malgré les craintes des socialistes, les pressions de dernière minute ou les manœuvres déviantes par la diffusion du communiqué à l'issue du principal animateur du mouvement France unie, M. Jean-Pierre Soisson (lire par ailleurs l'article de Pascal Robert-Diard), l'opération menée par l'union de l'opposition pour empêcher le vote de l'acte de confiance n'a pas suffi à empêcher la victoire de M. Emmanuelli. Les députés socialistes ont, semble-t-il, choisi de faire bloc et de taire leurs divisions, tandis que leurs collègues de l'actuelle opposition, aléché par la promesse d'un retour au pouvoir, ne veulent plus se satisfaire des faux-semblants de l'union.

Principale victime de ce mouvement d'humour des députés de l'opposition, M. Chaban-Delmas ne s'y est lui-même pas trompé, en constatant, après l'élection de son concurrent, qu'il lui avait en fait fait perdre un certain nombre de voix et que «l'union de l'opposition a reculé». Au second tour, en effet, après le désistement du candidat communiste en faveur de celui du PS, l'analyse du résultat a montré qu'il manquait encore au minimum une vingtaine de voix au candidat unique de l'opposition, alors qu'avec 289 suffrages, M. Emmanuelli pouvait considérer qu'il avait quasiment fait le plein des voix socialistes et communistes.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La composition des groupes de l'Assemblée nationale est actuellement la suivante : PS et apparentés, 273 ; RPR, 127 ; UDF, 90 ; UDC, 38. Soit un total de 528 députés. M. Chaban-Delmas a obtenu 207 voix au premier tour et 225 au second. Il y a eu 541 votants et 534 suffrages exprimés.

Dans les couloirs

### Trois versions pour un communiqué...

C'est l'histoire d'un communiqué en provenance de France unie, le mouvement animé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique. M. Hugues Bouchardau, candidat dissident à la présidence de l'Assemblée nationale, a glissé le sien dans son sac. M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, l'a reçu en mains propres dans l'hémicycle. Tous deux sont satisfaits : M. Soisson a tenu ses engagements à leur égard. Le seul problème, c'est que M. Soisson ne semble pas avoir pris les mêmes avec chacun...

A M. Bouchardau, «sa» candidature, dont l'achèvement à se présenter contre M. Henri Emmanuelli est toutefois devenu un peu encombrant pour le ministre, il a promis le soutien des députés de France unie au premier tour de l'élection et la diffusion, entre les deux tours, d'un communiqué «réaffirmant» ses amis de ne pas participer au vote. Le communiqué «giffonné» que M. Bouchardau exhibe de son sac, mercredi après-midi, en apporte la preuve.

A M. Auroux, furieux contre M. Bouchardau, il a promis de diffuser, dès 15 heures, c'est-à-dire à l'ouverture du scrutin, un communiqué appelant à voter au

second tour pour M. Emmanuelli. Le communiqué de France unie reçu par M. Auroux en témoigne, qui appelle les amis de M. Soisson à «se rassembler autour du candidat de la majorité présidentielle dès le deuxième tour».

A 15 h 15, salle des Quatre Colonnes, M. Auroux peut donc se «réjouir» avec ironie de la «sagesse» de M. Soisson. «C'est France unie qui marque sa différence au premier tour, c'est normal, observe-t-il. Qu'elle marque sa solidarité au second l'est aussi. M. Bouchardau découvre, devant les caméras, cette nouvelle version. Mettant en doute «l'authenticité» du communiqué de M. Auroux, elle ajoute, mordante : «Je ne saurais pas que le premier ministre exigeait cela de la solidarité gouvernementale.»

Elle ne savait pas non plus qu'il y avait, au cabinet de M. Soisson, une troisième version qui venait d'être diffusée : dans ce communiqué «officiel» de France unie, il était seulement demandé aux amis de M. Soisson de «ne pas faire le jeu de l'opposition», sans autre précision. «Ça devient Cagex», s'est contenté d'observer M. Bouchardau. Loin, très loin, de France unie.

PASCAL ROBERT-DIARD

## L'itinéraire d'un mitterrandiste indocile

Un mardi de 1978, dans une salle de l'Assemblée nationale, le groupe socialiste discute sans émotion particulière de la position à prendre sur un texte relatif au financement de l'enseignement privé. A la tribune, Gaston Defferre, président de l'Assemblée, M. François Mitterrand lit le journal. Soudain, un jeune député se lève et lance : «Chers camarades, pour l'honneur du Sud-Ouest, je déclare en ces lieux et place : à bas la calotte!» Rires et applaudissements chez les uns, stupeur et protestation chez les autres : M. Mitterrand, tiré de sa lecture, observe avec étonnement le chahuteur. C'est l'œuvre d'un jeune du des Landes qu'il connaît bien, M. Henri Emmanuelli, visiblement pas mécontent du succès de sa plaisanterie.

A trente-trois ans, M. Emmanuelli, qui était entré sept ans plus tôt au PS après avoir fréquenté la Convention des institutions républicaines, est un pilier du mitterrandisme. Une première tentative, en service commandé, dans le Lot-et-Garonne, aux législatives de

mars 1973, lui a servi de baptême du feu électoral. Il a ensuite réussi l'implantation du Parti socialiste dans les Landes, autrefois fief radical. Il a alors mis fin à une carrière de banquier à la Compagnie financière, créée par M. Edmond de Rothschild, pour se consacrer entièrement à la politique.

En mai 1981, M. Emmanuelli devient secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer auprès de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, puis, en mars 1983, il succède à M. Laurent Fabius comme secrétaire d'Etat au budget. Ce Béarnais d'origine très modeste, fils de militants communistes, ne l'a pas été lui-même, contrairement à ce que certains affirment, mais il a conservé de son enfance et de son adolescence l'idée que la gauche a pour mission, avant tout, de combattre les inégalités et d'améliorer le sort de ceux qui placent sa confiance en elle.

Ami personnel de M. Mitterrand, dont la maison de Latéche est située dans sa circonscription, M. Emmanuelli est le contraire d'un courtisan. Il l'a montré en s'opposant avec constance, jusqu'à ces derniers jours, au vœu présidentiel de voir M. Fabius accéder à la direction du Parti socialiste.

### En première ligne dans l'affaire Urba

Dès 1985, alors que M. Fabius était premier ministre, M. Emmanuelli avait refusé la logique qui conduisait le chef du gouvernement à vouloir annexer le PS à son entreprise de «modernisation» et de «rassemblement», qui se serait traduite par la mise sur pied d'un «front républicain». Pour l'île des Landes, petit-fils d'un berger et fils d'un électricien mort électrocuté en 1958, M. Fabius faisait figure d'héritier à la vie trop facile, ignorant des réalités sociales.

C'est ainsi que M. Emmanuelli, qui avait conquis, en 1982, la présidence du conseil général des

Landes, est devenu, auprès de M. Lionel Jospin, l'un des principaux adversaires de la candidature de M. Fabius au poste de premier secrétaire du PS, une première fois en mai 1988 et, de nouveau, lors du congrès de Rennes en mars 1990. Numéro deux du PS après l'élection de M. Pierre Mauroy comme numéro un, il y a trois ans et demi, M. Emmanuelli a pris en charge la trésorerie du parti, ce qui l'a mis en première ligne dans l'affaire Urba, le groupe de bureaux d'études qui assurait le financement de l'organisation et des campagnes socialistes. Ayant conservé la trésorerie après le congrès de Rennes, qui l'avait ramené au troisième rang de la hiérarchie du PS, il a dû assumer la liquidation d'Urba et la mise en place des structures de financement prévues par la loi du 15 janvier 1990.

S'il a compté au rang des principaux adversaires de M. Fabius, M. Emmanuelli a été aussi un censeur acerbé de la politique de M. Michel Rocard, à commencer par l'«ouverture» de 1988. Aussi l'idée d'un accord, au congrès de Rennes, avec les amis de celui qui était alors premier ministre, pour mettre M. Fabius en minorité, ne lui convenait-elle qu'à moitié. La réputation qui lui a été faite d'avoir été parmi les partisans d'un «putsch», objectivement dirigé contre le chef de l'Etat, est donc imméritée, mais elle a contribué à lui faire perdre, en octobre 1990, la compétition ouverte pour la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée par l'entrée de M. Louis Mermaz au gouvernement. Soutenu publiquement par M. Rocard, M. Emmanuelli avait été battu par le candidat fabiusien, M. Jean Auroux.

Le député des Landes avait ensuite refusé d'entrer dans le gouvernement Cresson comme secrétaire d'Etat sous la tutelle de M. Pierre Bédaride. Il avait pris la suite de M. Dominique Strauss-Kahn à la présidence de la com-

mission des finances. Son élection à la présidence de l'Assemblée, après celle de M. Fabius à la direction du PS, clôt un long épisode de la rivalité entre les héritiers du mitterrandisme.

PATRICK JARREAU

(Né le 31 mai 1945 à Elux-Bois (Pyrénées-Atlantiques), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Emmanuelli est élu en mars 1978 député des Landes. Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM dans les deux premiers gouvernements de M. Mauroy (mai 1981-mars 1983), secrétaire d'Etat au budget dans le troisième (mars 1983-juillet 1984), il conserve ce poste dans celui de M. Laurent Fabius (mars 1984-mars 1986). Réélu député des Landes en mars 1986 et en juin 1988, il préside depuis octobre 1982 le conseil général de ce département. Elu président de la commission des finances de l'Assemblée nationale en mai 1991, M. Emmanuelli était membre du secrétariat national du PS, chargé de la coordination et de la trésorerie (mai 1989-mars 1990), puis de la seule trésorerie (mars 1990-janvier 1991).

■ M. Pierre Muscovici nouveau trésorier du PS. — M. Pierre Muscovici, membre du secrétariat national du PS chargé des études depuis le congrès de Rennes de mars 1990, devait être nommé jeudi 23 janvier, trésorier du parti en remplacement de M. Henri Emmanuelli. Ancien élève de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Muscovici, qui est né le 16 septembre 1937 à Paris, est membre du courant Jospin. Il a appartenu au cabinet du ministre de l'Éducation nationale de 1988 à 1990. Il est, depuis cette date, chef du service du financement au commissariat général du Plan.

■ M. Durafor au Conseil d'Etat. — M. Michel Durafor, ancien ministre, a été nommé par le conseil des ministres du 22 janvier conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Grâce à la «neutralité» des socialistes

## Le budget de l'Île-de-France est adopté

Le conseil régional d'Île-de-France, où la RPR et l'UDF détiennent ensemble la majorité relative, a adopté, mercredi 22 janvier 1992, le budget de la région. Les communistes et le FN ont voté contre. Une fois de plus, la «neutralité» des élus socialistes, qui n'ont pas pris part au vote, a permis à l'assemblée régionale de voter des crédits qui, cette année, sont en augmentation de 8,6 % par rapport à l'année dernière.

Pour la quatrième année consécutive, les socialistes ont «laissé passer», après deux jours de débats, mardi 21 et mercredi 22 janvier, le budget régional de l'Île-de-France. Dans ce conseil, présidé par M. Pierre-Charles Krieg (RPR), et dont la majorité relative est aux mains conjuguées du RPR et de l'UDF (respectivement 61 et 32 élus), rien d'important ne peut être décidé sans la complicité ou, à tout le moins, la non-participation de groupes qui jouent le rôle d'appoint.

Les dix-neuf élus communistes s'y refusent catégoriquement, même si parfois leur hostilité au gouvernement socialiste les rapproche de la droite dans une semblable dénonciation, en particulier du projet de schéma directeur de l'Île-de-France préparé par le préfet de région. Ils n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard du projet de budget, caractérisé, à leurs yeux, «par une politique de Pécou» (...), qui privilégie l'argent dans tous les domaines, et non l'amélioration des conditions de vie des Franciliens.

Le Front national (dix-neuf élus également) ne veut plus, pour sa part, soutenir, comme il l'a fait pendant quelques années, la droite contre la gauche. Il y consentirait peut-être, mais au prix d'avantages (un fauteuil de vice-président du conseil régional, par exemple) qui lui sont refusés. Par la voix de M. Jean-Yves Le Gallou, son président de groupe, il a donc expliqué que le budget 1992 ressemblerait trop à celui de 1991 adopté l'an dernier, «grâce à l'abstention socialiste». Il voterait contre cette année encore. Ce qu'il a fait.

Dès lors, le sort des grands choix budgétaires présentés par le premier vice-président chargé des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, était suspendu à la bonne volonté des soixante-cinq conseillers PS et MRG.

Entre deux risques devant leurs électeurs du 22 mars prochain, les socialistes allaient-ils privilégier celui d'épauler, comme les années précédentes, la politique de la droite, ou au contraire, en s'en dissociant, de bloquer tout nouvel investissement, toute nouvelle mise en œuvre de rénovation de lycées ou d'implantation d'IUT?

Lors du vote des orientations budgétaires le mois dernier, les socialistes avaient choisi le rejet (le Monde du 12 décembre 1991). Mais ce n'était alors qu'une diversion sans conséquences. La victoire de M. Krieg et de son «ministère des finances», M. Fourcade, aura été d'incliner, une fois de plus, la pente des socialistes vers le «soutien objectif».

«Cerise

sur un gâteau»

Le président du groupe PS-MRG, M. Yannick Bodin, tête de liste aux élections régionales dans la Seine-et-Marne, a pourtant qualifié le projet de budget de «non-événement», de «cerise sur un gâteau avec une date limite de conservation : 22 mars 1992» puisqu'il est en survis dans l'attente du prochain conseil régional. Point de vue exprimé d'ailleurs aussi par les Verts, qui n'ont pas d'élus — pour l'instant — au conseil régional mais se sont débrouillés pour faire savoir que le vote du budget devrait être reporté après l'échéance électorale du 22 mars.

Les socialistes se sont attiré la réplique de M. Fourcade : «Le refus du budget voudrait dire que nous raterions les rentrées sociales et universitaires de 1993». De cet argument ou de l'annonce qu'un accord de principe conclu avec le préfet de région va permettre, sans attendre, le financement de vingt-quatre instituts universitaires de technologie (treize par l'Etat, onze par la région), lequel l'a emporté? En tout cas le budget a été adopté. En augmentation de 8,6 % sur celui de 1991, il représente, avec ses 11 539,4 millions de recettes, un «budget de continuité» qui, «dans un environnement économique et politique très perturbé», selon le mot de M. Krieg, garantit le cap sur les priorités : la formation et les transports, et aussi le cadre de vie, puisque 771 millions de francs d'autorisations de programme (+8 %) y seront consacrés, l'habitat (+10 %) et les équipements sanitaires et sociaux (+8,9 %).

CHARLES VIAL

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 22 janvier, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

- 1) La maîtrise des prix
- 2) L'amélioration de l'économie, des finances et du budget, a présenté une communication sur la maîtrise de l'évolution des prix en France. (Lire page 19.)
- 3) Adaptation de l'assurance et de la banque au marché unique européen. (Le Monde du 21 janvier.)
- 4) La politique des déchets. (Lire page 12.)
- 5) La qualité dans la construction et dans l'habitat.

Le secrétaire d'Etat qui a présenté une communication sur la qualité dans la construction et dans l'habitat.

Il a fait le point de la mise en œuvre des mesures adoptées à l'occasion du conseil des ministres du 4 avril 1990.

1) La protection et l'information du public. — Entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1991, les nouvelles règles applicables au contrat de construction d'une maison individuelle donnent à l'acquéreur une

garantie de livraison à prix et délai convenus.

Le réseau des associations départementales d'information sur le logement s'étend progressivement. Il couvre aujourd'hui cinquante-deux départements. Des progrès importants ont été réalisés en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées. Un diagnostic de sécurité des logements contre l'incendie sera expérimenté en 1992 avant d'être rendu obligatoire lors de la mise en copropriété ou de la vente d'un immeuble.

2) L'amélioration du parc existant. — Les aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat bénéficient désormais aux opérations de réhabilitation entreprises dans tous les logements locatifs privés de plus de quinze ans d'âge. Le plafond des travaux de réhabilitation subventionnés par l'Etat dans les logements locatifs sociaux a été porté de 70 000 F à 85 000 F.

3) L'harmonisation européenne. — Notre pays est en avance dans plusieurs domaines : qualité architecturale, performances thermiques, assurance-construction. Le gouvernement veillera à préserver cette avance.

4) Les objectifs à long terme. — L'amélioration de la qualité des logements devra prendre en considération les préoccupations d'environnement, de santé et de confort. Les professionnels ont été invités à proposer des solutions innovantes pour améliorer la qualité acoustique des logements.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

LA METHODE  
COUE

36F

ISTH ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESCP 1<sup>re</sup> année - ESC Lyon - ESC

2<sup>e</sup> année entrée directe SUCCES CONFIRMES

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELLES

8, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.85.59.34



## POLITIQUE

## La droite et ses tentations

Après avoir évoqué le divorce entre les socialistes et l'opinion (le Monde du 23 janvier), Jérôme Jaffré analyse la situation de l'UDF et du RPR.

par Jérôme Jaffré

La droite modérée est dans une curieuse situation. L'effondrement des socialistes lui promet le pouvoir pour bientôt. Pourtant, son image auprès des Français reste mauvaise, beaucoup plus qu'elle ne l'était il y a sept ans à l'approche de la première alternance de l'ère Mitterrand. En octobre 1984, 43 % des Français se déclaraient proches de l'opposition, 41 % éloignés. En décembre 1991, selon la dernière enquête Figaro-SOFRES, 33 % se disent proches d'elle, 51 % éloignés. Le recul de proximité est de seize points parmi les agriculteurs, vingt-deux chez les commerçants et industriels, treize chez les cadres et professions intellectuelles.

Si l'on compare les baromètres du Figaro-Magazine de janvier 1992 et janvier 1985, on constate que l'UDF et le RPR sont moins populaires aujourd'hui qu'il y a sept ans : 35 % de bonnes opinions pour l'UDF au lieu de 39 %, 37 % pour le RPR au lieu de 43 %. Jacques Chirac serait aujourd'hui le favori d'une compétition présidentielle, mais il ne recueille que 37 % de souhaits d'avenir, six points de moins qu'au début 1985. En cas d'élections législatives, l'UDF, le RPR et les divers droits totalisent en février 1985, 49 % des intentions de vote. Elles sont aujourd'hui à 41 %.

Ce sont les électeurs qui se classent au centre sur l'échelle gauche-droite qui désertent le plus l'opposition. En octobre 1984, 43 % de ces « centristes » se disaient proches d'elle, 32 % éloignés. A la fin de 1991, ils ne sont plus que 24 % à déclarer un sentiment de proximité contre 52 % qui se veulent distants. Dans les intentions de vote législatives, 59 % des électeurs du centre se prononçaient en février 1985 pour l'opposition modérée, ce chiffre est tombé aujourd'hui à 46 %.

Or, parallèlement à cet affaiblissement au centre, les dirigeants de la droite modérée sont soumis à une

double tentation droite et de leur électorat : le refus de la cohabitation et l'alignement sur les thèmes favoris de Jean-Marie Le Pen.

Aujourd'hui, les sympathisants UDF et RPR refusent massivement la perspective d'une nouvelle cohabitation avec M. Mitterrand. 78 % d'entre eux estiment qu'en cas de défaite socialiste en 1993, la nouvelle majorité devra réclamer le départ du chef de l'Etat « car il aura

président avait réussi à apparaître à la fois comme l'âme des Français et le véritable leader des socialistes, ce qui avait conduit un nombre croissant d'électeurs à souhaiter son maintien. En septembre 1983, 42 % des Français souhaitaient qu'il demeure président en cas de victoire UDF-RPR, 46 % qu'il démissionne ; en février 1986, les chiffres étaient devenus 57 % contre 30 %. Dans l'électorat UDF-RPR, le souhait du départ avait reculé de quatorze

et une majorité relative l'approuve sur l'insécurité et la justice. Plus généralement, la pénétration idéologique du Front national au sein de la droite s'est accrue au cours des derniers mois. En mai 1989, 20 % de ceux du RPR étaient globalement d'accord avec les idées de M. Le Pen ; en octobre 1991, les chiffres s'établissent respectivement à 38 % et 50 %.

Or, loin de réduire la force électorale du FN en reprenant sa thématique, l'UDF et le RPR subissent plus durement qu'auparavant la pression électorale. Jamais, selon les données des instituts de sondage, l'extrême droite n'a été aussi puissante dans les intentions de vote à l'approche d'un scrutin. Elle se situe aujourd'hui entre 13 % et 15 % des suffrages exprimés alors qu'en mars 1988, M. Le Pen était crédité de 11 % des voix pour un score final de 14,4 %. Dans les conseils régionaux, le RPR et l'UDF n'obtiennent la majorité absolue des sièges que dans un petit nombre de cas. Selon nos calculs établis sur la base des européennes de 1989 (1), le poids du Front national peut être déterminant dans seize régions sur vingt-deux.

Aux élections législatives de 1993, si la proportionnelle est adoptée, le FN peut espérer obtenir au moins cinquante députés au lieu de trente-cinq en 1986 et priver cette fois-ci l'UDF et le RPR de la majorité absolue. Si le scrutin majoritaire est maintenu, le Front national, avec 15 % des suffrages exprimés et une participation électorale normale, sera en position de se maintenir au second tour dans plus de cent cinquante circonscriptions. L'attribution d'une centaine de sièges entre l'UDF et le PS dépendra très directement de son attitude. La pression de l'extrême droite sur la droite modérée constitue aujourd'hui le principal facteur d'incertitude du scrutin de 1993.

L'expérience accumulée au cours des dix dernières années montre cependant que la reprise des thèmes légalistes conduit au renforcement de l'extrême droite. Un tel alignement rend en outre plus difficile la possibilité de majorité alternative dans les conseils régionaux entre UDF, RPR et écologistes. Au demeurant, l'interdit politique à l'égard du Front national demeure dans l'électorat modéré même si une majorité accepterait un accord de désistement dont elle pense sans doute qu'il lui profiterait exclusivement. 80 % des électeurs UDF-RPR jugent le Front national incapable de gouverner la France, 60 % le qualifient de « danger pour la démocratie » ; 11 % seulement choisissent une coalition RPR-UDF-FN comme formule de gouvernement préférée.

Malgré la débâcle annoncée des socialistes, MM. Delors et Rocard se placent en tête, avec M. Barre, au hit-parade des présidents éligibles les plus populaires. Et selon un sondage récent pour le Figaro, la formule de gouvernement préférée des Français est une coalition PS-écologistes-centristes. Le jeu pourrait être plus ouvert qu'il n'y paraît. Une certitude de la victoire ne saurait dispenser les dirigeants RPR-UDF d'une réflexion approfondie sur leur positionnement politique et leurs choix stratégiques.

(1) Voir Jérôme Jaffré, « Le stémisme des régionalistes », le Monde, 17 octobre 1991.

## La montée des thèmes lepénistes

Sur quels thèmes, selon vous, l'opposition devrait-elle mettre l'accent au cours des prochains mois et des prochaines années ?

(Réponses des sympathisants UDF-RPR)	Novembre 1989	Décembre 1990	Décembre 1991
	RANG	RANG	RANG
La préparation de la France au Marché unique européen	59	1	47
L'immigration	40	46	43
L'insécurité	38	3	55
La baisse des impôts	26	5	34
Le financement de la protection sociale	23	6	40
L'environnement	12	7	24
La défense nationale	7	8	13
Sans opinion	1	2	1

Source : Enquêtes FIGARO/SOFRES.

été désavoué. Selon l'enquête « 7 sur 7 » SOFRES de début janvier, 60 % estiment que l'opposition doit refuser une nouvelle cohabitation contre 31 % qui y sont favorables. Il n'y a sur ce point aucune différence entre les électeurs UDF et RPR.

A la vérité, les chiffres diffèrent assez peu de ce qu'ils étaient à l'approche de la première alternance sur des questions voisines. Mais il y a sept ans, durant l'année 1985, le RPR et M. Chirac, tout à la crainte de M. Barre, avaient entrepris de convaincre leur électorat du caractère inévitable de la cohabitation et de la nécessaire présence d'un leader RPR aux côtés de M. Mitterrand au sommet de l'Etat. Pour sa part, le

points, et l'acceptation du maintien progressé de quinze.

Toute la question est de savoir si les dirigeants UDF-RPR résisteront à la tentation de leur électorat et accompliront un travail politique similaire à celui d'il y a sept ans. Leur décision est particulièrement délicate. Certes, les Français seraient aujourd'hui reconnaissants à M. Mitterrand d'abandonner son mandat à cinq ans mais ils n'ont pas son départ. Une attitude trop incertaine de l'opposition peut lui compliquer les choses en mars 1993 : une attitude trop dure peut redonner des marges de manœuvre au président, surtout s'il parvient à restaurer dans l'année qui vient son autorité morale et politique. L'opinion pourrait alors condamner ce qui ressemblerait à une tentative de coup de force démocratique. Tout comme en mai 1968 elle a tenu longtemps rigueur à M. Mitterrand de s'être posé trop vite en successeur du général de Gaulle.

La seconde tentation de l'électorat UDF-RPR est de reprendre à son compte les thèmes favoris de Jean-Marie Le Pen. En 1989, l'électorat modéré plaçait en tête de ses attentes la préparation de la France au marché unique européen et l'éducation (voir tableau). Deux ans plus tard, il privilégie l'immigration et l'insécurité. Le thème de l'immigration a ainsi progressé de dix-neuf points parmi les sympathisants RPR et de seize points parmi les sympathisants UDF. Il est vrai que les électeurs ne font que suivre les discours de leurs dirigeants sur « les odeurs » (M. Chirac) ou « l'invasion » (M. Giscard d'Estaing).

Redoutable problème cependant car si l'absence de prise en compte de ces préoccupations est préjudiciable, c'est aussi sur ces thèmes que Jean-Marie Le Pen est le plus crédible. Selon l'enquête le Monde-RTL-SOFRES d'octobre dernier, 51 % des sympathisants UDF-RPR sont d'accord avec les positions du leader d'extrême droite sur l'immigration,

Son prédécesseur ayant atteint l'âge de la retraite

## M. Jean-Marie Coussirou est nommé directeur de l'ENA

Le conseil des ministres du mercredi 22 janvier a nommé M. Jean-Marie Coussirou, actuel préfet de la Haute-Garonne et de la région Midi-Pyrénées, directeur de l'Ecole nationale d'administration (nos dernières éditions du 23 janvier). Il succède à M. René Lenoir, qui a atteint l'âge de la retraite. M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rendu hommage à ce dernier en soulignant qu'il avait « largement contribué à assurer le rôle international » de l'école. Le ministre de la culture a ajouté que la délocalisation de l'ENA imposait que son directeur soit « un homme d'expérience, de caractère, respecté par l'administration, qui s'est illustré par ses qualités d'homme de dialogue et d'action ». Pour sa part, M. Lenoir a rappelé, jeudi matin, sur France-Culture, son « opposition totale au transfert de l'ENA à Strasbourg », qui aboutit, selon lui, à « gaspiller un patrimoine ». « Autant supprimer l'ENA », a-t-il ajouté, en reprochant au gouvernement « une décision précipitée qui n'a été précédée d'aucune instruction sérieuse ».

## L'action de M. René Lenoir

M. René Lenoir, né à Alger le 21 janvier 1927, ancien élève de l'ENA, a été, en 1969, directeur adjoint du cabinet de M. Debré, alors ministre de la défense nationale, puis directeur général de l'action sociale au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, avant de devenir secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale dans le gouvernement Chirac à Barre, où il occupa ce poste de juin 1974 à mars 1978. C'est en 1983 que M. René Lenoir est nommé directeur de l'Ecole nationale d'administration, pour succéder à M. Roger Fauroux, entré au gouvernement Rocard comme ministre de l'Industrie. Rue de l'Université, M. Lenoir a poursuivi l'action de son prédécesseur, tendant notamment à donner aux élèves une formation croisée universitaire et d'avantage ouverte sur les techniques de gestion. Il a dû aussi adapter l'école à l'arrivée des élèves issus de la troisième voie créée avant sa nomination, puis, après l'abandon de celle-ci en 1987, à l'organisation des trois concours destinés à diversifier davantage le recrutement. M. Lenoir s'est attaché à amplifier le rôle international de l'ENA en accueillant le nombre des stagiaires étrangers étudiants ou fonctionnaires. Il a œuvré, notamment depuis 1990, les échanges avec les pays de l'Est,

avec l'ex-Union soviétique et avec la Chine. Ainsi en 1990, deux cents hauts fonctionnaires étrangers ont suivi des cycles à l'ENA, qui a développé récemment une « ingénierie administrative » pour jouer un rôle de conseil dans la création d'écoles comparables à l'étranger.

A. P.

[Né le 22 janvier 1930 à Larche (Corrèze), ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Jean Coussirou a occupé divers postes dans l'administration du Niger de 1953 à 1963, avant d'être nommé conseiller d'ambassade au Gabon en 1964. Affecté au ministère de l'Intérieur en 1967, il est nommé sous-préfet à Lyon en 1968, avant de devenir secrétaire général adjoint du Rhône en 1970. Sous-préfet de Fougères (Ille-et-Vilaine) en 1971, il est nommé chef de la mission régionale de l'Alsace en 1974. Préfet chargé de l'administration de Mayotte en 1976, il devient le représentant du gouvernement dans cette collectivité territoriale en 1977. Succèsivement préfet du Gers (1978), de l'Ailier (1980) et de la Meurthe-et-Moselle (1982), il est placé hors cadre en août 1984 et nommé directeur du cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Préfet de la région Languedoc-Roussillon en 1985, puis de la région Poitou-Charentes en 1986, il était préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne depuis le 12 avril 1989.]

Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

## M. Cresson saisit le Conseil constitutionnel

Le premier ministre, M. Edith Cresson, a saisi le Conseil constitutionnel, mercredi 22 janvier, sur l'article 7 bis du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, adopté définitivement le jour même par le Parlement. Cet article, qui suscite l'inquiétude des associations de défense du droit d'asile, prévoit qu'un étranger non admis sur le territoire français ou dont la demande d'asile est en cours d'instruction peut être maintenu pendant une durée de vingt jours dans une « zone de transit ». Après l'autorisation du président du tribunal administratif, cette durée peut être prolongée — une seule fois — de dix jours.

En soumettant ainsi aux « sages » du Palais-Royal le texte de M. Philippe Marchand, ministre de l'Immigration, M. Cresson accède aux souhaits des parlementaires socialistes. Si les députés PS ont finalement voté le projet (1), ils ont obtenu de M. Marchand l'assurance qu'un texte réglementaire accordera la possibilité aux associations huma-

nitaires de pénétrer au sein des « zones de transit ». Les sénateurs socialistes ont été moins conciliants puisqu'ils n'ont pas pris part au vote, mercredi 22 janvier, renouvelant leur attitude adoptée en première lecture.

La saisine du Conseil constitutionnel par le gouvernement lui-même est une procédure rarement utilisée. L'ancien premier ministre, M. Michel Rocard, y avait toutefois recouru à deux reprises, à l'occasion de l'adoption de la loi dite Joxe sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, en juin 1989, puis de celle de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, en décembre 1990.

F. B.

(1) Huit députés socialistes, dont M. Julien Dray et Jean-Michel Béranger, n'ont pas pris part au vote lors de l'adoption du texte à l'Assemblée nationale, le 21 janvier. M. Marie-Noëlle Lienemann, qui a voté pour, a en outre exprimé son intention de modifier son vote.

Au tribunal civil de Paris

## M. Jacques Farran obtient la condamnation de « VSD » et du « Monde »

Saisie par M. Jacques Farran, député UDF des Pyrénées-Orientales et président de la Chambre de commerce et d'industrie de ce département, la première chambre du tribunal civil de Paris a condamné, mercredi 22 janvier, l'hebdomadaire VSD à lui verser 20 000 F de dommages et intérêts et le Monde à lui donner le franc symbolique.

Dans son numéro daté du 17 octobre 1991, VSD avait publié un article intitulé : « Les nuages s'accumulent sur la tête du député Farran. Une nouvelle affaire Médéric à Perpignan ? ». Selon le tribunal, cet article évoquait « l'organigramme » des sociétés dirigées par M. Farran, en pratiquant « un amalgame » qui constitue une faute devant donner lieu à réparation. L'article du Monde, publié dans nos éditions datées du 13 octobre 1991, évoquait, sous la signature

d'Alel Rollat, « des lacunes » dans les déclarations fiscales de M. Farran.

Les juges observent que, selon le défendeur, « la seule rectification [fiscale] qui a eu lieu concerne la réévaluation de l'estimation des biens servant de base à l'impôt sur la fortune ». Or, l'article du Monde faisant seulement référence à l'impôt sur le revenu, les magistrats estiment que l'auteur a « manqué au devoir de prudence » en publiant une information qui, « ainsi présentée, était inexacte ».

La société éditrice du Monde, M. Jacques Lesourne, directeur de la publication, et le journaliste Alain Rollat devront donc verser le franc symbolique de dommages et intérêts à M. Farran qui demandait 250 000 F en réparation de son préjudice.

MAURICE PEYROT

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.808F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

Capital social :  
630 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avié  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDPUB 634 128 F  
Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0393-2017  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composées 38-15 - Types LEMONDE  
ou 38-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP 301 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

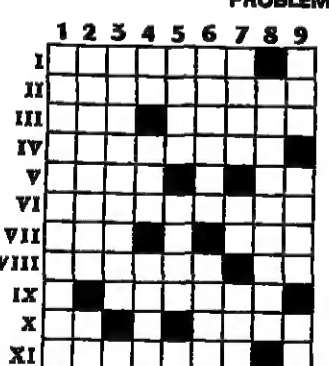
Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5701



## HORIZONTALEMENT

I. Quitte le lit quand il est mal en point. — II. Fait grossir un canal. — III. Possessif. Faire payer cher. — IV. Donne des coups. — V. L'arbre de mort. Est particulièrement agité en certaines occasions. — VI. Ils ont leur port. — VII. Est sujet à de réguliers changements. Pès à moi. — VIII. Source de renvoi. Réfréchi. — IX. Leur union fait la grande force. — X. Fit la lumière. Qui n'ont donc pas échappé aux regards. — XI. Qui se montrent larges.

## VERTICALEMENT

I. Doit travailler pour se développer. — 2. Réunion de maîtres. En avant. — 3. Dernier acte. — 4. Conjonction. Souverain d'un antique royaume. Peut accueillir des vœux. — 5. Sert encore quand il va au panier. Arrive à s'en sortir. — 6. Est resté simple à la campagne. Qui risque de finir par être lassé. — 7. Réserve alimentaire. Note. Qui ne bénéficie d'aucune couverture. — 8. Chasse le froid. — 9. Passe et repasse. Accroche... ours. Donc toujours en tête.

## Solution du problème n° 5700

Horizontalement  
I. Aéronauts. — II. Inanition. — III. Gisement. — IV. Ré. Ret. — V. Empesé. Or. — VI. Eau. Remo. — VII. USA. Mot. — VIII. Ramette. — IX. Mère. Lige. — X. En. Rangés. — XI. Semés. Ere.

Verticalement  
I. Aigre. Armes. — 2. Enième. Aine. — 3. Ras. Plume. — 4. Onéreuse. Ré. — 5. Nimes. Adas. — 6. Ertter. Tan. — 7. Fins. Emerge. — 8. Sot. Omo. Ger. — 9. Prothèse.

GUY BROUTY

مركز الأمل



# Promoteurs et « ripoux »

Suite de la première page

De son discret prologue, en 1990, les suicides de deux protagonistes peu avant leur convocation à la police judiciaire, — à son récent rebondissement — la garde à vue, puis l'inculpation de M. Christian Pellerin, principal promoteur de la Défense aux activités politiques multiples, — elle accumule les énigmes.

Pourquoi un homme ayant le surface de M. Pellerin se trouve-t-il impliqué dans un dossier ayant pour point de départ les combats d'un simple brigadier-chef de la police tenue? En qui le versement d'une commission, au montant a priori normal — 12 millions de francs sur une transaction de 531 millions de francs — lors de l'achat en 1988 du siège de BP par M. Pellerin et ses associés, est-il suspect aux yeux du juge d'instruction, M. Jean-Luc Delahaye?

Qui croit : les milieux de l'immobilier et du BTP, qui assurent que le vrai scandale est en fait policier, ou ceux de la préfecture de police de Paris, qui jurant l'inverse? Qui y a derrière la tension perceptible entre les enquêteurs de la direction centrale de la police judiciaire, qui mènent les investigations, et la hiérarchie policière parisienne, qui n'est pas loin de choir à la guerre des polices?

## Oublier rumeurs et ragots

Il faut donc essayer d'y voir clair, d'oublier rumeurs et ragots pour s'en tenir à ce qui est d'ores et déjà établi dans le dossier judiciaire. Jeudi 23 janvier, alors qu'une confrontation est organisée entre quatre des six inculpés, M. Pellerin, Christian Schwartz, Alain Aubert et Yves Rohou, — le parquet de Paris, le magistrat instructeur et les policiers dirigés par le commissaire Jean-Paul Bouchon ont au moins quatre convictions :

- 1) La société Eurocon, contrôlée par le brigadier Daniel Voiry, n'est aucunement concernée par la réorganisation de l'achat de la tour BP.
- 2) Sous l'habillage d'une commission active, les sommes qui lui ont été versées par M. Pellerin et ses associés et dont une partie a été retirée en liquide étaient destinées à rémunérer d'autres inculpés, intermédiaires ou partenaires.
- 3) Eurocon était une société « étas », spécialisée dans le blanchiment d'argent, d'est-à-dire le retrait en liquide de sommes versées par chèques en échange de fausses factures, pratique fréquente dans l'immobilier pour récompenser fonctionnaires complaisants ou élus accommodants.

4) Daniel Voiry, dont le portrait judiciaire posthume est celui d'un policier corrompu, bénéficiait sinon de la protection, du moins de la complaisance de certains responsables policiers plutôt marqués à droite.

C'est ce qui ressort du strict chronologique d'une enquête qui risque de se développer prochainement dans deux directions : l'univers policier, où la justice aimerait prendre la mesure exacte du système Voiry, de ses soutiens et de ses bénéficiaires ; le monde de l'immobilier, où les activités du groupe SARI-SEER dirigé par M. Pellerin et contrôlé par le Général des eaux ne sont pas seules en cause, les enquêteurs s'intéressent aussi au groupe d'assurances AXA et à des exploitants de l'enseigne Intermarché.

## « Intermédiaire en produits divers »

Le point de départ : deux suicides. — Le 26 mars 1990, Bernard Derycke est retrouvé pendu avec une balle dans la tête à son domicile de Seine-et-Marne. A priori peu connu, le fils du suicide est néanmoins : un policier affirmant que le meurtre n'est ni inéluctable ni impraticable. De plus, Derycke avait fait une première tentative aux berberiques peu de temps auparavant.

Suspect ou non, cette mort intrigue : employé par un agent d'assurances du groupe AXA, Bernard Derycke venait d'apprendre qu'il était convoqué par la police judiciaire. M. Jean-Luc Delahaye, juge d'instruction présumé, Derycke, un nombre de personnes, était un suspect d'avoir plusieurs millions de francs pris sur les comptes de sa clientèle. Mais, curieusement, il ne semble pas s'être enrichi.

Jusqu'ici, c'est un fait divers parmi d'autres. Toutefois, le juge décide d'ouvrir une information, confiée à M. Anne Caron-Degies, puis à M. Catherine Kameneck, pour établir la confiance et acquiescer par appel public à l'épargne. Le SRPJ de Versailles mène l'enquête sous zèle suspect. On apprend ainsi que Derycke a hérité d'une facture de 2,5 millions destinée à la société Eurocon (Euroconne de courtoisie et de négociation). La somme lui a été versée, puis il l'a retirée en liquide, déclarant au directeur de son agence bancaire qu'il était intrigué par l'ampleur du crédit : « C'est pour un syndicat de police ».

S'intéressant alors à Eurocon, les policiers ont la surprise de tomber sur un homme connu. C'est en mars 1984 et ayant son siège à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), Eurocon a pour gérant un droit M. Francine Voiry, épouse de Daniel Voiry, brigadier-chef en poste à la préfecture de police de Paris. « Intermédiaire en produits divers » selon son objet social, Eurocon est apparemment spécialisée dans la négociation de biens et spiritueux. M. Voiry est également gérant de la société immobilière, M. Charenton-le-Pont, le Cabinet Francis Lemaire (CFL).

En 1989, après avoir perquisitionné au siège d'Eurocon, les enquêteurs entendent M. Voiry. Brusquement, l'affaire change de dimension : le juge d'instruction, M. Voiry leur explique en effet que les 2,5 millions reçus par Derycke ne sont pas destinés à Eurocon mais à une autre société, la société Euroconne, qui aurait données l'argent à Derycke lors de la vente, en 1988, de cet immeuble de Villeneuve. Les policiers ont donc guère convaincus, trouvant que M. Voiry ne tient pas debout : que vient faire une minuscule société de Seine-Saint-Denis, créée en 1984, dans le monde de la spéculation immobilière?

Aussi décident-ils de convoquer Daniel Voiry, dont la devise qu'il n'est pas indifférent aux affaires de sa femme. Mais, le lendemain 8 décembre, le brigadier-chef se suicide à son domicile, en tirant une balle dans la tête avec son arme de service, assis dans sa voiture garée non loin de l'intermarché de Saint-Thibault-des-Vignes (Seine-et-Marne). Dans une lettre laissée à son fils Michel, il annonce un suicide et explique, prédit que la justice découvrirait « le pot-aux-roses » et conclut : « Bonjour les dégâts ».

## Un témoignage singulier

L'instruction judiciaire : les comptes d'un brigadier. — En 1991, les enquêteurs découvrent des policiers dans les comptes d'Euroconne et de la société Euroconne. Les enquêteurs au profit d'un juge d'instruction parisien spécialisé dans les affaires financières, M. Jean-Luc Delahaye, il lui suffit d'aligner des chiffres pour comprendre que l'activité de la société Voiry, de ses soutiens et de ses bénéficiaires ; le monde de l'immobilier, où les activités du groupe SARI-SEER dirigé par M. Pellerin et contrôlé par le Général des eaux ne sont pas seules en cause, les enquêteurs s'intéressent aussi au groupe d'assurances AXA et à des exploitants de l'enseigne Intermarché.

Or, à sa mort, Voiry avait un découvert de 4,5 millions de francs sur un compte de la BNP. Mais ce n'est pas tout. En son nom propre ou au titre des deux sociétés où sa femme faisait office de prête-nom, le policier disposait en tout de dix-huit comptes sur lesquels transparaissent en deux ans 40 millions! Bref, Voiry, qui n'était pas un homme riche, était riche.

Ces comptes présentent comme des comptes immobiliers de plus grandes sommes. Ils témoignent de relations financières avec Eurocon. Il s'agit de l'intermarché Diemont de Montesson, de l'intermarché de Saint-Thibault-des-Vignes, d'Intermarché, un groupement de sociétés indépendantes qui exploitent la enseigne. Ayant fait ces supermarchés ont, apparence, réalisé avec Eurocon des transactions de champagne du vin, bien que le Groupement des Moutiquetiers, qui assure l'enseigne Intermarché, ait ses propres centrales d'achat. La prétendue commission d'Eurocon pour la vente de la tour BP n'est donc qu'un des aspects des activités financières de Voiry.

Mais elle va devenir le fil conducteur de l'enquête du juge Delahaye.

Elle atteint un total de 6 millions de francs hors taxes, divisés en 5 millions versés par la SNC du 10, qui Paul-Doumer, créée par M. Pellerin et ses associés pour l'achat de la tour et 1 million versé par le cabinet Féau-Hampton, spécialisé dans l'immobilier d'entreprise et utilisé comme intermédiaire par la même SNC dans cette même opération. L'essentiel de cet argent n'a fait que transiter par Eurocon : 2,5 millions sont reversés à Derycke, puis disparaissent en liquide, tandis que le gros du restant est reversé à un autre intermédiaire, lié au réseau intermarché.

Dès lors, nul besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'Eurocon servait à l'occasion d'un souven, de « étas », autrement dit de faux-factures blanchissant de l'argent en noir. Un « étas » est une fausse facture pour servir de preuve à Voiry sur les sommes encaissées par Euroconne. En effet, le juge Delahaye s'approprie donc à la fois la piste de la tour. Il faut dire qu'elle s'ouvre largement devant lui.

Dans le dossier transmis par Fontainebleau, il découvre en effet un témoignage singulier. Quelques jours après le suicide de Voiry, un homme s'est présenté spontanément au juge Delahaye. Christian Schwartz. Une démarche maladroite qui, bien sûr, va attirer les soupçons du juge et des enquêteurs : directeur général de la société immobilière PFI (Paris-Finances-Immobilier), M. Schwartz n'est pas un homme connu. M. Pellerin pour l'achat de la tour BP, celui avec lequel il a créé la SNC du 10, qui Paul-Doumer pour réaliser cette opération. Alors qu'on ne lui a rien demandé, M. Schwartz explique aux policiers, en substance, qu'il n'y a aucun mystère dans cette malheureuse affaire ; Voiry n'avait transmis des informations utiles sur la vente de la tour ; nous lui avons versé la commission habituelle.

Bizarrement, quand le dossier arrive à Paris, on est toujours là. Aucun interrogatoire complémentaire, aucune audition des relations d'affaires mentionnées dans l'écrit de Voiry. En outre, le peu d'empressement des premiers enquêteurs à clarifier les activités de leur collègue Voiry, l'IGS, le « police des polices » parisienne, s'y est certes intéressée mais elle a fait demi-tour au bout de trois jours. Le juge Delahaye décide alors de saisir la « juridiction » de la direction centrale de la police judiciaire et de discrètement reprendre l'enquête de zéro. Avec le soupçon que la piste immobilière se double d'une piste policière.

La piste policière : les relations d'un policier. — Curieuse ambiance, le soir du 6 décembre 1990, après le suicide de Daniel Voiry. Plusieurs policiers de hauts grades sont rassemblés à son domicile, aux côtés de son épouse et de son fils. Ils sont sans doute, puisqu'ils ne sont pas en service. Parmi eux, une figure de la hiérarchie policière, M. André Bégout, directeur de la sécurité publique de la préfecture de police, dans l'île de la Cité, et, affirmant être le beau-frère de Voiry, réclame un sacoché noir ayant appartenu au brigadier-chef, Bégout et Boret, deux autres policiers dans son entourage. En 1988, au moment même, un dénommé Bonnet se présente à la préfecture de police, dans l'île de la Cité, et, affirmant être le beau-frère de Voiry, réclame un sacoché noir ayant appartenu au brigadier-chef, Bégout et Boret, deux autres policiers dans son entourage. En 1988, au moment même, un dénommé Bonnet se présente à la préfecture de police, dans l'île de la Cité, et, affirmant être le beau-frère de Voiry, réclame un sacoché noir ayant appartenu au brigadier-chef, Bégout et Boret, deux autres policiers dans son entourage.

M. Bégout est l'homme qui a fait le centre de Voiry. Il l'a connu, dans les années 70, quand, au département de la Seine-Saint-Denis, il est connu comme un policier. Ils furent inséparables. Mais, en 1988, M. Bégout a quitté Voiry dans son entourage. En 1988, au moment même, un dénommé Bonnet se présente à la préfecture de police, dans l'île de la Cité, et, affirmant être le beau-frère de Voiry, réclame un sacoché noir ayant appartenu au brigadier-chef, Bégout et Boret, deux autres policiers dans son entourage.

## La mystérieuse sacoché noire

Un particulier : au lieu d'être versé dans l'équipe il douze policiers de l'état-major de la préfecture de police, qui tournent vingt-quatre heures sur quatre par équipe de quatre, Voiry dispose d'un bureau personnel. bénéficie d'un soutien financier et d'un soutien logistique. Il est notamment chargé de répartir les missions de confiance. Il est notamment chargé de répartir les missions de confiance. Il est notamment chargé de répartir les missions de confiance.

En juin 1983, Voiry perd son protecteur : M. Bégout, qui n'est vraiment pas de gauche, est mis à la retraite d'office après une manifestation de policiers, place Vendôme, sous les fenêtres du garde des sceaux, M. Robert Badinter. Pour

autant, son ancien « patron » ne le laisse pas tomber. Ainsi, en 1987, M. Bégout serait-il intervenu pour l'achat de la tour BP. Voiry, qui enquête sur le dossier d'un coup de main à la tour BP, a fait à Clichy-sous-Bois qui, le brigadier-chef, d'une forte reconnaissance de dettes. Mais ce qui intrigue surtout le juge Delahaye, qui a entendu M. Bégout, c'est que le départ de celui-ci a changé le statut de Voiry à la préfecture de police. Jusqu'à sa mort, il brasserait l'argent en enveloppes et en billets de banque.

La mystérieuse sacoché noire contenait-elle une partie des fonds? C'est ce qu'on prendrait un haut responsable policier, un précepteur, le 6 décembre, le directeur-adjoint de la préfecture de police, M. Yves Guillot, s'est aperçu qu'il n'est pas le beau-frère du juge Delahaye, et qu'il a un cousin jumeau chargé.

Bonnet s'en va, rejoint les amis de Voiry — dont M. Bégout — au domicile de ce dernier et continue d'y réclamer haut et fort la sacoché. En vain, puisqu'au même moment elle est remise par M. Guillot au chef du SRPJ de Versailles. Son contenu est sans intérêt : juste un double de la comptabilité d'Eurocon. Quelqu'un, un collègue de Voiry par exemple, a-t-il eu le temps d'en retirer d'éventuels documents compromettants? Une question sans doute définitivement sans réponse.

Tous les soupçons sont permis, à voir l'intérêt qu'y portait l'ancien garde de justice Bonnet. Car, dans cette histoire, ce n'est pas un personnage secondaire : c'est lui qui, en 1985, présente Voiry à M. Christian Schwartz qu'il connaît bien pour avoir épousé une amie de sa femme. Or, l'enquête, c'est à partir de 1985 et 1986 — qu'Eurocon commence à blanchir de l'argent. Bonnet n'est pas la seule fréquentation inattendue du policier Voiry qui était aussi très lié à un proche notable ayant quelques intérêts rue Saint-Germain à Paris. Autant d'indices qui confortent les accusés responsables de la préfecture de police dans leur conviction que Voiry faisait ses affaires en solitaire et qu'il n'était aucunement, comme cela se murmure ici et là, l'homme à tout faire de hiérarches policiers corrompus.

## Sur fond de vieille rivalité

Mais le juge Delahaye n'en est pas encore persuadé. En novembre 1991, il a ordonné une perquisition dans l'ancien domicile de Voiry. Il a fait mettre en garde les policiers-secretsaires, anciens collègues de Voiry. Il était réticent avec deux officiers de l'état-major de la sécurité publique mais l'opération fut annulée après une vive discussion entre le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, et le directeur central de la P.J., M. Jacques Genet. Sur fond de vieille rivalité entre la P.P. et le ministère, le préfet s'étonnait de ces descentes policières en milieu policier dont il était le dernier prévenu. Pour calmer le jeu, le juge d'instruction a finalement saisi, le 6 décembre 1991, l'inspection générale de la police nationale. Mais le préfet de police a appris la nouvelle il y a seulement quelques jours.

Le juge et ses enquêteurs aimeraient comprendre pourquoi Voiry, dont les traits policiers — de spiritueux et d'influence — se faisaient presque un grand jour, a bénéficié de tant de sollicitude. En 1988, lors d'une réception pour le mariage de son fils, quelques dignitaires de la police faisaient partie des trois cents invités. Franco-maçon, Voiry avait adhéré en 1989 au syndicat marqué à gauche, la FASP. Une adhésion d'opportunité plus que de conviction tant ses amis semblaient plutôt le porter à droite. Il avait convaincu son épouse d'adhérer au RPR et était proche d'une figure RPR de Seine-Saint-Denis, M. Robert Calmejan, sénateur et maire de Villeneuve où Eurocon avait son siège. Une ville où il aurait été en relation étroite avec une société immobilière, IMMOG.

L'immobilier que Voiry n'a pas rendu de menus services depuis son arrivée en France. Ainsi M. Bégout et ses deux principaux associés ont-ils bénéficié de lui : les fameux coupes-frais leur permettant d'emprunter les fonds d'autobus.

La piste immobilière et corruption. — La piste entre Eurocon, donc Voiry, et la vente de la tour BP repose sur un document dont la formulation fait sourire. Daté du 10 octobre 1988 et portant les signatures de M. Christian Schwartz

et Alain Aubert, les deux dirigeants de la SNC du 10 qui Paul-Doumer, c'est un mandat à Eurocon pour une recherche de biens à acquérir. Suit une précision sur ce qu'Eurocon doit « rechercher » : « Une tour actuellement occupée par la société BP et située à Courbevoie, qui Paul-Doumer ». On comprend qu'il ne fut pas très difficile de mettre à bas ce château de cartes. Dans ses premières déclarations, M. Schwartz avait affirmé que Voiry lui avait appris en mars 1988 que l'immeuble occupé par BP était à vendre.

La promesse aurait alors pris corps avec M. Pellerin pour lui faire la loi. L'affaire est finie. Le 14 octobre 1988, soit quatorze jours après la mise en vente de la tour BP n'était pas vraiment un secret : les policiers ont retrouvé un tract des syndicats du personnel de BP, datant de septembre 1987 et protestant contre le transfert du siège social de plus, l'agenda de M. Schwartz prouve qu'il a visité la tour dès juillet 1987. Enfin, l'enquête établit que, jusqu'à la fin novembre 1988, une seule commission était prévue, destinée au cabinet Féau-Hampton.

Les deux dirigeants, aujourd'hui parmi les inculpés, avaient en effet réussi à circonvenir — et corrompre — l'un des trois membres de la commission d'appel d'offres créée par BP, un Anglais nommé Gentil. Sur les 7 millions de commission versés par M. Schwartz et Pellerin à Féau-Hampton, 1 million sera d'ailleurs remis à cet informateur recruté à la place. Et un million ira s'ajouter aux 5 millions déjà versés à Eurocon. Alors que la société de Voiry n'a en rien contribué à la vente de la tour BP.

Le 24 décembre 1991, M. Schwartz, qui était inculpé et écroué depuis le 5 octobre, reconnaît que la commission Euroconne était fictive, mais pour éclaircir la vraie destination des millions. Puis, début janvier, ce sera au tour de M. Alain Aubert, bras droit de M. Pellerin dans sa société Lucie, d'avouer que le « mandat » à Eurocon daté du 10 octobre 1988 fut en fait rédigé « postérieurement » à la vente de la tour BP, qu'il s'agit d'un faux. Autant d'indices qui confortent l'interpellation, puis l'inculpation de M. Pellerin, qui a collaboré avec le célèbre promoteur, qui a collaboré avec le célèbre promoteur, qui a collaboré avec le célèbre promoteur.

Le 20 décembre dernier, ses avocats avaient remis au juge d'instruction un mémorandum détaillé sur l'achat, puis la vente de l'immeuble BP. Un document où les justifications de l'opération entre M. Pellerin et M. Voiry sont exposées avec la clarté de leur rencontre, fin mai 1988, ce dernier « possédait » l'immeuble BP. Un argument, on l'a vu, qui ne convainc guère le juge d'instruction.

Car le vrai mystère réside dans l'immobilier de cette ténébreuse affaire. Les enquêteurs ont saisi les dossiers de M. Pellerin et Schwartz. Pourquoi l'homme auquel rien n'échappe de ce qui se fait à la Défense avait-il besoin de s'associer avec un autre promoteur, de moindre surface, aux relations quelque peu incertaines et qui plus est lié à un policier? L'entourage de M. Pellerin rétorque que M. Voiry s'est simplement trompé sur la personnalité

de son partenaire. Mais comment expliquer dès lors que le directeur de la communication du groupe dirigé par M. Pellerin, M. Alain Laramée, qui organisera la rencontre entre les deux hommes, finira par rejoindre, en 1990, la holding CTE fondée par M. Schwartz? Et comment y voir clair dans l'immobilier de sociétés associées par l'association Pellerin-Schwartz, où l'on retrouve deux fois des sociétés aux intitulés pratiquement identiques (deux SNC : la SNC du 10, qui Paul-Doumer, et la SNC Paul-Doumer, et la PFI : Paris-Finances-Immobilier, Promotion Immobilière)?

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.

Est-ce aussi l'explication des commissions occultes versées à Eurocon? A-t-elle fait avec quelques-uns des « étas » avec des arguments sonnants et trébuchants? Rien, absolument rien ne permet de l'affirmer en l'état actuel du dossier. Toutefois, le feuillet n'est pas terminé. Un feuillet dans lequel un prometteur aussi de bizarres conceptions, Alain M. Schwartz finira par en venir à bout de la tour BP. Un document, un gardien, un témoin de l'entourage de M. Pellerin où il confie ce qu'il avait dit au juge pour que ses anciens associés préparent leur défense.

ERICH INCIVAN et EDWY PLENEL

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.

Est-ce aussi l'explication des commissions occultes versées à Eurocon? A-t-elle fait avec quelques-uns des « étas » avec des arguments sonnants et trébuchants? Rien, absolument rien ne permet de l'affirmer en l'état actuel du dossier. Toutefois, le feuillet n'est pas terminé. Un feuillet dans lequel un prometteur aussi de bizarres conceptions, Alain M. Schwartz finira par en venir à bout de la tour BP. Un document, un gardien, un témoin de l'entourage de M. Pellerin où il confie ce qu'il avait dit au juge pour que ses anciens associés préparent leur défense.

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.

Est-ce aussi l'explication des commissions occultes versées à Eurocon? A-t-elle fait avec quelques-uns des « étas » avec des arguments sonnants et trébuchants? Rien, absolument rien ne permet de l'affirmer en l'état actuel du dossier. Toutefois, le feuillet n'est pas terminé. Un feuillet dans lequel un prometteur aussi de bizarres conceptions, Alain M. Schwartz finira par en venir à bout de la tour BP. Un document, un gardien, un témoin de l'entourage de M. Pellerin où il confie ce qu'il avait dit au juge pour que ses anciens associés préparent leur défense.

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.

« Équilibrer le surcoût ». — Enfin la question : la revente, fin 1990, de la tour BP à la SATIS, filiale d'Indosuez. Contrairement à ce qui a été écrit depuis le début de l'affaire, la plus-value réalisée à cette occasion fut de 504 millions, l'immeuble étant revendu le double de son prix d'achat. La question que tous les connaisseurs du monde de l'immobilier se sont immédiatement posée est de savoir si M. Pellerin n'avait pas réussi à accroître la valeur potentielle de la tour en obtenant un permis de construire de surfaces complémentaires pour équilibrer le surcoût. Or, bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, « la commune » avait bien donné, en octobre 1990, son accord pour étudier une autorisation de construction de 13 000 à 20 000 mètres carrés supplémentaires. Au prix du mètre carré de bureau à Paris et en ajoutant la prolongation en 1992 de la ligne numéro 1 du métro parisien avec une station au pied de la tour, c'est évidemment le chef de cette transaction fort rentable.











CULTURE

THEATRE

La dignité et la ruse

Le Théâtre de l'Europe à l'Odéon reçoit pour deux soirs la troupe du Théâtre Bulandra de Bucarest, avec un *Hamlet* mis en scène par Alexandru Tocilescu et interprété par Ion Caramitru, actuel directeur du théâtre, qui s'est illustré lors de la sélection de 1989 par la prise de la télévision roumaine.

Pour la première fois, le public français pourra mieux connaître l'une des institutions phares de l'ancienne et de la nouvelle Roumanie.

HAMLET

à l'Odéon

Lucia Blonda Bulandra, fondatrice, en 1947, du théâtre qui porte son nom, était une véritable actrice, une grande pédagogue et une animatrice infatigable. Elle a créé les conditions de l'indépendance politique et de l'indépendance artistique que son théâtre a conservées jusqu'à nos jours. Elle a aussi été la mère d'une résistance artistique aux pressions totalitaires, mais qui a permis le développement d'un art consacré au peuple.

Le premier événement marquant de Bulandra a été la mise en scène, par Liviu Cioba, de *Comme il vous plaira* de Shakespeare.

(1981). Ce théâtre fut une véritable bouffée d'air frais pour tout le mouvement théâtral en Roumanie. Le metteur en scène a continué sa collaboration avec le Bulandra (*Opéra de quat'sous*, sous la direction de Alexandru Tocilescu) avant de s'installer aux Etats-Unis. D'autres ont repris le flambeau : Lucian Pintilie (*Le Carrosse de Tchekhov*, le *Réviseur* de Gogol, interdit avec fracas en 1972, ou *Scène de carnaval*, du classique roumain Ion Luca Caragiale, qu'on a pu voir à Paris au Théâtre des Nations en 1989). Andrei Serban a commencé la sa carrière par un mémorable *Julius César*.

Puis vint Alexandru Tocilescu, qui présentait simultanément l'œuvre de Molière et la Cabale des docteurs de Boulogne (le deuxième étant une sorte de commentaire actualisé du premier). Ce double spectacle avait dû être présenté au Festival de Nancy, s'il ne s'était trouvé interdit de sortir de Roumanie. *Hamlet*, présenté aujourd'hui à l'Odéon, date de 1985 et avait dû recevoir le prix de la critique roumaine si le ministère de la culture de l'époque ne s'y était opposé. Ce spectacle est aussi une expérience innovante de traduction menée collectivement par le metteur en scène et les acteurs.

Le Bulandra a toujours été à l'avant-garde de la prospection du répertoire, avec l'œil impitoyable de la censure. Une certaine liberté intellectuelle s'est ainsi maintenue.

dans les choix du théâtre : la protestation par le détournement, la dignité par l'ironie. Cette forme d'expression « chiffrée » est celle d'une troupe permanente et cohérente. Les interdits, maintes fois réitérés, ont contribué à la naissance d'un langage fait de non-dits et de silences : l'accentuation particulière d'un mot banal, un regard ostentatoire remplaçant une réplique occultée. La censure fut vaincue sur le seul terrain qui lui était inconnu : la subtilité. Le théâtre, « assigné à résidence » depuis 1979, s'est vengé par la richesse perdue de sa richesse expressive.

Après le choc qui a suivi la chute du régime communiste (le public était alors friand de débat politique direct, à nouveau possible, jusqu'à un certain point), le théâtre a retrouvé ses marques et ses fidèles, comme le dit Ion Caramitru, actuel directeur du théâtre Bulandra, acteur vedette et interprète du rôle-titre dans *Hamlet* : « Cette renaissance est due au retour des metteurs en scène qui ont fait carrière à l'étranger, à l'élargissement du répertoire à des œuvres contemporaines jadis inaccessibles. La situation politique fait de nouveau du théâtre le refuge d'un monde exemplaire et signifiant ».

COSTIN CAZABAN

Odéon. Les 24 et 25 janvier à 19 h. Tél. : 43-25-70-32.

Claudiel, trente ans après

Après « l'Otage », Claude Stratz met en scène la seconde partie du cycle des Coufontaines

LE PAIN DUR

à Genève

Une trentaine d'années séparent les protagonistes de *Le Pain dur* et ceux de *l'Otage*. Outre-mer, les premiers colons français à l'Algérie. En France, les premiers immigrants à s'enrichir grâce au commerce de l'huile. Les lignes nouvelles, justement, doit traverser le domaine des Coufontaines : on y retrouve l'abbaye cistercienne dont Sygne, héros de *l'Otage*, a fait sa maison. Déjà, les livres de la bibliothèque - livres uniques des spectacles, seulement un peu poussiéreux dans le musée - sont mis en caisses en prévision du déménagement. Turelure, l'opportuniste vainqueur de *l'Otage*, est toujours là, vieil homme comblé d'honneurs mais encore à la recherche de pouvoir. Louis, le fils de son union contre nature avec Sygne, de Coufontaine, est parti s'inventer d'autres racines en fertilisant la Mitrida. Et la place de Sygne morte, est occupée par Sichel la juive, ex-pianiste virtuose transformée par Turelure en *la femme à l'huile*. Pour le couple, les jours s'écoulent, dans une paix relative et frustrante.

L'arrivée de Lumir, fiancée polonaise du fils, fait basculer cet « épilogue » dans la tragédie. Les conflits éclatent, les protagonistes sont entraînés à se risquer pour leur survie. *Le Pain dur*, comme *l'Otage*, fait se rencontrer les deux mondes. Claude Stratz est à l'aise avec plus d'intelligence que le soufflé, en montrant davantage que la nature des acteurs que leur inspiration.

Dans *l'Otage*, Claude Stratz rendait sensible la part de la fiction qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

Jean-Philippe Ecoffey, Louis de Coufontaine, incarnent la *part de la fiction* qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

Jean-Philippe Ecoffey, Louis de Coufontaine, incarnent la *part de la fiction* qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

Jean-Philippe Ecoffey, Louis de Coufontaine, incarnent la *part de la fiction* qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

Jean-Philippe Ecoffey, Louis de Coufontaine, incarnent la *part de la fiction* qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

Jean-Philippe Ecoffey, Louis de Coufontaine, incarnent la *part de la fiction* qui rend Sygne fascinant. Mais la Lumir de Nathalie Lannuzel n'est qu'une *bride calculatrice*, la Turelure de Laurent Lannuzel lui exprime son dégoût par un ton un peu trop bouffon. *Le Pain dur* est plus convaincant dans le rôle de Sichel, un des plus beaux personnages féminins du répertoire. Loin de ces arguments à ceux qui taxent Claude d'antisémitisme, elle est l'humanité douloireuse d'une femme vouée à s'élever par ses pas mourir.

**DROUOT RICHELIEU**  
RUE DROUOT, 75006 PARIS  
Tél. : 43 20 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 43 20 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Particulièrement, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
O.S.P., rue La Boétie, 75008 PARIS, 43 20 12 66.

**SAMEDI 25 JANVIER**  
8 - Bijoux. - M. BERNARD.

**LUNDI 27 JANVIER**  
S. 1 - MARG BERMONT. - M. MILLON, expert.  
S. 2 - Livres. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 10 - Costumes de *MAISON MARTIN MARGIELA* (M. ROSE, DUMONT).  
S. 13 - Tapis modernes et anciens. - M. CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 43-22-30-13.  
S. 14 - 14 h 30. Tableaux modernes, abstraits et contemporains. - M. LOUDMER.  
S. 16 - 14 h 15. Meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, TAJAN, (sans catalogue).

**MERCREDI 30 JANVIER**  
S. 1 - M. BERNARD. - M. BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 2 - Extrême-Orient. Objets de vitrine. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.  
S. 5 - Meubles et objets d'art. - M. MILLON, expert.  
S. 10 - Tableaux modernes. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

**JEUDI 30 JANVIER**  
S. 8 - Bijoux. - M. CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 43-22-30-13.  
S. 9 - 14 h 15. Meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, TAJAN, (sans catalogue).

**VENDREDI 31 JANVIER**  
S. 1 - Estampes. M. BERNARD, expert. Meubles et objets d'art. - M. LENORMAND, DAYEN.  
S. 2 - Livres. Autographes. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 3 - Tab. bib. mob. - M. LANGLADE.  
S. 4 - Tab. bib. mob. - M. LANGLADE.  
S. 14 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 15 - Estampes. M. BERNARD, expert. Meubles et objets d'art. - M. ROGEON.

ADER, TAJAN, 12, rue Drouot (75002), 43-21-40-41.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGRAND, 2, rue Drouot (75009), 47-70-81-36.  
LANGLADE, 12, rue Drouot (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (association RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 43-27-49-49.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 43-27-49-49.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-81-36.  
ROGEON, 16, rue Millon (75009), 48-78-81-06.

CARNET DU Monde

Naissances

- Stéphane et Cécilia THUILLIER ont la joie d'annoncer la naissance de

Lise,

le 17 janvier 1992.

- Patrick LALLEMENT et Nadine RIVIÈRE sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Malda,

le 16 décembre 1991, à Saint-Gilles (M. de la Réunion).

55, rue Borchaut, 92411 Saint-Gilles-les-Hauts, 24, rue du Coteau, 92311 Chaville.

- Claire et Olivier, Clémence et Mathieu BIFFAUD-GUÉLAUD, ont la joie d'annoncer la naissance de

Marion,

le 4 janvier 1992.

Paris.

Fiançailles

- On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M<sup>lle</sup> Sybille de MARGERIE, M<sup>lle</sup> M. Michel de Margerie et M<sup>lle</sup> M. Michel Taltinger.

M. Didier PAPELOUX, M<sup>lle</sup> M. Michel Papeleux (F) et M<sup>lle</sup> M. Michel Papeleux.

Paris.

Décès

- M<sup>lle</sup> André Boïn, Sa femme et ses enfants, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver par le décès de

général (EJ) André BOÏN, né le 18 janvier 1917, à l'âge de 74 ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Veneux-les-Sablons.

31, route de La Bonne-Dame, 77000 Fontainebleau.

Naissances

- Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Suzanne CORDONNIER, née Muzard, dite « Dania »,

Selon sa volonté, elle a été inhumée le 20 janvier 1992, à Beauvais (Oise).

M<sup>lle</sup> Françoise Gots, 23, rue Girardou, 92111 Sarcelles.

- M<sup>lle</sup> Odile Vernoux-Donzier, sa sœur, M<sup>lle</sup> Jessica Volet, sa nièce, et ses enfants

Pierre-André et Jean-Bruno Donzier, ses neveux, M<sup>lle</sup> petite-neuve, petite-nièce, M<sup>lle</sup> Françoise Donzier, Vernoux, Girard, Vernoux, Fournier et Donzier, joud, ont la douleur de faire part du décès de

M. François DONZIER,

surnommé « Chassay », le 17 janvier 1992, à l'âge de soixante-trois ans.

Une obsèque sera célébrée au lieu du domicile de M. François Donzier, à Paris, le vendredi 23 janvier, à 10 h 30, au lieu de la sépulture.

Cet avis tient lieu de faire-part.

160, boulevard de la République, 92210 Saint-Clément, « La Roseraie », 19, avenue François-Favre, 92111 Anancy.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-25-94 ou 40-85-25-95

Les avis peuvent être envoyés à

LE JOUR MEILLE, s'ils sont parvenus avant 9 h du matin du jour.

15, rue Faguet, 75015 Paris. Tél. : 206 808 8.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 82 F. Abonnements de 3 mois : 207 F. Communications diverses : 85 F.

Les lignes en capital sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

RELIGIONS

Dans le Vaucluse

La communauté traditionaliste du Barroux a obtenu sa reconnaissance légale

La communauté traditionaliste du Barroux (Vaucluse), liée à l'Église catholique, a obtenu la reconnaissance légale de son statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle.

Longtemps réservé, Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, a fini par signer l'attestation requise à l'ordinaire du lieu pour obtenir une reconnaissance légale. En revanche, le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle.

Longtemps réservé, Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, a fini par signer l'attestation requise à l'ordinaire du lieu pour obtenir une reconnaissance légale. En revanche, le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle.

Longtemps réservé, Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, a fini par signer l'attestation requise à l'ordinaire du lieu pour obtenir une reconnaissance légale. En revanche, le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle.

Longtemps réservé, Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, a fini par signer l'attestation requise à l'ordinaire du lieu pour obtenir une reconnaissance légale. En revanche, le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle. Cette reconnaissance a été obtenue après une longue procédure administrative et juridique. Le conseil municipal du Barroux (trois cents habitants), a voté à l'unanimité de reconnaître la communauté traditionaliste du Barroux. Les membres de la communauté traditionaliste du Barroux ont obtenu la reconnaissance légale de leur statut de communauté traditionnelle.

Naissances

- M. Francis Quénard, son épouse, architecte DPLG, urbaniste, professeur à l'École d'architecture Paris-Villemin, M. et M<sup>lle</sup> Paul Quénard, ses enfants,

M<sup>lle</sup> Marie Pierre Maes et leurs enfants, M. et M<sup>lle</sup> Bruno Hesse et leurs enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>lle</sup> Francis QUÉNARD, née Nadine Mortier,

le 19 janvier 1992, à Paris.

Priez pour elle.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le jeudi 23 janvier, à Paris (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Remerciements

- Mary Windsor, profondément touchée par les marques de sympathie témoignées lors du décès de sa mère,

Amelia WINDSOR, remercie toutes les personnes qui se sont associées à sa tristesse.

Anniversaires

- Il y a un an, le 24 janvier 1991, nous quittons

Philippe BONENFANT.

Sa famille, ses amis, pensent toujours à lui.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV, Sorbonne, le samedi 23 janvier 1992, à 9 h 30, amphithéâtre Cauchy, Elisabeth Quev-Bagnard : « Les trois Pontchartrains père et fils et surtout le petit-fils et leur œuvre ».

- Université Toulouse-Le Mirail (salle des thèses), le lundi 27 janvier 1992, à 14 heures, M. Philippe Wallez soutiendra sa thèse de doctorat d'études germaniques : « La satire et le grotesque dans l'œuvre dramatique de Friedrich Dürrenmatt ».

THÈSES

Tarif Standard : 50 F la ligne H.T.

La mort de Louis Salleron

Louis Salleron est décédé, lundi 20 janvier à Versailles, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Docteur en droit, diplômé d'études supérieures en lettres, il avait enseigné à l'Institut catholique de Paris. Auteur collaborateur de *l'Aurore*, du *Figaro*, chroniqueur religieux de *Carrefour*, il fut, dans l'Église catholique, une personnalité marquante de la famille traditionaliste. Après le concile Vatican II (1962-1965), Louis Salleron a milité, avec Mgr Lefebvre, dans le mouvement du nouveau rite de la messe introduit par Paul VI et le mouvement catholique chrétien par l'épiscopat français. Dans ses ouvrages sur l'entreprise, il se fit également défenseur des valeurs familiales et libérales.

Ses obsèques ont lieu, vendredi 24 janvier, à 10 heures, à l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL 11 11

Pour toutes vos commandes de fleurs

Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

Tél. : 47-34-56-09

محلى من الأمل



# ECONOMIE

## BILLET

### Le rendez-vous social de l'unification

Après l'échec des négociations salariales de la sidérurgie allemande, le 22 janvier, l'épreuve de force qui s'engage entre le puissant syndicat IG Metall et le patronat marquera nécessairement un tournant dans la politique économique de l'Allemagne. Quelle que soit l'issue, et qu'il y ait grève ou pas.

Désormais, les positions ne sont plus aussi éloignées, mais butant sur des questions de principe, ou de symboles. Le syndicat a abandonné sa revendication d'une augmentation de 10,5 %, pour la ramener à 6,15 %. Le patronat, lui, propose une hausse de 5,7 %, qui correspondrait, selon l'IG Metall, à une progression de 5,39 %. Alors que le vote pour la grève commencera dimanche, la mobilisation dans les entreprises sidérurgiques montre que les salariés sont déterminés. Même s'ils obtiennent les 75 % de voix nécessaires pour déclencher un mouvement, les responsables pourraient utiliser cette pression pour obtenir d'ultimes concessions, sans se mettre à dos une partie de l'opinion.

Ce conflit représente un test social décisif. Les négociations salariales viennent d'être interrompues dans les banques où les syndicats réclamaient officiellement une hausse de 10,5 %. Celles qui concernent le secteur des employés - d'ordinaire elles influencent celles qui ont lieu dans les services publics - ne se présentent pas bien non plus. Et, en février, s'ouvriront les discussions pour 1992 chez les métallurgistes, qui, en mai, ont obtenu des relèvements de 6,7 % pour 1991.

En fait, cette succession d'événements apparaît comme le premier grand rendez-vous de l'Allemagne unifiée.

ALAIN LEBEAUE

### M. de Larosière reconduit à la tête de la Banque de France

M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France par décret du 17 janvier 1987, a été reconduit à la tête de la Banque de France pour cinq ans.

A l'issue du conseil des ministres de mercredi 22 janvier, le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, a fait savoir que, comme le veut la coutume, le premier ministre avait envoyé au gouverneur une « lettre personnelle » confirmant son nouveau mandat de cinq ans (sous réserve de la limite d'âge de soixante-cinq ans).

La reconduction de l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (entre 1978 et 1987), aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, était attendue depuis l'automne, lorsque M. Bérégovoy avait déclaré qu'il ne souhaitait pas de changement à la tête de la Banque de France.

## Rencontrant un vif succès

### L'Etat français a lancé un emprunt en écus de 10,5 milliards de francs

L'Etat français vient d'émettre pour 1,5 milliard d'écus (10,5 milliards de francs) d'obligations à court terme (OAT) à une durée de 120 jours, à un taux de 5,75 %.

Cette émission, codirigée par le Crédit lyonnais, a été souscrite par le syndicat de placement, et la Caisse des dépôts, pour un objectif de 1,5 milliard d'écus. L'emprunt a été placé sur le marché européen, un emprunt de 1,5 milliard d'écus du Trésor de l'Etat-Uni, lancé il y a huit d'écus, a été souscrit par environ 8,35 %, elle a rencontré un succès, que ce soit en Europe (Suisse, Allemagne, Belgique) ou en Asie, auprès des investisseurs japonais.

Le même de la Banque de France.

C'est, d'abord, un emprunt à court terme, lancé par l'Etat français, qui a été souscrit par le syndicat de placement, et la Caisse des dépôts, pour un objectif de 1,5 milliard d'écus. L'emprunt a été placé sur le marché européen, un emprunt de 1,5 milliard d'écus du Trésor de l'Etat-Uni, lancé il y a huit d'écus, a été souscrit par environ 8,35 %, elle a rencontré un succès, que ce soit en Europe (Suisse, Allemagne, Belgique) ou en Asie, auprès des investisseurs japonais.

Au surplus, ce type d'emprunt, lancé en parallèle, et en même temps.

Les 0 milliards de francs d'OAT en francs ont été lancés en janvier, relativement à l'année, puisque le Trésor français ne lèvera, en écus, que 15 % de son emprunt (120 milliards de francs) : la moitié de ces 15 % est donc déjà consommée.

Plus généralement, le Trésor entend développer la place de Paris sur le marché de l'écu, au comptant, à terme, sous forme d'options et de warrants. Cela qui est la première fois qu'il voudrait attirer le marché de Londres, plein d'ambitions dans ce domaine.

FRANÇOIS RENARD

## Ford en tête des importations françaises d'automobiles

Classement 1991	Marque	% du marché 1991	Classement 1990	% du marché 1990
1	Ford	8,63	2	6,91
2	Groupe Volkswagen (1)	6,61	1	8,17
3	Groupe Fiat (2)	6,46	3	6,37
4	Groupe General Motors (3)	5,36	4	4,93
5	Austin Rover (4)	1,98	5	1,54
6	Seat	1,74	6	2,08
7	Nissan	1,48	7	1,02
8	BMW	1,43	8	1,28
9	Mercedes	1,29	9	1,24
10	Mazda	0,85	10	0,80

Source : Chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocycles.

(1) Comprend les marques Audi et Volkswagen. (2) Comprend les marques Autobianchi, Fiat et Lancia. (3) Buick, Cadillac, Chevrolet, GME, Lotus, Opel, Pontiac. (4) A. Rover et Land Rover.

Les automobiles Ford auront été les plus prisées des consommateurs français en 1991. Selon les statistiques de la Chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocycles, le constructeur américain Volkswagen, qui rétrograde en septième position. Les deux autres constructeurs allemands, BMW et Mercedes, restent à leur place, à l'avant du Japonais Mazda.

## Avant le quarante-quatrième congrès

### Remous au bureau confédéral de la CGT

La préparation du quarante-quatrième congrès de la CGT, qui s'ouvrira le 26 janvier à Montreuil, est le lieu d'âpres négociations pour élire la direction confédérale.

Cette instance, qui s'est réunie dans la journée du 22 janvier, a finalement abouti à un compromis entre deux candidats de cinq mandats (M. Michèle Commenge et M. Michel Demons, MM. Didier Niel, Bernard Vivant et Maurice Lemaire). Compte tenu du départ de sept sortants sur onze (le 1er janvier), le bureau confédéral sera complété plus qu'actualisé.

Le 22 janvier, M. Demons, futur secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT). Pour ses partisans, cette candidature a été combattue par les « intégristes » selon l'expression d'un responsable qui estime que « l'on ne peut pas aller de la guerre civile », déterminés à contester la ligne « d'indépendance ».

CGT. Rejetant les accusations d'« ouvrierisme », les dirigeants hostiles à l'arrivée de M. Demons - par lesquels Louis Vianet, seul candidat à la succession de M. Henri Krasucki - soupçonnent le contraire. L'UGICT, dans la confédération, a donc, finalement, s'indigne.

Le congrès, qui promet d'être animé, ne devrait cependant pas remettre en cause l'élection de M. Vianet. Néanmoins, le prochain congrès général de la CGT aura guère les mêmes chances d'être pacifique avec la majorité du prochain bureau.

J.-M. N.

## Quelques mois après l'échec de la tentative de rachat d'un consortium européen

### La firme aéronautique De Havilland passe sous le contrôle du québécois Bombardier

MONTREAL

correspondance

Le constructeur aéronautique canadien De Havilland - une filiale de Boeing - a été racheté par le consortium

franco-italien Aerospace-Alenia. L'opération a été conclue le 22 janvier par un groupe québécois Bombardier et le gouvernement de la province de l'Ontario. Fidèle à ses habitudes, Bombardier a mis la main sur une somme modeste (51 millions de dollars canadiens, soit 240 millions de francs, pour détenir 51 % des actions) sur une entreprise en grande difficulté, à la suite d'aides financières gouvernementales. Les fonds supérieurs à sa propre mise pour organiser le sauvetage de 800 emplois.

Le gouvernement ontarien investit 49 millions de dollars pour détenir 49 % des actions. Bombardier pourra lui racheter au bout de quatre ans. A quoi s'ajoutent 44 millions de dollars d'aides gouvernementales (provinciales et fédérales) pour trois ans. Les fonds serviront essentiellement à constituer une réserve pour couvrir environ 100 millions de dollars de la dette et le développement.

L'appui gouvernemental est poursuivi par le plus grand réservoir de l'approvisionnement d'un plan de sept ans. Les termes de l'accord Bombardier, De Havilland bénéficieraient en outre d'aides provinciales et provinciales de financement de ses appareils.

En octobre dernier, après trois mois de négociations, l'offre

de De Havilland par le consortium européen, rejetée une première fois par le gouvernement canadien, semblait sur le point d'aboutir quand la Commission européenne y avait mis fin (le 4 octobre 1991). Les Européens avaient accepté une acquisition à moitié du marché mondial des avions régionaux à turbo-propulseur, une « position dominante » sur le marché jugait contraire au jeu de la concurrence.

Maintenant, donc, c'est Bombardier qui occupe ses positions et s'affirme comme un acteur redoutable sur le marché mondial des avions de transport régional. Bombardier, un fabricant de moteurs, devenu, à la force d'acquisitions, l'un des grands noms du matériel ferroviaire, n'est pourtant entré dans le secteur aéronautique qu'en 1988. L'aviateur montrealais Canadair. Connu pour ses appareils de lutte contre les feux de forêt, Canadair construit aussi un avion de transport régional à réaction de cinquante à cinquante-cinq places. Les syndicats, qui étaient hostiles à l'offre européenne, parce qu'ils préféraient que le constructeur soit canadien, ont accepté de prolonger d'un an leur convention collective pour Bombardier le loisir de se consacrer sur le redressement de De Havilland.

(Interim)

## La difficile conquête de l'indépendance de la presse tchèque

Alors que le groupe Hersant se renforce en Tchécoslovaquie, la presse est confrontée à des pressions intérieures, politiques et industrielles

PRAGUE

correspondance

En acquérant 48 % des parts du premier quotidien tchèque - 400 000 exemplaires - Mlada Fronta Dnes (le Jeune Front d'aujourd'hui), le groupe Hersant dispose désormais d'un solide réseau de journaux en Europe centrale. Très présent en Pologne, avec sept quotidiens régionaux, et en Hongrie, avec un quotidien national et un hebdomadaire de programmes de télévision, il était jusqu'à présent resté discret en Tchécoslovaquie, où il ne contrôlait que trois quotidiens régionaux en Moravie. Déséquilibre comblé par la prise de participation dans Mlada Fronta Dnes, et d'autres à venir, la rumeur faisait état du prochain rachat d'un autre quotidien par le groupe Hersant.

Au terme d'un an de discussion, la Sopresse - filiale du groupe Hersant - a remporté la bataille des Tchèques, au détriment du groupe allemand WAZ, associé au groupe autrichien Print; les Italiens Repubblica et Corriere (rotatives); et, enfin, le groupe allemand Axel Springer, qui a abandonné le dossier en cours de route, à la suite de l'échec de son quotidien populaire en Espagne.

En Hongrie, le rachat par le groupe Hersant de la Nation hongroise, qui, avec un tirage de 150 000 exemplaires, représente le quotidien de la presse de l'Est, a été décliné en 1990, déclenché par le levé

de boucliers. La société des journalistes, désireuse de s'associer à un partenaire suédois, s'était vu imposer le groupe Hersant, sur une décision présumée du ministre des affaires étrangères. A Prague, rien de tel. Le choix du partenaire a été avalisé par la société des rédacteurs du journal. Avec des précautions : « Dans l'accord, nous avons tout ce qui concerne la rédaction reste de notre ressort ; le seul domaine d'intervention est celui de la technologie et de la technique », affirme M. Karel Hvizdala, directeur de la nouvelle société mixte franco-tchèque.

Cette conviction, une partie des journalistes magyars la partageaient, l'an dernier. Le représentant de la Sopresse, M. Henri Moray, avait aussi promis de ne pas modifier la ligne du journal tant que celui-ci serait bénéficiaire. Or, neuf mois après le départ de certains journalistes pour cause de conscience, le tirage du journal est tombé à 100 000 exemplaires, et six rédacteurs sont menacés de licenciement. Les journalistes tchèques ont cet exemple en mémoire.

Pour l'instant, la plus grande menace ne vient pas du futur partenaire étranger, mais plutôt des pressions politiques tchèques. En particulier, du très puissant Parti civil démocratique (ODS), dirigé par l'actuel ministre fédéral M. Václav Klaus, qui prépare à l'automne les élections à la présidence. Une élection présidentielle à laquelle les instituts de sondage

du plus grand sondage en République tchèque (20 %), est ouvertement financée par le parti bavarois, la CSU. Elle est aussi, bizarrement, sponsorisée par un certain nombre d'entreprises d'Etat, et dispose donc de moyens considérables susceptibles de remettre en cause l'indépendance, voire la survie, de médias dont l'équilibre financier est précaire.

Le temps est fini où, dans l'euphorie de la révolution, les Tchèques achetaient de deux à quatre quotidiens par jour. Les journaux ont doublé leur prix de vente afin de faire face à l'augmentation du coût du papier, tandis que le pouvoir d'achat des Tchèques a diminué de près de 30 % en un an.

### Une dépendance face aux imprimeurs

Ce manque à gagner se traduit par la dépendance des journaux à l'égard de l'Etat, le monopole de l'imprimerie privée. L'un, parti qu'il appartient au très riche syndicat ex-communiste. « Alors que les journaux du parti ont été rendus à l'Etat, le monopole de l'imprimerie privée a été maintenu en cette période de difficultés économiques, a fermé les yeux », fait remarquer le rédacteur en chef du quotidien Rude Pravo, Zdeněk Porybyl. L'autre, très paradoxalement financé par la presse privée d'import-export. Dialog, dont les capitaux sont essentiellement issus du blanchiment de l'argent des appa-

ratchiks. Hormis Mlada Fronta (organe centriste, pragmatique et critique) et Rude Pravo (ancien journal officiel du PC, reconverti en quotidien à gauche critique), qui ont réussi à maintenir leurs pertes de revenus par leurs recettes publicitaires, les journaux vivent, comme les Tchèques, au jour le jour.

Le lancement en janvier du quotidien TDS, Telegraf, a fait prendre conscience aux patrons de presse de leur fragilité. Non seulement ces derniers ont eu à supporter de découvrir les murs de Prague placardés d'immenses affiches publicitaires du Telegraf, mais ils ont aussi vu leur quotidien remplacé par des kiosques : « A partir de midi, s'indigne l'un de ces journaux, le journal est introuvable. J'ai beau protester, rien ne change ! »

Le choix du nombre d'exemplaires disponibles en kiosque étant laissé au gré de vendeurs mal rémunérés, il est d'imaginer l'efficacité d'un pourboire dans un pays où la corruption est presque un sport. L'indépendance de la presse, le monopole de l'imprimerie privée, Cesta Typograf, la seule à offrir un travail de qualité. « Lorsque nous publions soixante-quatre pages le samedi, on nous répond que nous n'avons pas le droit à trente-deux pages », se plaint le directeur de Mlada Fronta. Nous dépendons totalement des imprimeurs », Autre sujet d'étonnement, le Telegraf échappe à ces contraintes.

Il est imprimé par la maison d'édition Floreac, une entreprise

confiée au Parti communiste. Les journaux justifient, pour la rédaction de Mlada Fronta, la quête de partenaires étrangers : même si le chiffre de l'investissement est à la hauteur du chiffre des ventes (22 millions de dollars, soit 132 millions de francs), le groupe Hersant prévoit une nouvelle imprimerie et deviendra actionnaire d'une nouvelle société de distribution privée, qui créeront bientôt les éditeurs de presse.

Il est à savoir si les représentants du groupe français, qui avaient promis aux Hongrois une imprimerie qu'ils attendent toujours, respecteront, cette fois-ci, leurs engagements. Les sujets s'accumulent. Le groupe Expansion, actionnaire majoritaire du quotidien Eurespion, construit à partir de titres de la presse économique européenne - avec notamment, à l'Est, le polonais Gazeta Wyborcza et le hongrois Figyelő - avait lui aussi promis monts et mémoires au journal économique tchèque Hospodarske Noviny, qu'il a acquis 45 % des parts en 1990. Les journalistes tchèques espéraient à un partenariat, pouvoir profiter du savoir-faire français pour rénover leurs maquettes, mais ils ont, pour l'instant, vu des « allers » d'un membre de la famille Servan-Schreiber et de pontifes du groupe, et des déclarations générales sur la presse en Tchécoslovaquie.

CATHERINE MONROY







## ÉCONOMIE

### Deux directives sur l'énergie

## La Commission de la CEE veut accélérer la mise en place du marché unique de l'électricité et du gaz

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission de Bruxelles a adopté, mercredi 22 janvier, deux projets de directives visant à l'achèvement du marché intérieur dans les secteurs de l'électricité et du gaz, qui devront ensuite être soumis au Conseil.

La Commission a de la suite dans ses idées. En 1990 et en 1991, elle avait adopté l'accord relatif aux ministères des Douze pour des directives concernant le transit intra-européen de l'électricité et du gaz et la transparence des prix pour les consommateurs industriels. Aujourd'hui, elle veut aboutir à la suppression des droits exclusifs de production et de construction de lignes électriques et de gazoducs dont profitent les entreprises publiques des États membres.

La Commission demande que les entreprises grandes et moyennes d'énergie puissent choisir librement leurs fournisseurs dans la Communauté, qu'elles concernent cinq grands clients pour l'électricité, notamment dans les secteurs de l'aluminium, de la chimie, de la sidérurgie, de la chimie, et, pour le gaz, beaucoup de producteurs d'énergie. Cette possibilité de négocier librement un prix n'aurait pas de portée pratique sans le droit de passer à travers le réseau européen existant. Aussi la Commission préconise-t-elle l'obligation pour les compagnies de transmission et de distribution d'offrir, « à une rémunération raisonnable », l'accès de leurs installations à qui le leur demandera.

Les consommateurs domestiques, en particulier les particuliers, ne sont pas concernés directement par ces projets, mais ils pourraient en profiter indirectement, dans la mesure où l'Union a un marché concurrentiel serait aussi ouvert à environ deux millions de distributeurs de gaz et d'électricité, individuellement ou en consortium. Ces distributeurs pourraient faire bénéficier

librement leurs fournisseurs dans la Communauté, qu'elles concernent cinq grands clients pour l'électricité, notamment dans les secteurs de l'aluminium, de la chimie, de la sidérurgie, de la chimie, et, pour le gaz, beaucoup de producteurs d'énergie. Cette possibilité de négocier librement un prix n'aurait pas de portée pratique sans le droit de passer à travers le réseau européen existant. Aussi la Commission préconise-t-elle l'obligation pour les compagnies de transmission et de distribution d'offrir, « à une rémunération raisonnable », l'accès de leurs installations à qui le leur demandera.

Les consommateurs domestiques, en particulier les particuliers, ne sont pas concernés directement par ces projets, mais ils pourraient en profiter indirectement, dans la mesure où l'Union a un marché concurrentiel serait aussi ouvert à environ deux millions de distributeurs de gaz et d'électricité, individuellement ou en consortium. Ces distributeurs pourraient faire bénéficier

librement leurs fournisseurs dans la Communauté, qu'elles concernent cinq grands clients pour l'électricité, notamment dans les secteurs de l'aluminium, de la chimie, de la sidérurgie, de la chimie, et, pour le gaz, beaucoup de producteurs d'énergie. Cette possibilité de négocier librement un prix n'aurait pas de portée pratique sans le droit de passer à travers le réseau européen existant. Aussi la Commission préconise-t-elle l'obligation pour les compagnies de transmission et de distribution d'offrir, « à une rémunération raisonnable », l'accès de leurs installations à qui le leur demandera.

Les consommateurs domestiques, en particulier les particuliers, ne sont pas concernés directement par ces projets, mais ils pourraient en profiter indirectement, dans la mesure où l'Union a un marché concurrentiel serait aussi ouvert à environ deux millions de distributeurs de gaz et d'électricité, individuellement ou en consortium. Ces distributeurs pourraient faire bénéficier

### INDUSTRIE

Premières conséquences de la visite de M. Bush

## Les Japonais achèteront davantage d'ordinateurs américains

aux États-Unis

L'administration japonaise a acheté davantage d'ordinateurs américains. Les autorités nippones qui avaient concédé le principe d'une ouverture de leurs marchés publics à l'informatique américaine, lors de la visite officielle de M. Bush au Japon au début du mois (le Monde du 11 janvier), ont ratifié, mercredi 22 janvier, à Washington, cet engagement.

Aux termes de cet accord, le gouvernement japonais s'engage à acheter davantage d'ordinateurs américains. Les autorités nippones qui avaient concédé le principe d'une ouverture de leurs marchés publics à l'informatique américaine, lors de la visite officielle de M. Bush au Japon au début du mois (le Monde du 11 janvier), ont ratifié, mercredi 22 janvier, à Washington, cet engagement.

Aux termes de cet accord, le gouvernement japonais s'engage à acheter davantage d'ordinateurs américains. Les autorités nippones qui avaient concédé le principe d'une ouverture de leurs marchés publics à l'informatique américaine, lors de la visite officielle de M. Bush au Japon au début du mois (le Monde du 11 janvier), ont ratifié, mercredi 22 janvier, à Washington, cet engagement.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### SOCIAL

Favorable, notamment, au travail de nuit des femmes

## La CFDT veut relancer la négociation sur les conditions de travail

Quatre mois militants de la CFDT, versés dans la France, étaient réunis, mercredi 22 janvier, à Paris, à la CEE des sciences et de l'industrie à Paris, afin de dresser, avec M. Jean Kasper, secrétaire général, « un état des lieux sans concession » des conditions de travail aujourd'hui « redynamiser » l'action syndicale dans ce domaine à la veille de l'inauguration, le 11 mars, par la CEE de l'Année européenne pour la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail.

« Nous devons faire savoir que les conditions de travail dans le champ des négociations avec le patronat ont un enjeu fondamental », a affirmé, le 22 janvier, M. Nicole Notat, numéro deux de la CFDT. Aujourd'hui, la revendication de travail n'est plus abandonnée devant les patrons 80 au profit de celles concernant la lutte contre le chômage.

Les responsables cégétistes ont justifié ce choix en expliquant que le travail continue de générer des accidents, y compris dans les nouveaux secteurs d'activité. Ces revendications s'ajoutent ainsi aux opportunités pour aborder les questions de changement de travail, d'emploi et de précarité. Enfin, les salariés eux-mêmes se sentent plus concernés par leurs conditions de vie au travail.

Enfin, les salariés eux-mêmes se sentent plus concernés par leurs conditions de vie au travail.

## Accord sur le droit syndical dans l'agriculture

Les syndicats CFDT, CGT, FO et CFE-CGC ont signé, mardi 21 janvier, un accord avec la FNSEA et les organisations employeurs de l'agriculture créant un comité syndical qui permettra de traiter les problèmes sociaux et les problèmes de formation des représentants du personnel dans le secteur. La CFTC a réservé sa réponse.

Financé par une cotisation patronale de 0,05 % de la masse salariale, ce comité « garantit un droit concret pour les négociateurs de plus de deux cents conventions départementales, régionales et nationales », souligne la CFDT, qui y voit « un facteur indispensable à la modernisation sociale et économique ». Cet accord concerne plus de 250 000 salariés des exploitations agricoles mais également des entreprises d'horticulture et de culture maraîchère.

### ÉQUIPEMENT

Une décision de la cour d'appel de Londres

## Les entreprises de travaux publics marquent un point contre Eurotunnel

La cour d'appel de Londres a donné, mercredi 22 janvier, satisfaction au consortium d'entreprises TransManche Link (TML) dans le différend qui l'oppose au concessionnaire Eurotunnel. Les juges ont autorisé TML à interrompre les travaux du tunnel de la Manche, infligeant une décision d'un tribunal britannique en date du 21 décembre dernier.

Cette décision pourrait entraîner TML dans les négociations en cours avec le concessionnaire Eurotunnel portant sur un différend financier. En octobre, les chefs d'entreprise de TML, qui réclament 11 milliards de livres

Eurotunnel a été autorisé à modifier les conditions de sécurité, à la commission intergouvernementale de sécurité, avaient demandé d'arrêter les travaux de l'installation du système de refroidissement s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

Eurotunnel a été autorisé à modifier les conditions de sécurité, à la commission intergouvernementale de sécurité, avaient demandé d'arrêter les travaux de l'installation du système de refroidissement s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## VALEURS ET PERFORMANCES DE NOS SICAV

SICAV	Valeur liquidative (en FF)	Performances en % (coupons bruts rattachés) TRAAB'90 du 28/12/90 au 27/12/91	Évolution de la valeur liquidative sur 5 ans (en %)
MONEVALOR C - Prods monétaires et obligations	78710,23	+ 9,26	n.s.
CAPIMONETAIRE C - Prods monétaires et obligations	6051,38	+ 8,72	n.s.
CAPOBLIG C - Obligations françaises	6059,61	+ 8,46	-
SOGEFARGNE DA - Obligations françaises	298,72	+ 10,92	+ 39,08
INTEROBLIG C - Obligations françaises et intern.	1308,53	+ 12,25	+ 38,62
INTERSELECTION FRANCE DA - Actions et obligations	504,08	+ 13,48	+ 40,10
REVALOR C - Actions et obligations	111,11	+ 11,41	-
SOGEVAR DA - Europe	977,91	+ 9,74	+ 21,37
SOGINTER C - Mondiale	1215,51	+ 9,84	+ 17,43
CONVERTING DA - Secteur immobilier	333,61	+ 2,71	+ 9,76
REVALOR C - Valeurs d'actifs	769,73	- 0,04	-
ORVALOR C - Mines d'or	6332,81	+ 17,88	-

\*Taux de Rendement Actuel Annuel Brut.  
C : Capitalisation. DA : Distribution Annuelle. n.s. : non significatif par rapport à l'objectif de gestion.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION BEYROUTH-LIBAN

### APPEL D'OFFRES

LE CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

lance un nouvel appel d'offres aux sociétés françaises spécialisées dans les travaux suivants :

- secteur de l'électricité, pour la : « Réhabilitation des sous-stations électriques de Bsalim et Jamhour » ;
- secteur des Télécommunications, pour la : « Réhabilitation des installations de la ligne terminale sous-marins Beyrouth, place Riad-El-Solh » ;
- secteur des Télécommunications, pour le projet de : « Station terrestre standard A-DR Joutet-El-Ballout » ;
- financement prévu dans le cadre du protocole financier franco-libanais.

Les sociétés françaises intéressées peuvent retirer le Cahier des charges et spécifications techniques relatif à ce projet auprès du :

Conseil du Développement et de la Reconstruction  
Bureau du président, 1<sup>er</sup> étage  
Immeuble Salha, rue Antoine-Rayess  
Beirut, Liban

Les offres devront être remises au CDR au plus tard le 15 février 1992, elles devront comporter, en plus des documents requis par le cahier des charges, un dossier séparé relatif aux qualifications et références de la société.

Conseil du Développement et de la Reconstruction

Beirut - Liban  
TLX : 23465 MIMOSA LE  
FAX : (1-212) 411 72 22  
TEL : (01) 425146 - 411 72 22

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 14, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**APPARTEMENT à SAINT-CLOUD (92)**  
19 bis, rue de Calvaire (d'une P.P., au 3<sup>e</sup> ét., en C, et une annexe)  
Mise à prix : 600 000 F  
S'adresser pour renseignements à M. CHAIGNÉ, avocat à PARIS-16<sup>e</sup>, 22, rue Boissière, tél. : 47-27-87-87 ; M. RANJARD-NORMAND, avocat à NANTERRE, (92), tél. : 47-80-75-18. Pour visiter, s'adresser à la SCP COHEN-DARMON, T.G.I. à NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**LOGEMENT à PARIS (10<sup>e</sup>)**  
d'une pièce, salle de bain, w.c., cuisine, et un immeuble  
4, rue Henri-Feulard  
Mise à prix : 80 000 F  
S'adresser pour renseignements à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats, 18, rue Duphot, PARIS-1<sup>re</sup>, tél. : 46-60-39-13. Au greffe du tribunal de grande instance de Paris et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**IMM. à ISSY-LES-MOULINEAUX (92), 31, boulevard Garibaldi**  
**LOC. COMM. + APPARTEMENT**  
de 4/5 pièces, avec garage.  
Mise à prix : 300 000 F  
S'adresser pour renseignements à la DENNERY-HALPHEN, avocats, 12, rue de Paris à BOULOGNE (92), tél. : 46-05-36-94 ; M. SCHMIDT, avocat à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram, tél. : 47-63-29-24.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**APPARTEMENT de 3 pièces principales**  
au 2<sup>e</sup> étage, porte droite, dans un immeuble au  
**PARIS-6<sup>e</sup>, 97 à 101, bd Saint-Germain**  
et 11, carrefour de l'Odéon  
comportant entrée, salon, salle à manger, avec penderie, cuisine, bain, w.c., rangement et buanderie.  
Mise à prix : 1 000 000 de francs  
S'adresser pour renseignements à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats, 18, rue Duphot, PARIS-1<sup>re</sup>, tél. : 46-60-39-13. Au greffe du tribunal de grande instance de Paris et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**à CHATENAY-MALABRY (92)**  
**« Résidence La Terrasse »**  
64-70, av. J.-Jaurès et 19-39, r. Marc-Sangnier  
au rez-de-chaussée, du 1<sup>er</sup> D, porte gauche  
**APPARTEMENT de 3 pièces principales**  
+ loggia - Dt Jouis, incl. TERRAIN att. - EMPLAC. voit. au niveau garage.  
Mise à prix : 200 000 F  
S'adresser pour renseignements à la DENNERY-HALPHEN, avocats, 12, rue de Paris à BOULOGNE (92), tél. : 46-05-36-94 ; M. SCHMIDT, avocat à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram, tél. : 47-63-29-24.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
**APPARTEMENT de 4 PIÈCES**  
EN DUPLEX AU REZ-DE-CHAUSSEE ET 1<sup>er</sup> ÉTAGE  
DROIT À LA JOUISSANCE EXCLUSIVE D'UN JARDIN  
Comportant : une pièce, dégagement avec escalier le rez-de-chaussée et le premier étage. Rez-de-chaussée : séjour, coin repas, cuisine, une chambre, salle de bain, w.c., placards, dégagement à l'escalier, patio. Premier étage : deux chambres, dont une avec jardin, deux baignoires, w.c., un dressing (placard), un placard, un dégagement avec l'escalier.  
D'une surface de 120,50 m<sup>2</sup> environ.  
PARKING DOUBLE en SOUS-SOL  
dans un immeuble immobilier au 1<sup>er</sup> étage  
**SAINT-CLOUD (92)**  
5 et 9 à 13, avenue de la Fontaine - 11 et 8, avenue F.-Chaveton  
et 5, boulevard L.-Louchet et carrefour de la Croix-du-Roy, sans numéro  
dans le bâtiment « PLOT UN », également dénommé « VILLA N° 11 »  
EN BORDURE DE L'HIPPODROME DE SAINT-CLOUD  
**MISE A PRIX : 1 500 000 F**  
S'adresser à M. Mercet CANETTI, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, demeurant à SURESNES (92150), 24, rue de la Cerisette, tél. : 40-99-97-00 ; M. Jean NOUËL, avocat au barreau de Paris, 11, rue de la Harpe, PARIS-5<sup>e</sup>, 26, boulevard Raspail, tél. : 47-63-29-24. Sur les lieux pour visiter.



## POLITIQUE

18 Le Monde - Vendredi 24 janvier 1992

## VIE DES ENTREPRISES

Après un exercice lourdement déficitaire

## Pirelli va supprimer 6 000 emplois

Pirelli va supprimer 6 000 emplois au cours des deux prochaines années, a annoncé, mercredi 22 janvier, M. Leopoldo Pirelli, président du conseil d'administration de la firme italienne. Ces suppressions s'inscrivent dans le plan mondial de Pirelli, le tiers environ des emplois seront supprimés en Italie même. Cette mesure est l'un des éléments du plan de restructuration du fabricant de pneumatiques italien qui a clos son exercice 1991 sur une perte de 1 100 milliards de lires (3,1 milliards de francs). Pirelli prévoit aussi de vendre ses activités de diversification, soit un total de 30 sociétés (dont les vêtements K-Way).

Ces mauvaises nouvelles ont été accueillies avec une certaine inquiétude par la conjoncture internationale, mais

aussi à l'échec de la tentative de rapprochement avec le fabricant allemand Continental. Le projet de fusion, dont Pirelli a pris l'initiative en septembre 1990, a en effet, définitivement échoué en raison de l'opposition de la firme allemande. Outre les mois de discussions orageuses, cette bataille aura coûté à Pirelli 100 milliards de lires (1,6 milliard de francs) et à Continental 100 milliards de lires (1,6 milliard de francs) en indemnités à verser à ses actionnaires.

En outre, Pirelli doit affronter la concurrence des actionnaires rai-

naires qui estiment avoir été lésés, en raison du manque d'informations diffusées par la compagnie sur les risques encourus par le rapprochement. Le titre Pirelli a ainsi plongé de 25 % depuis l'annonce de l'échec des négociations avec Continental. Une fronde qui ne s'arrête guère l'augmentation du capital de 518 milliards de lires (2,3 milliards de francs), approuvée par l'assemblée générale des actionnaires du groupe le lundi 22 janvier.

Pour défendre son positionnement au capital de Continental, Pirelli a porté ses efforts sur le marché des pneus pour faire fructifier la participation de

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## OPA

■ Agnelli : pas de contre-OPA sur Perrier. La bataille autour de BSN - M. Umberto Agnelli, président de IIFINT, holding luxembourgeoise du groupe Agnelli, a déclaré, mercredi 22 janvier, que le groupe italien ne s'opposait pas à une OPA sur la société Perrier pour répondre à celle lancée par BSN. « Nous parviendrons à maintenir le contrôle de Perrier indépendamment d'une OPA », a-t-il déclaré. « Il n'y a pas d'alternatives à BSN », a-t-il formulé le jour où « ces obstacles disparaissent ». Evoquant ses rapports avec BSN, M. Agnelli a déclaré qu'il « ne s'était pas détériorés », mais a paré « simple malentendu sur une déclaration dans laquelle j'ai dit que j'augmenterais notre participation dans BSN. Je le confirme, mais cela ne signifie pas que je veuille mettre aux prises nos intérêts avec ceux de BSN, et encore moins prendre le contrôle de BSN ».

## RESULTATS

■ PWA enregistre une baisse de 21 % de son bénéfice net. Le producteur allemand de papier PWA a enregistré en 1991 une baisse de 21 % de son bénéfice net consolidé, à 85 millions de deutschemarks contre 108 millions en 1990 (284 millions de francs contre 361 millions). Le chiffre d'affaires consolidé, en revanche, a progressé de 8 %, à 4,4 milliards de deutschemarks contre 4,06 milliards l'année précédente (14,7 milliards de francs contre 13,6 milliards). La part du chiffre d'affaires réalisée en Allemagne a progressé de 8 %, celle effectuée

dans les pays d'Europe de seulement 2 %, tandis que les ventes dans les autres pays ont augmenté de 35 %.

■ Monsanto : chute de 45,8 % du bénéfice pour 1991. L'année 1991 a été très mitigée pour le groupe américain Monsanto, spécialiste chimiste des Etats-Unis. Le groupe annonce en effet un bénéfice net de 296 millions de dollars, en baisse de 45,8 % par rapport à celui de l'année précédente. Mais cette dégradation du résultat est compensée par la constitution d'une provision pour restructuration de 118 millions de dollars. Au total, le bénéfice net est de 178 millions de dollars (+13 %). Le chiffre d'affaires annuel atteint 8,9 milliards de dollars (25,1 milliards de francs). Le président de Monsanto, M. Ronald Mahoney, a déclaré, mercredi 22 janvier, que le groupe « a réalisé une performance exceptionnelle pour l'année 1991 ».

## ACCORDS

■ André s'allie avec le néerlandais Blokker BV dans l'équipement de la maison. Le groupe André (chaussures, habillement, décoration...) a annoncé, mardi 21 janvier, la création d'une « joint-venture » avec le néerlandais Blokker BV pour la mise en commun de leurs activités dans l'équipement de la maison en France. Une société détenue à 50-50 par chacune des deux entreprises regroupera les vingt magasins sous l'enseigne André et les vingt-cinq « André à la maison » d'André. Les deux groupes réalisent ensemble sur ce créneau

200 millions de francs de chiffre d'affaires. Blokker exploite 800 magasins aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique, spécialisés dans la décoration et le jouet pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs.

## INVESTISSEMENTS

■ Le groupe Tetra-Pak investit plus de 251 millions de francs en Russie. Le groupe industriel suédois Tetra-Pak, spécialisé dans l'emballage industriel d'aliments, a annoncé, mercredi 22 janvier, la signature d'un accord avec le groupe de Kuban d'un accord avec lequel la société scandinave reprend la totalité des parts de la coopérative, en échange d'un investissement de 251 millions de francs. L'argent sera utilisé pour la modernisation de l'usine russe dont les effectifs, Tetra-Pak, devraient rapidement passer de 600 à 1 000 employés.

## CAPITAL

■ Canal Plus et La Lyonnaise des eaux rentrent dans le capital d'Enron. Canal Plus et La Lyonnaise des eaux viennent de participer à la prise de participation dans le capital de la société câblée Enron. Canal Plus a pris 15 % et la Lyonnaise 11 %. Les câblo-opérateurs, comme les principales chaînes câblées, ont été présents le jour où l'ensemble des chaînes câblées françaises ont été prises en possession par la société Telecom 2. Une plus large diffusion leur permettra, espèrent-ils, de rentabiliser leur investissement.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel  
la banque à qui parler

## SICAV EPARGNE COURT TERME

Soucieux d'offrir à leur clientèle une gamme plus rationnelle d'OPCVM (SICAV FCP) conseils d'administration de la SICAV EPARGNE COURT TERME, GESTION SECURITERME et de la SOCIÉTÉ GESTION DU CREDIT MUTUEL (SGCM) ont décidé de procéder à la fusion de ces deux sociétés.

Absorption de la FCP CM MUTUALITE GESTION, ENTREPRISE et de la SICAV GESTION SECURITERME par la SICAV EPARGNE COURT TERME qui prendra la dénomination de :

## CREDIT MUTUEL EPARGNE COURT TERME

La réserve de l'agrément préalable de la Commission des Opérations de Bourse et l'approbation par les assemblées générales de la SICAV qui se tiendront le 24 février 1992 ou à défaut le 10 mars 1992, la date de l'opération est fixée au 17 mars 1992.

- En vue de la réalisation de l'opération, les souscriptions et rachats des OPCVM de la SICAV EPARGNE COURT TERME sont suspendus :
  - du mercredi 11 mars au soir au mardi 17 mars 1992 inclus pour les SICAV,
  - du jeudi 5 mars au soir au mardi 17 mars 1992 inclus pour les FCP.
- Compte tenu de la parité d'échange existant entre le 17 mars 1992, les porteurs de parts de la SICAV EPARGNE COURT TERME absorbée qui n'auraient pas droit à un nombre entier d'actions EPARGNE COURT TERME, obtiendront le remboursement du rompu et pourront verser en espèces, le montant correspondant à l'attribution sans frais, d'une action complémentaire jusqu'au 17 juin 1992 inclus.
- Les porteurs de parts de FCP et d'actionnaires qui ne souhaiteraient pas participer aux opérations de fusion, pourront obtenir aux conditions habituelles, et sans frais, le rachat de leurs titres.

Une notice nominative d'information sera adressée à chaque actionnaire et à chaque porteur de parts de la SICAV EPARGNE COURT TERME.

Par ailleurs le conseil d'administration d'EPARGNE COURT TERME a décidé d'inclure dans l'assiette de calcul des frais de gestion, le coût de la date de fusion, les parts ou actions d'OPCVM détenues en portefeuille.

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

PARIS, 22 janvier

## Tassement

La troisième séance de la semaine, mercredi 22 janvier, a été franchement orientée à la baisse. Le CAC 40 a perdu 1,42 %.

La baisse du rendement de l'argent à 10 % en début de journée alors que les taux lors de la prise en pension mercredi sur les taux d'intérêt à court terme en France, en recul de 0,05 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait en fin de journée 1,42 %.

Au conseil des ministres du 22 janvier, le ministre de l'économie M. Pierre Bérégovoy s'est réjoui de la « réussite » de la politique de maîtrise des prix menée par le gouvernement et a réaffirmé que « l'objectif d'une monnaie stable et saine, c'est accroître la compétitivité économique de la France ». La porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, qui rendait compte de la communication de M. Bérégovoy, a souligné que la France « est aujourd'hui en tête des pays qui maîtrisent le mieux leurs prix ».

En 1991, a-t-il rappelé le porte-parole, le taux d'inflation a été de 3,1 % contre 3,4 % en 1990 et 3,6 % en 1989. Rue Vivienne, les gestionnaires signalent un courant d'achats sur les grandes valeurs mais aussi des ordres de ventes sur des titres qui ont fortement monté ces dernières semaines. La proximité de la liquidation mensuelle (vendredi 24 janvier) expliquerait ces dégagements après une hausse de 14 % depuis le début du terme boursier. Du côté des hausses, on notait URS, Poliet et Sextant Avionique. En baisse figuraient COME et Eurotunnel.

## NEW-YORK, 22 janvier

## Raffermissement

Après deux séances de tassement, la tendance s'est raffermie mercredi 22 janvier à Wall Street. Amortis des « vendeurs », le mouvement de hausse s'est poursuivi dans une séance de plus de la semaine. Le S&P 500 a gagné 0,21 % à la clôture, l'indice Dow Jones enregistrant une avance de 32,42 points (+1 %).

Le bilan général a été comblé par la hausse de 11 % de la baisse en progression à 619 en baisse ; 441 n'ont pas varié.

L'annonce d'une reprise des mises en chantier de logements en décembre (+2,1 %) après une baisse de 2,1 % en novembre a servi de détachement. Comme il s'agit d'un indicateur de l'économie américaine, qui en tant que tel pourrait bien annoncer un redressement général, les investisseurs se sont ravisés en ces heures de bonnes affaires. L'activité, qui avait un peu diminué ces derniers jours, a augmenté et 225,03 millions de titres ont été échangés contre 180 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 21 jan.	Cours du 22 jan.
Alcoa	88 1/4	87
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chem. Northwest Ind.	30 7/8	30 1/2
De. Pac. de New York	31 1/2	31
Eastman Kodak	31 1/2	31
Exxon	31 1/2	31
Ford	31 1/2	31
General Electric	31 1/2	31
General Motors	31 1/2	31
IBM	31 1/2	31
Intel	31 1/2	31
Johnson & Johnson	31 1/2	31
Merck	31 1/2	31
Microsoft	31 1/2	31
Novartis	31 1/2	31
Roche	31 1/2	31
Schering	31 1/2	31
Union Carbide	31 1/2	31
United Tech.	31 1/2	31
Westinghouse	31 1/2	31
Yale	31 1/2	31

## LONDRES, 22 janvier

## Vif recul

Les indices ont enregistré un vif recul mercredi 22 janvier, au Stock Exchange. À la clôture, l'indice Financial Times a perdu 21,4 points et s'est établi à 2 822. Le volume des échanges a été de 509,2 millions de titres contre 617,3 millions la veille.

La tendance a été particulièrement affectée, en fin de séance, par l'ouverture en baisse de l'indice de la production industrielle et manufacturière. Des analystes, qui avaient prévu la baisse de 0,7 % de la production industrielle et la modeste hausse de 0,1 % de la production manufacturière, ont souligné que ces chiffres étaient significatifs de la persistance de la récession en Grande-Bretagne.

## TOKYO, 23 janvier

## La hausse se ralentit

Après son dernier bond, la Bourse de Tokyo a évolué, jeudi 23 janvier, de façon très irrégulière. Finalement, à la clôture, l'indice Nikkei s'est orienté à la hausse pour s'établir à 11 500,22 points (+0,22 %).

Les professionnels se disaient néanmoins encouragés. C'est encourageant, car le marché a pu conserver ses gains de la veille. En règle générale, les tablées ont une certaine tendance à se poursuivre en hausse avec le commencement de la semaine monétaire. Des transactions sur les titres ont continué d'imprimer des mouvements assez heurtés à la Bourse.

VALEURS	Cours du 22 jan.	Cours du 23 jan.
Alstom	1 070	1 070
Bridgeway	1 410	1 410
Canon	2 290	2 290
Fuji	1 460	1 460
Honda Motor	1 460	1 460
Hitachi	1 460	1 460
Hitachi Heavy	1 460	1 460
Sony Corp.	1 460	1 460
Toyota Motor	1 460	1 460

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3848	3825	Imat. Computer	159	159
Amstel Associates	280	280	LP.B.M.	70	70
B.A.C.	85	85	Local Invest.	159	159
Banque Paribas	800	800	Local Invest.	85	85
Banque Paribas	385	385	Local Invest.	79 50	79 50
Banque Paribas	237	237	Local Invest.	155 30	155 30
Banque Paribas	775	782	Local Invest.	380	381
Banque Paribas	410	410	Local Invest.	401	401
Banque Paribas	799	780	Local Invest.	283 40	283 40
Banque Paribas	178	178	Local Invest.	158	158
Banque Paribas	270	270	Local Invest.	97 50	97 50
Banque Paribas	899	818	Local Invest.	288	288
Banque Paribas	288 10	288 10	Local Invest.	130	130
Banque Paribas	1030	1030	Local Invest.	280	280
Banque Paribas	388	388	Local Invest.	327 10	327 10
Banque Paribas	1150	1150	Local Invest.	201	201
Banque Paribas	345 80	345 80	Local Invest.	211 10	211 10
Banque Paribas	870	870	Local Invest.	96	96
Banque Paribas	210	210	Local Invest.	901	901
Banque Paribas	148 50	148 50	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	214 50	214 50	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	270	270	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	115	115	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	128	128	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	380	380	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	350	350	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	880	880	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	771	771	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	168	168	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	98 10	98 10	Local Invest.	800	800
Banque Paribas	882	882	Local Invest.	800	800

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 janvier 1992  
Nombre de contrats estimés : 129 180

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,92	118,08	118,10
Précédent	109,14	118,10	118,14

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
109	0,59	1,77	0,55	0,67

## CAC 40 A TERME

COURS	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 855	1 878	1 891,50
Précédent	1 884	1 897,50	1 912

## CHANGES

## Dollar : 5,41 F =

Mercredi 22 janvier, le dollar évolue dans une marge étroite sur les marchés des changes européens. Le Japonais, dans l'attente des discussions du G7 à New-York à la fin de la semaine, à Paris, le billet vert a ouvert à 5,41 francs contre 5,4255 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFRANCE	21 jan.	22 jan.
Dollar (en DM)	1,879	1,878

TOKYO	21 jan.	22 jan.
Dollar (en yen)	123,38	123,34

MARCHÉ MONÉTAIRE	21 jan.	22 jan.
Libor (31 janvier)	10-10 1/8	10-10 1/8
New-York (21 janvier)	4 1/8	4 1/8

## BOURSES

## PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	106,2
Valeurs étrangères	106,2
Indice général CAC	501,3
Indice CAC 40	1 891,50

## NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel	3 223,3
Indice général	1 891,50

LONDRES (indice Financial Times)	2 822
Indice général	1 891,50

TOKYO	21 jan.	22 jan.
Dollar (en yen)	123,38	123,34

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,4175	5,4200	5,4940	5,4995
Yen (100)	4,3834	4,3973	4,4430	4,4518
DM	6,9520	6,9694	6,9894	6,9949
franco-belge	3,4088	3,4088	3,4073	3,4134
franco-suisse	3,4848	3,4845	3,4811	3,4894
franco-italienne (1000)	4,5214	4,5251	4,5003	4,5072
franco-sterling (1000)	9,7640	9,7730	9,7492	9,7653
franco-peseta (100)	5,3850	5,3925	5,3476	5,3606

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U		4 1/8		4 1/8	4 1/16	4 3/16
Yen (100)	3 3/16	3 1/4	4 7/8	5	4 11/16	4 13/16
DM	10 1/4	10 3/8	10 1/8	10 5/16	10 1/16	10 3/8
Franc suisse	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 3/8
Franc belge	7 7/16	7 9/16	7 7/16	7 9/16	7 3/8	7 1/2
Libre sterling (1000)	11 1/2	11 3/4	11 3/4	12	11 1/2	11 3/4
Libre sterling	10 9/16	10 11/16	10 1/2	10 3/4	10 5/16	10 3/8
Peseta (100)	12 3/8	12 5/8	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2
Franc français	9 7/8	10	9 3/4	9 7/8	9 11/16	9 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

## Le Monde - RTL

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeu 23 janvier : Alain Poiré, Président de la société de stockage Fercalco.	Vend 24 janvier : Yvon Jacob, président du directoire des établissements Legris.
--	---

حکومت اسلامی



## BOURSE DU 23 JANVIER

**Cours relevés à 10 h 12**

36-15

(reflection)

**22/1**

**Le Monck-Hill**  
**CONTRACTORS**  
 6 226-413 DAY EQL

---

c : coupon détaché - o : offert - a : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu















# LIVRES • IDÉES

## Meurtre d'une psychanalyste

Comment l'assassinat de Hermine von Hug-Hellmuth suscita un chef-d'œuvre d'Arthur Schnitzler et secoua la vie psychanalytique viennoise des années 20

**ESSAIS PSYCHANALYTIQUES**  
de Hermine von Hug-Hellmuth.  
Destin : écrits d'une pionnière de la psychanalyse des enfants.  
Tome 1 : réunis, présentés et traduits de l'allemand par Dominique Soubrenie, préface de Jacques Le Rider, postface d'Yvette Tourné, Payot, 193 F.

Peut-être souvenez-vous d'un des romans les plus capricieux, les plus oppressants d'Arthur Schnitzler, *Thérèse* (Calmann-Lévy). Le romancier viennois, au sommet de sa carrière, raconte sur un ton syncope et froid l'histoire d'une préceptrice ballottée d'une famille à l'autre, séduite et abandonnée, qui mettra au monde un garçon dont elle se débarrassera en le confiant à une nourrice. Bien des années plus tard, son fils l'étranglera alors qu'elle l'a surpris en train de voler ses économies. L'idée du meurtre de la mère, cette volonté inconsciente de vengeance, Schnitzler l'avait déjà esquissée dans une nouvelle, *le Fils*, qui date de 1893, mais quand il écrit *Thérèse*, en 1924, il s'inspire d'un drame qui secoue la vie psychanalytique viennoise : le docteur Hermine von Hug-Hellmuth, pionnière dans le domaine de la psychanalyse des enfants, vient d'être étranglée par Rolf, son jeune neveu.

Le meurtre a eu lieu dans la nuit du 8 au 9 septembre 1924. Rolf Otto, âgé de dix-huit ans, a été accusé de possession d'une somme d'argent et d'une montre dont il ne peut expliquer l'origine. Il posera sans peine aux yeux de l'opinion publique et de la presse l'accablant : « un dévot », un « bon à rien », une « âme galeuse ». Et lors du procès, un psychanalyste, Ludwig Sadger, pourtant le tuteur de l'accusé, cessera de charger son ouïe. Il tressa de l'histoire de Hug-Hellmuth le portrait d'une femme admirable tracée par son neveu depuis des années et consciente de la fin qui l'attendait. Rolf sera condamné à douze ans de cachot, peine aggravée par des conditions de détention particulièrement dures, et par l'obligation de rester dans l'obscurité tous les ans, le 8 septembre, jour du meurtre.

Cinq ans plus tard, néanmoins, Rolf bénéficiera d'une remise de peine conditionnelle. Une fois en prison, il fut placé à un proche de Freud, Paul Federn, pour obtenir de l'argent de la Société psychanalytique de Vienne au titre de victime de la psychanalyse. On lui conseilla d'aller régler son problème avec une analyste, l'occurrence Hélène Deutsch. Cette dernière, qui n'a même pas été consultée, réagit d'autant plus mal qu'elle se maintenait



La une du Kronen Zeitung du 11 septembre 1924, sous-titrée « L'assassinat de l'écrivain, le docteur Hug-Hellmuth ». Les autres légendes sont : « La position du corps lors de sa découverte » et « La fenêtre du jardin par laquelle le meurtrier est entré ». Le même jour, le journal titrait : « Aujourd'hui, 10 heures, grève générale des métallurgistes viennois ».

ment suivie par le neveu de Hermine, qui vitait en exil à Paris. Un jour pas fini avec la psychanalyse. Un dévot privé sera même engagé pour surveiller les allées et venues du jeune homme et pour protéger l'œuvre d'art.

Le drame réuni par Dominique Soubrenie, Jacques Le Rider et Yvette Tourné permet de saisir la ténébreuse affaire et de comprendre la vie et l'œuvre de la psychanalyste.

gines du drame, la psychologie des protagonistes et les thèmes objectives pour lesquels Rolf avait le sentiment d'avoir été manipulé, trahi et dépossédé de lui-même par sa tante. Il lui pardonna jamais l'avoir utilisé, lui l'orphelin, lui l'enfant placé dans une famille hostile, comme « objet », comme « objet d'expérience » tout au long

de son œuvre – et en particulier dans son premier livre, *De la vie de l'âme de l'enfant*, où ses idées étaient ramenées à des motifs pervers (que se faisait-on pour séduire le vieux maître de la Bergasse qui trônait parmi les antiquités égyptiennes ?). De même il ne pardonna jamais à Ludwig Sadger de l'avoir accusé devant le tribunal. Dogmatique, Sadger déclara durant l'audience :

« Je suis d'avis que l'être humain n'achève à cinq ans plus tard sa vie, ensuite, il peut plus faire grand chose ».

Les freudiennes profitèrent par Sadger suscitant une réaction immédiate et justifiée d'Alfred Adler lors d'une conférence publique à la Maison du peuple : « Nous serions très curieux, s'exclama Adler, de savoir comment se s'arrête la possibilité de sauver quelqu'un et pourquoi le garçon ne pouvait plus être sauvé... En tout cas, il a admis depuis des années dans le domaine de l'éducation que c'est à un enfant qu'il ne peut être sauvé est le plus grand des préjugés ».

Si Adler vise les théories freudiennes, c'est aussi parce qu'il sait, pour avoir fait partie du séminaire de Hermine von Hug-Hellmuth, qu'elle désignait par l'adjectif « messager », « gamin », voire « enfant » la théorie intouchable selon laquelle l'âme serait jouée par l'être humain avant cinq ans. Quant aux interprétations précoces et sauvages sur l'âme de l'enfant, pas plus Freud que Hermine von Hug-Hellmuth ou Melanie Klein n'en tint compte : la théorie d'abord. Sur ce plan, la psychanalyse n'avait rien à voir au marxisme.

Cela dit, ce livre reste un document unique et étonnant sur l'éveil des sens d'une jeune Vienne, l'âme comme le procès de Rolf est au moins l'inappréhensible mérite d'inspirer un chef-d'œuvre de Schnitzler. Ce dont le président du tribunal avait obscurément conscience quand il déclara : « Ce n'est jamais que de la littérature ». Et, certes, la littérature véritable, ses affres sont parfois catastrophiques et toujours imprévisibles.

Roland Jaccard

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### Le beau diable

L'homme au chapeau n'est pas le même des précédents livres d'Hervé Guibert sur le sida. Ici, le narrateur, atteint de la maladie, se présente comme un amateur de la peinture soviétique des années 40 et 50, qui enquête sur le monde de l'art et la connaissance des faux tableaux. On sent dans l'écriture le ton de A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie dans *Cytomégalovirus*, le journal d'hospitalisation tenu par Guibert entre les 17 septembre et 8 décembre 1991, deux mois avant sa mort.

Page 24

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François

### Le petit Cicéron

Roger de Bussy-Rabutin n'a pas eu de chance. Il est le cousin de Marie de Rabutin-Chantal, qui est plus connue sous le nom de Mme de Sévigné. Bussy-Rabutin, lui, ne connaît la gloire qu'à ce titre familial. Sa vie vaut pourtant la peine d'être connue. Jacqueline Duchêne s'y emploie dans sa biographie de celui qui fut ministre à vingt ans et bien mauvais sujet. Il préfère la vie d'admirateur à celle de garrison.

Page 24

### SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

### Le pari de Bourdieu

Dans *Réponses*, Pierre Bourdieu s'explique sur sa démarche et l'étude particulière de l'élaboration théorique et à l'illustration de ce que dit le sociologue. Il parle aussi de la lutte sociale et finit par reconnaître une certaine importance à l'intuition...

Page 27

## Highsmith retrouve Ripley

L'imagination la plus noire et l'humour le plus implacable portés à leur point de perfection

**RIPLEY ENTRE DEUX EAUX**  
(Ripley under water)  
de Patricia Highsmith.  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Ménard, Calmann-Lévy, 111 p., 130 F.

Voilà quelque dix ans que Patricia Highsmith n'avait pas fait revivre Ripley, un personnage qui incarne à la perfection sa manière, la noblesse de son imagination, la subtilité de son art du détail, de la tension... en un mot du suspense. Ripley, Américain cultivé qui a choisi l'Europe, comme Highsmith elle-même, connaît un curieux rapport à celle qui l'a créé, romancière secrète, mystérieuse,

experte à débusquer l'étrangeté dans la banalité du quotidien, incomparablement habile à faire surgir l'angoisse et à la communiquer. Installé dans une maison cossue au goût près de Fontainebleau, marié à une femme aisée, jouissant lui-même de confortables, Tom Ripley aime sa vie paisible.

Peintre à ses heures et volontiers collectionneur, il passe beaucoup de temps à cultiver son jardin, soignant particulièrement les fleurs. Il a un faible pour la musique, surtout pour le clavier. Il prend, avec une femme Héroïse, une leçon de musique chaque semaine. Il a une grande admiration pour Domenico Scarlatti. Ripley a toujours su protéger cette tranquillité qu'il

affectionne en se débarrassant avec une singulière placidité de ceux qui le gênaient.

En quelques aventures – Mr. Ripley (1), Ripley les ombres, Ripley s'amuse (2), Sur les pas de Ripley (3) – Tom Ripley a commis plusieurs meurtres, sans pourtant avoir la conscience. Il ne plus s'en faire un titre de gloire. Il n'est pas de ces vantards du crime qu'on croise parfois chez les gangsters.

Josyane Savigneau  
Lire la suite 33

(1) Au cinéma, *Le soleil, de* Clément.  
(2) Au cinéma, *L'Ami américain*, de Wim Wenders.  
(3) En français. Tous publiés chez Calmann-Lévy.

## HOMERO ARIDJIS



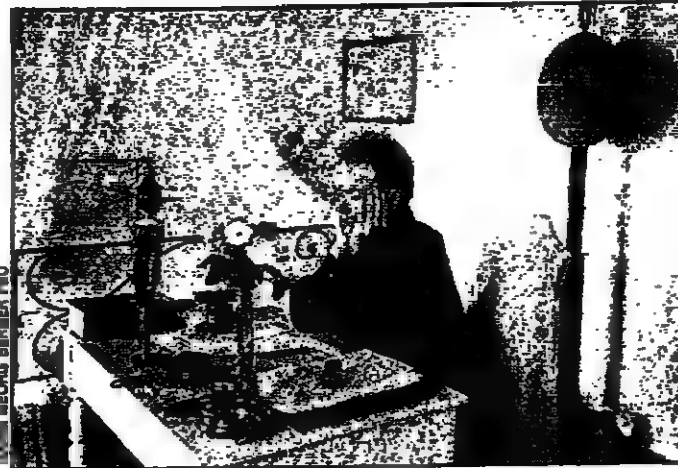
C'est là que la langue hiératique, imagée et fortement colorée d'Aridjis donne le meilleur d'elle-même : dans l'évocation de la vieille voix indienne qui parvient, peu à peu, dans l'horreur de l'éblouissement, à s'incorporer le chant de l'Europe chrétienne.

Pierre Lepape / Le

139 F

Editions du Seuil



LE FEUILLETON  
de Michel Braudeau

## Le beau diable

qui a disparu, sans autre victime (la mafia même, parce qu'il dénonçait tous les faux tableaux qu'il découvrait). Il est sorti un jour de l'Italie, à Moscou, où on ne l'a plus revu. C'est en rapport avec une femme Lena qui garde la boutique à Paris et sa collection d'Alvassovski, peintre de marines, l'autre livre est un peintre du renom, Yannis, qui lui aussi traque un peu partout les faux Yannis, notamment dans les salles de ventes, et les fait détruire par la police. C'est une demande parfois à la peinture ne cherche pas à se relever sa cote, mais conserve son amitié à Yannis qui l'invite à se reposer dans sa ville de Corfou.

GUIBERT avec une caméra légère, comme il l'avait annoncé dans le Protocole, les interventions chirurgicales qu'il subit, les soins divers. On lui ouvre la gorge pour une biopsie, il peine sort de la salle de repos, avec un grand pansement sur le cou, il va manger des hutres à La Coupole, remarque que le serveur est joli garçon (« Mais nous étions chacun pour l'autre déjà l'autre monde : séparés par une glace invisible qui est le passage de la vie à la mort, et qui sait, de la mort à la vie »), s'interroge sur les résultats d'examen, imprécis, qui lui semblent entre le vrai et le faux, comme les tableaux de Lena.

La partie la plus intéressante de ses déambulations d'enquêteur dans le monde de l'art, qui ne sont pas sans rappeler sur un

autre mode à Venise de Philippe Sollers, est celle où Guibert traque deux gros gibiers, deux légendes vivantes de la peinture contemporaine. Francis Bacon accueille les démonstrations admiratives d'un air à la fois à l'envie promener. Balbus que Guibert poursuit à Venise avec la complicité d'Edgar Faure, après l'avoir dédaignéusement, l'été de son retour en Suisse. La caméra paparazzi de Guibert en forme un savoureux, mais ce sont des souvenirs d'une époque où il allait bien et le retour à la fiction du temps présent beaucoup plus grave, plus tremblé. Moins construit et trop dispersé entre le sida et l'art moderne, entre Moscou et Ouagadougou (le Journal du voyage africain s'est malheureusement perdu sur un tapis d'aéroport), ce livre est moins fébrile que les deux précédents. Il n'en est pas moins précieux par sa place dans le trajet de Guibert.

Le Guibert qui a bouleversé tous ses lecteurs, on le retrouve dans les pages de son journal d'hospitalisation, *Cytomégalovirus* (du nom du virus qui l'a en train de le rendre aveugle), tenu entre le 17 septembre et le 8 octobre 1991, dans l'attente de sa mort. « Autrefois on me disait : Vous avez de jolis yeux, ou : Tu as de belles lèvres ; maintenant des infirmières me regardent : Vous avez de belles lèvres », Guibert a perdu la vision d'un œil, entre l'angoisse, le désespoir et l'humour. Il ne passe pas au passage les infirmières négligentes et indifférentes qui ne trouvent pas l'instrument qu'on leur demande, oublient de nettoyer la chambre où il se peut-être mourir.

Il se demande s'il doit se plaindre. Après tout, n'est-ce même pas la notion de vengeance, mais tout simplement la notion éthique que chacun se doit de bien accomplir son devoir. L'écriture aussi peut tomber, si soudain il se met à écrire des conneries ou des choses inacceptables. Un homme dément, squelettique, perfusé, qui garde jusqu'à la fin sa lucidité terrible et ironique est d'autant plus un des personnages majeurs dans le paysage imaginaire de ses lecteurs qu'on devine plutôt jeunes. Quand on lit sous sa plume, on date du 23 septembre : « L'odeur de Chirac, les colonnes de Cresson, l'émotion de Chirac : indépendamment de mon état, jamais plus je voterai de ma vie », on pressent qu'il exprime un dégoût largement partagé.

Guibert avait accepté la proposition du *Figaro* de Bagnat, responsable des magazines et des documentaires TF 1, de se filmer lui-même, de mettre au scène sa maladie. On peut imaginer le principe d'une telle proposition, ce qu'elle révèle, ce qu'elle implique (il y a spectacle, donc il faut filmer à spectacle, du même coup choisir un certain regard sur la maladie, etc.). Mais Guibert l'avait accepté. Le film une fois monté devait être diffusé. Il l'a été, en France, le 22 heures, mardi 19. En France, le Sept, l'Unité et La Ciné ont refusé. La direction de TF 1 avait dit oui pour un dimanche après-midi, mais la machine arrière. Aujourd'hui, on nous annonce que ce film sera diffusé jeudi 30 janvier sur TF 1 à 23 h 15. Espérons que le parole sera tenue.

**L'HOMME AU CHAPEAU ROUGE**  
d'Hervé Guibert. Gallimard, 135 p., 11 F.  
**CYTOMÉGALOVIRUS**  
Journal d'hospitalisation  
d'Hervé Guibert. Seuil, 115 p., 59 F.

AINSI, moins d'un mois après sa mort le 27 décembre 1991 (le *Figaro* du 31 décembre), paraissent deux livres d'Hervé Guibert. Les deux derniers, probablement. Ce n'est pas sûr. Le beau diable même réserve peut-être des surprises. Des manuscrits à retardement, des mines, sur lesquels on tombera un jour, plus tard, touchés. Un journal, une correspondance, un cahier de notes, un livre qui portera le titre de l'inachèvement qui conviendrait à tous ses livres, à lui, à sa vie d'homme à l'œuvre, interrompue par le sida.

L'idée de l'inachèvement n'est pas le fruit seulement d'une menace particulière d'une maladie encore incurable sur un homme jeune. C'est une idée moderne, tout simplement. On l'a déjà vue dans d'autres moments, dans d'autres domaines que la littérature, dans la notion d'œuvres complètes, telle qu'on l'a pratiquée jusqu'à une époque récente (André Gide, Jules Romains, Jean Cocteau lui-même, sans parler de la publication de leurs œuvres complètes). Il s'agit au contraire d'une part de l'écrit en suspens, d'un pas de l'écrit de boucler, de ne pas jointoyer les interventions du monument pour faire propre. D'admettre qu'on ne voit qu'on n'en a jamais fini. Et de poursuivre l'entreprise jusqu'à l'épuisement. Guibert aura été en tout d'une grande intrépidité.

Contrairement à ce que Gallimard voudrait nous faire croire, *L'Homme au chapeau rouge* n'est pas à proprement parler la suite de *A l'ami qui m'a sauvé la vie* ou du *Protocole compassionnel*. Ces deux titres qui ont acquis à Guibert une audience considérable (d'où l'intérêt posthume de l'éditeur) racontent une histoire peu de fiction, une pseudonyme raconte la découverte de sa maladie, son désespoir, sa lutte, la transformation extraordinaire de son existence par le virus, sa lutte pour aller jusqu'au bout, sa manière de vivre que possible, chaque étape de sa lutte en marche. Certes, dans *L'Homme au chapeau rouge* on retrouve des personnages connus, à commencer par Guibert même, son drôle de petit chapeau rouge, qui qu'on le découvre un soir à la télévision, malgré, gai, lumineux, chez Poivre d'Arvor, un aussi le docteur Nacir Claudette Dumouchel. Mais la suite de ce qu'il faut bien appeler un roman, dans la mesure où nous ne savons pas la part de l'invention ici, ne concerne plus directement le projet amorcé plus tôt, celui d'écrire avec son sang.

Le narrateur Guibert se présente comme un amateur éclairé de la peinture soviétique des années 40 et 50. Il est atteint de la fameuse maladie qu'on n'aime pas nommer et parle fréquemment de ses obsessions suicidaires et de ses accès de haine. Il court deux fois. L'un est un expert arménien, Vigo,

**BUSSY-RABUTIN**  
de Jacqueline Duchêne.  
Fayard, 437 p., 150 F.

C'EST un triste sort que d'être seulement le cousin. Et c'est un métier que de vivre dans l'ombre des stars. Roger Bussy-Rabutin le sait trop bien. Il en fait l'expérience durant toute son existence. Et la postérité n'a pas démenti sa condition. Dans les manuels de littérature, il est mentionné comme le cousin de Molière, Rabutin-Chantal, devenue M<sup>lle</sup> de Sévigné. C'est son titre de gloire. Le passeport qu'il a reçu pour l'éternité. Son brevet de survivance.

Il la guignait depuis toujours. Je veux dire qu'il songeait déjà à elle lorsqu'elle était une adolescente. Il l'aurait probablement épousée volontiers, mais c'est avec son cousin qu'il se maria. Vingt-cinq ans après, il continuait de guigner la cousine. Comme il « menait » celle-ci à l'« amour éperdu », elle lui répondit, dans une lettre du 4 juin 1651 : « Que voudriez-vous que je fasse de moi éperduement, au point d'être grand-mère ? » Bussy-Rabutin s'attrista peut-être, mais il apprécia la façon dont la chère marquise lui « retournait » ses adresses. Le 6 juillet 1670, après s'être défendue d'avoir « une conduite dégingandée », elle essaya quand même de se raccommode avec lui : « Adieu, Comte. Point de censure ; ne m'écrivez plus. J'ai un peu de tort, mais qui n'en a point en ce monde ? »

Roger Bussy-Rabutin, qui deviendrait le comte de Bussy et décéderait s'appeler Bussy-Rabutin, avait passé son enfance en Bourgogne. Il était né le 13 avril 1618. L'année d'après, « enfermé seul dans un poêle », à Allemagne (1). Des cartes fit ses fameux songes de novembre qui lui indiquèrent les chemins de sa philosophie. Naturellement, le petit Roger ne pouvait savoir qu'il était

chaud quand on médite en automne...

Au printemps 1624, Richelieu commençait à gouverner la France, mais il ne fit pas régner tout de suite l'ordre qu'il souhaitait. Alain, le philosophe, et Nerval, le poète, ont écrit le *Figaro* de l'époque. Celle-ci n'avait pas encore appris l'obéissance, dit le premier. Et le second évoquerait « une dame aux yeux noirs », qui se montrait à la fenêtre d'un château, « Louis treize ». Le jeune Roger eut très vite l'esprit d'aventure, et le goût de ces jolies silhouettes qu'on entrevoyait derrière une fenêtre. Il était de la même génération que d'Antagane.

C'EST Jacqueline Duchêne qui raconte sa vie. Elle connaît bien la famille, car elle avait écrit naguère une biographie de François de Grignan (2). Elle fait un récit allégre et attrayant. Elle adopte, en effet, l'allure ou le train de son personnage. Lui non plus ne perdait pas un temps. Ayant été très tôt dans la carrière des armes, il pouvait se vanter, à dix-huit ans, d'avoir mené déjà « une campagne ». Mais il prenait soin de mettre dans ses cahiers ses bagages. Il y notait les réflexions que lui inspirait l'existence. Il rassemblait la matière de ses futures *Mémoires*. Ses principales occupations étaient de guerroyer, d'écrire et de séduire les dames. Cela le conduisait à une fort dévotion. Il brûlait de jeunesse. Ou, du moins, il confondait jeunesse et frivolité. Colonel à vingt ans, il avait des airs de précurseur, puisqu'on serait général au même âge,

HISTOIRES LITTÉRAIRES  
par François Bott

## Le petit



## Cicéron

s'acheter une conduite. La mort prématurée de son épouse le rendit à son existence. Il était un homme de consoler.

Veut lui-même, Bussy-Rabutin eut l'idée d'enlever une veuve qu'il avait rencontrée à la messe. C'était une habitude, chez lui, que de s'intéresser à une catégorie de la population. Il s'empara de la dame non loin du pont de Saint-Cloud. Hélas ! elle était fort dévote. Et sa religion ne se laissa pas émouvoir.

A partir de 1648, Paris et la France furent les trouilles de la Fronde. Mazarin se découvrit l'impopulaire chez les Français. Bussy-Rabutin aimait cette agitation, ce remue-ménage, ce climat de désobéissance. Toutefois, il n'avait ni la passion ni l'enthousiasme de la politique. Appartenant à la clientèle du Grand Condé, il lui resta fidèle sans la moindre enthousiasme, lorsque le prince se mit du côté de la Fronde. Après quoi, se voyant porté par les circonstances, Bussy-Rabutin rejoignit le parti adverse, celui de Louis XIV et de Mazarin. La Fronde était ordinaire et ne révoltait personne. A l'époque, la trahison était un genre d'existence. En fait, ce qui valut à Bussy-Rabutin de devenir le héros du camp de la cavalerie légère. C'était fait pour lui. L'adjectif lui convenait. Il n'avait pas démenti son insupportable légèreté.

Il écrivait régulièrement à M<sup>lle</sup> de Sévigné, la cousine. Il pratiquait, avec elle, la galanterie épistolaire. Elle répondait sur le même mode. Ils appelaient cela « rabutiner ». Ou bien du « rabutiner ».

préfigurait le mariage. « Vous saluez comme un petit Cicéron », disait-elle à Bussy-Rabutin. La marquise se moquait de lui. Il avait l'esprit, le coup d'œil et les vivacités de plume qui étaient nécessaires à l'art du portrait. C'était une spécialité du siècle. Le sport préféré du beau monde. Et Bussy-Rabutin ne perdait jamais une occasion d'être féroce. En 1659, une de ses débauches, qui avait fait trop de bruit, le contraignit à s'enfermer dans une première fois sur ses parents. Dans la tranquillité de la Bourgogne, cet homme très affairé, qui passait habituellement à la Cour à la guerre et de la guerre à la Cour, se trouve soudain désœuvré. Pour meubler ses journées, il complète et rassemble les portraits de son *Figaro* *des Gaulois*, jusqu'à ce qu'il obtienne la permission de revenir au Louvre.

Malheureusement, quand il copiait de son manuscrit circulairement à Paris, quelques années plus tard, il fit encore plus de bruit que la pire débauche. Car Bussy-Rabutin dépeignait, en s'amusant, les petites gens, les travers, les vanités, les turpitudes de presque tout le monde. Mais la cousine n'était pas égarée. Le roi s'irrita pour l'homme qui démoralisait la Cour et le renvoyait à la Bastille, avant de le renvoyer en Bourgogne. Bussy-Rabutin termina sa vie dans la campagne. Mis à la retraite en 1666, il mourut seulement le 9 avril 1693. Il eut vingt-sept ans pour rédiger *Mémoires*, modérer l'amertume de sa disgrâce et consoler sa jeunesse. Il buvait du champagne et savourait, comme il faut, les plaisirs de la table. Mais est-ce que les rêves se réalisent vraiment ?

(1) « Poésie » voulait dire « poésie ».  
(2) François de Grignan ou le Mal d'amour, Fayard, 1985.























# La démocratie triomphante et blessée

En quelques mois de fulgurants progrès, la démocratie a paru triompher là où elle semblait le plus durablement interdite de séjour. Pourtant, à mesure que s'étendait son champ d'intervention et qu'elle devenait, enfin, le lot du plus grand nombre, son contenu a semblé s'affaiblir, sa santé s'affaiblir au sein même des pays qui avaient su la préserver.

Cette victoire paradoxale mobilise toute l'attention de Jean-François Revel, qui enrage de la voir à ce point minée de l'intérieur par une série de maux où l'argent figure en bonne place. L'inventaire que livre Gilles Galtier, véritable catalogue de l'argent facile, celui des serviteurs de la démocratie, est de ce point de vue tristement édifiant.

Il n'empêche : nous n'avons que cela en magasin, comme dirait Guy Bedos ; que cela, que Churchill nommait le moins mauvais des systèmes, et que ceux-là. Mais à retrouver, sous la plume de Gérard Grunberg et Alain Bergounioux, la perspective historique dans laquelle s'inscrit un Michel Rocard, par leurs propres écrits les convictions d'un Jean-Pierre Chevènement ou d'un Edouard Balladur, ou le parcours d'un Edgar Pisani, il y a largement matière à garder confiance, à tenir bon, malgré le vent mauvais du populisme qui s'installe dans les esprits.



## Le pouvoir, d'une gauche à l'autre

A travers la rivalité de François Mitterrand et de Michel Rocard, c'est la nature et la pérennité du socialisme français qui sont en jeu

**LA HAINE TRANQUILLE**  
de Robert Schneider.  
Seuil, 274 p., 120 F.  
**LE LONG REMORDS DU POUVOIR**  
d'Alain Bergounioux  
et Gérard Grunberg.  
Fayard, 200 p., 180 F.

Le pragmatisme dont la gauche, au cours de ces dernières années, a fait pour effet de déjouer les analyses historico-sociologiques dont elle se pique, et certains

de ses observateurs étaient jadis friands. Renvoyée à la catégorie infamante de l'«idéologie», l'explication du comportement des dirigeants politiques par l'enracinement historique et social des forces sur lesquelles ils s'appuient a été souvent écartée au profit du seul jeu des tactiques individuelles, complété par celui des phénomènes d'opinion et des sondages. Ces livres, qui paraissent simultanément, montrent à la fois le caractère indépendant du témoignage des observateurs et leur attachement à leur propre analyse, et la profondeur de champ

que donne l'approche historique pour comprendre leur cheminement. Le hasard - mais est-ce bien lui ? - veut que ces deux livres concernent Michel Rocard et le rocardisme. Le premier, dû au rédacteur en chef politique du *Nouvel Observateur*, Robert Schneider, scrute le comportement du champion de la «deuxième gauche» dans sa cohabitation avec François Mitterrand au sein de l'Etat, tandis que le second, œuvre d'un historien et d'un politologue, Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, tous deux rocardiens, ayant tous deux appartenu au cabinet de M. Rocard à Matignon, étudie la relation du PS avec le pouvoir, des origines (1905) à nos jours. Il les rapports entre Mitterrand et Rocard apparaissent parfois, sous la plume de Robert Schneider, comme une compétition assez fastidieuse entre deux hommes que leur commune ambition sépare, le travail des deux conseillers de l'ancien premier ministre propose d'autres têtes de lecture.

« Lucky Luke  
Rantanplan »

La rivalité qui oppose M. Mitterrand et M. Rocard depuis 1981, ces années 60, plusieurs fois relatée, méritait de l'être à nouveau, frais, à partir de leurs trois années de partage du pouvoir et alors que, désormais, le maire de Conflans-Sainte-Honorine fait figure de seul candidat socialiste possible pour une prochaine élection présidentielle. La *Haine tranquille* - titre qui paraît ironiquement le slogan électoral de M. Mitterrand en 1981 - est un récit, entrecoupé de rappels d'un plus lointain passé, qui n'a pas la même portée pour chacun des deux protagonistes mis en scène. Pour M. Mitterrand, ce sont quelques paragraphes ajoutés au chapitre de l'histoire qui porte déjà son nom. Pour M. Rocard, c'est l'examen de son aptitude à y entrer un jour.

Nourri d'informations puisées à toutes les sources, le dossier établi par Robert Schneider justifie, au sujet de tel ou tel épisode, la grimace que sa lecture a fait naître chez le visage des amis de l'ancien premier ministre. Si ce n'est pas « Lucky Luke et Rantanplan », comme le résume l'un d'eux, la gauche de M. Rocard face à M. Mitterrand y est souvent

plus équilibrée qu'il n'y paraît, l'auteur ne laissant aucun détail sur le fait que le compte de son premier ministre était réglé, aux yeux de M. Mitterrand, dès qu'il l'avait nommé et que pas un instant le chef de l'Etat n'a envisagé de lui ouvrir l'accès de l'avenir. Dans ces conditions, M. Rocard pouvait-il faire autre chose que de travailler, du mieux possible, à retarder l'exécution d'une sentence prononcée avant même son entrée en fonctions ?

Les désaccords entre les deux pôles de l'exécutif ont eu souvent pour thème l'opposition entre gestion et réforme. Le livre de Bergounioux et Grunberg, le *Long Remords du pouvoir*, se présente justement comme une traversée de l'histoire du socialisme français à la lumière de ce couple de notions dont ils se demandent si l'antagonisme n'est pas aujourd'hui, révolu.

L'originalité de ce qu'ils appellent « le cycle d'Epina », ouvert en 1971 par la conquête du pouvoir par M. Mitterrand, d'avoir progressivement délégué la gauche à une aspiration à un pouvoir mythique - celui qui lui donnerait une révolution - alibi de son incapacité à exercer le pouvoir réel. Sans doute fallait-il, pour y parvenir, s'abandonner au départ à des dogmes que la pratique se chargerait ensuite de réduire à néant. « Pour faire du Parti socialiste un parti pouvant exercer effectivement le pouvoir, il a opéré avec l'identité originelle du socialisme français, toujours très prégnante, un compromis », écrit-il.

M. Mitterrand a resté, à leurs yeux, l'homme de ce compromis, même si l'exercice du pouvoir a conduit à le modifier sensiblement. M. Rocard avait, lui, anticipé dès 1979 la gauche qui s'annonçait. Il a donc logiquement deviné, en 1988, le premier ministre d'un nouveau septennat intégrant la mutation imposée par les sept années précédentes, mais il ne s'agissait, pour le chef de l'Etat, que de donner un visage à sa propre évolution et de garder les mêmes lignes vis-à-vis des socialistes. L'avenir n'est pas, à ses yeux, l'affaire de M. Rocard mais, depuis 1984, celle de M. Fabius, avec lequel le premier vient de faire alliance. L'histoire est donc loin d'être terminée.

Patrick Jarreau

**DES MODES ET DES CONVICTIONS**  
d'Edouard Balladur.  
Fayard, 245 p., 110 F.

Réfléchi, indépendant d'esprit, cohérent : telles sont les qualités d'Edouard Balladur. Il les met à profit pour tenter de porter un regard sur le trouble actuel, celui d'un pays dérangé dans sa quiétude par la rapidité des transformations extérieures, celui d'une société en proie à une déprime collective, et surtout pour approcher l'essentiel, c'est-à-dire « le contraire de la mode », grâce à quoi un responsable politique peut « anticiper », plutôt que suivre les modes.

S'il ne s'agit pas de réinventer les modes les plus à la mode, c'est la mode de 70, - les fausses valeurs du panthéon provisoire des « grands hommes », et de faire l'éloge des mérites de la liberté, de la justice, de la nation, du progrès et de la paix, ce pourrait être l'essentiel d'un intérêt poli, d'une sorte de révérence obligée - qu'il ne désigne pas - que le rang de candidat « virtuel » au poste de premier ministre du prochain gouvernement de coalition.

La référence gaullienne

On pourrait alors se tromper à lui opposer un autre mode, plus récent et plus insidieux, qui voudrait que la machine à fabriquer le malleable à la volonté des dirigeants, et qui sont encore que la croissance d'un profit le plus de 1987 à 1990 soit exclusivement l'œuvre du décideur qu'il lui ait temps du premier gouvernement de coalition. On pourrait lui reprocher de faire pencher la balance injustement aux dépens de Pierre Mendès France, dont il méconnaît la pensée, et exagérément au bénéfice de son maître national, Antoine Pinay.

Mais, comme il le dit dans un sourire, « moi-même, j'écris moi-même des livres ». De fait, c'est de « moi-même », qui évite l'intérêt, que cette part de vérité de l'auteur qui apparaît si vrai, pour le coup, qu'on s'élève au-delà de la mode qui consiste à s'exprimer au rang des accessoires de la communication politique des livres des

hommes politiques. « Ce n'est pas un hasard si les plus grands moments de renfort qu'en eux-mêmes, et préférant se référer aux valeurs éternelles », écrit-il. La mode, on peut se le faire de déceler un condensé de surprise de la pensée balladurienne : la référence gaullienne, de Gaulle fut d'abord un rebelle, et on ne peut imaginer plus d'« autre-courant » que l'acte fondateur du 11 juin ; l'enracinement chrétien, qui veut qu'en dernière analyse, dans les temps difficiles, c'est soi-même que l'on puise la force nécessaire ; l'appartenance, enfin, à la tradition conservatrice qui érige les valeurs éternelles en rempart contre le changement social.

A y regarder de plus près, pourtant, l'homme n'est pas aussi simple à saisir. Il se révèle, au fil des pages, plus complexe et, finalement, moins convaincant que plus intéressant qu'il y paraît. On doute Edouard Balladur sacrifier-t-il, lui aussi, au culte des « grands hommes » : certes, de Gaulle, Soljenitsyne et Jean-Paul II sont en tête de son « hit-parade » personnel. L'essentiel pourtant n'est ni dans cette liste, au demeurant largement admise aujourd'hui, ni dans les portraits qu'il en tire : ses jugements en la matière sont même parfois « prudhommesques ». L'important est que ceux auxquels ils se réfèrent sont, non des rebelles, mais des hommes capables, et discrets. L'éloge de Chou En-lai, ou bien celui d'Helmut Kohl - « qui fit plus, pour l'Allemagne, depuis Bismarck ? » demande-t-il - montrent bien l'intérêt qu'il porte aux responsables politiques et solides même si, au départ, ils ne payaient pas de mine. En attendant que les circonstances lui permettent d'être assimilé, ou comparé, à ces hommes-là.

Ce livre est également imprégné d'une foi catholique sur laquelle Edouard Balladur s'était, jusqu'à présent, très peu livré. Là réside son ressort profond, cette foi qui surgit au fil des jugements et des analyses qu'il livre sur

## La politique

Quand Edouard Balladur et se montre plus complexe

## Le mythe épuisé

**UNE CERTAINE IDÉE DE LA RÉPUBLIQUE M'AMÈNE A...**  
de Jean-Pierre Chevènement.  
Albin Michel, 304 p., 120 F.

C'est bien au nom d'une certaine conception de la République que Jean-Pierre Chevènement s'est élevé, du sein même du ministère de la Défense, en pleine guerre du Golfe, comme il l'a fait à M. Mitterrand le 29 janvier 1991. Son intervention a été le chef de l'Etat ne portait pas seulement sur les conditions de l'engagement des troupes françaises dans le conflit du Koweït. La guerre contre Saddam Hussein a été la cause déclenchante mais non la cause profonde de cette réaction. Dans la ligne auquel il a tenu pour titre la première phrase de sa lettre de démission, « Une certaine idée de la République m'amène à... », le député de Belfort explique la genèse du mal qui s'est creusé entre lui et le chef de l'Etat, et il n'aure jamais été un compagnon de route, exigeant mais incommode.

Introduction est une longue plainte sur le mal de la morale et le mal. Et se termine par tout pessimisme historique de Drieu la Rochelle. M. Chevènement ne reconnaît cependant pas la République

de toujours une référence à la République française. Ce souvenir est du fait que la gauche a une l'aspirer au congrès et il est possible parfois se faire le nouveau vers de Gaulle, mais il ne se cache pas d'avoir « admiré le génie » et qu'il lui-même peut-être. A la lumière de la situation au Moyen-Orient un an après, les analyses que fait M. Chevènement ne manquent pas d'une certaine pertinence et elles lui fournissent l'occasion d'une réflexion géostratégique. En montrant que le grand idéal gaullien d'une France indépendante sous un socialisme à la française, M. Chevènement reconnaît qu'il a nagé dans un mythe, un mythe qui, peu à peu, fut « détroué », puis « épuisé », pour aboutir à la « déconstruction républicaine ». S'il n'est aujourd'hui qu'un François Mitterrand lui « l'écart n'est plus soutenable », Chevènement n'est pas pour autant désespéré. Il est toujours d'un « grand parti de mouvement ». Il aspire à une éthique et il se bat pour elle dans un rôle de parti, comme le résume l'un d'eux, la gauche de M. Rocard face à M. Mitterrand y est souvent

André Fassin

حکومت الاصل



LIVRES • IDÉES  
LE DÉBAT

# Un combat inachevé

Jean-François Revel voit des menaces pour la démocratie partout où étatisme économique et despotisme politique se confondent

LE REGAIN DÉMOCRATIQUE  
de Jean-François Revel.  
Fayard, 522 p., 145 F.

Bon an, mal an, de plus en plus d'hommes, sur cette planète instable, vivent en démocratie. Ce progrès, là où la démocratie n'avait pas encore percé, ce regain, là où elle avait été fauchée, Jean-François Revel s'en félicite d'autant plus qu'il a vigoureusement combattu pour la cause, la plume au poing, le verbe haut. Cependant, il ne se laisse pas aller à la félicité car le combat est loin, il s'en faut, d'être achevé. Aussi, est-ce avec la même ardeur polémique et vengeresse, la même conviction, renforcée par les faits, qu'il remonte au front avec son dernier essai, le *Regain démocratique*.

Ces images guerrières ne sont pas de pure forme s'agissant d'un auteur qui, loin de pratiquer la litote, ferraillait dans l'édition et dans la presse, ne laisse rien passer à ses ennemis déclarés et à ceux qui leur concèdent la moindre parcelle de terrain, ne se soucie guère de ménager celui-ci ou celui-là et trouve toujours dans le spectacle du monde matière à mobiliser sa verve, le bon sens et la raison, contre l'absurdité et le mensonge. Dans ses assauts, ses emportements, son style, il y a, chez lui, du mousquetaire. Cynisme s'est mis au service de la démocratie libérale et n'en démontre pas.

Engagé depuis longtemps dans la croisade et ayant connu des moments plus rudes, Jean-François Revel a, aujourd'hui, et à juste titre, le sentiment d'avoir mené le bon combat dans le bon camp, bien avant d'autres. Il ne se prive pas de le rappeler, avec insistance mais sans illusions, car, note-t-il, « les révisions intellectuelles ou politiques ont une caractéristique singulière : elles sont tenues pour légitimes surtout si elles émanent de ceux qui se sont eux-mêmes trompés ».

Il n'empêche que Jean-François Revel se sent pleinement justifié, mieux et plus tôt qu'il ne l'aurait espéré (même si c'est toujours trop tard compte tenu des ravages enregistrés), dans sa dénonciation acharnée du communisme et, à la suite, des diverses variétés de socialisme et d'étatisme qui ont, explique-t-il, spectaculairement échoué alors que la démocratie, si imparfaite qu'elle soit, a obtenu de meilleurs résultats en s'associant au libéralisme économique. D'où une certaine euphorie dans laquelle, on l'a dit, notre essayiste ne veut point tomber. S'il croit, aujourd'hui, plus sûrement qu'hier, à la victoire de la démocratie libérale, il pense qu'elle est plus « une victoire morale et virtuelle qu'une réalité concrète ».

Il reste encore, rappelle-t-il, beaucoup à faire. D'abord pour en finir avec le communisme et ce qui persiste de lui au-delà de son effondrement, pour sortir de

ses conséquences, ce qui est loin d'être facile comme l'ont montré les illusions sur la capacité de réforme du système, et comme le prouve la nécessité de recréer un tissu économique détruit et de retrouver le goût de l'initiative et les sens de la responsabilité. S'il y a l'espoir d'un regain, il y a, aussi, la crainte d'une régression toujours possible, prévient-il en écrivant : « L'origine du communisme se situe non dans l'histoire, non dans le concret, non dans la praxis, mais, tout au rebours, dans la capacité humaine de ne tenir aucun compte. Cette capacité vivra toujours ou sommeillera longtemps pour se réveiller très tard en nous, et c'est pourquoi le danger totalitaire existera toujours pour nous ».

## «Amer optimisme»

Le communisme totalitaire procéderait donc d'une maladie de l'esprit humain, d'un refus pathologique de la réalité. Sans doute s'est-il fallu, à cette explication est la bonne, qu'à certains moments de l'histoire cette réalité fit singulièrement insupportable aux hommes pour précipiter tant d'entre eux dans tant d'aveuglement ! Ce ne serait pas, à terme, une excuse, le vrai problème n'étant pas de se tromper de voie, au départ, mais de ne plus avoir la possibilité de changer de parcours quand l'erreur se révèle. L'avantage de la démocra-

tie, rappelle Jean-François Revel, est de laisser le choix ouvert : « Il n'y a de démocratie que si l'on peut exercer cette liberté de choix ».

En supposant que toute rechute dans le totalitarisme soit prévenue, d'autres menaces persistent, selon l'auteur, partout où, avec ou sans marxisme, se conjuguent l'étatisme économique et le despotisme politique. Le tiers-mondisme « qui attribue la responsabilité de la pauvreté du tiers-monde aux seules interventions jugées néfastes du capitalisme étranger » lui paraît être de celles-là. Grand lecteur et grand voyageur, Jean-François Revel n'est pas en peine, sur ce chapitre comme sur les autres, de puiser dans sa documentation les exemples étayant sa démonstration. « Le jumelage de la démocratie et du marché fournit, assure-t-il, la seule clef de sortie aussi bien du communisme que du sous-développement ».

Cependant, la démocratie ne tient pas lieu, à elle seule, de développement : elle le favorise à condition que les pays qui y aspirent ne s'enferment pas, comme ils le font trop souvent, dans le pernicieux modèle de centralisme autoritaire que leur a légué l'Occident. La quête des moyens de la prospérité conduit l'auteur à contester les jugements négatifs qui furent portés sur des régimes provisoirement autoritaires. Tout compte fait, il estime que, par exemple, le Chili s'est mieux sorti

de ses malheurs que Cuba des siens.

Aux yeux de cet homme de raison, pour lequel la religion relève du domaine privé, les diverses formes d'intégrisme ne sauraient être absoutes. Il voit dans l'islam « une réalité politico-religieuse jusqu'à présent foncièrement totalitaire ». Ce n'est pas une condamnation sans appel dans la mesure où certains pays islamisés ont su se donner, comme en Turquie, des institutions laïques, mais l'auteur en vient à se demander si « la résistance à la démocratie et au développement ne serait pas une maladie arabe au moins autant qu'islamique ».

Enfin, les démocraties les plus anciennement établies ne sont pas à l'abri, car elles ont leurs propres maux intimes : la corruption, son dévoiement par la publicité et le marketing, l'indifférence des citoyens et la propension à croire que la liberté crée plus de droits que de devoirs. « La démocratie ne se répand pas », écrit Jean-François Revel, si les peuples qui ont le bonheur de la posséder depuis plus longtemps que d'autres n'extirpent pas de leur Etat les deux maladies qui, chez eux, le rongent : le mensonge et la vénalité. Armé de son « amer optimisme », le rude docteur Revel n'a pas, on le pressent, fini de veiller.

André Laurens



## L'alphabet de la corruption

L'ARGENT FACILE  
Dictionnaire de la corruption en France  
de Gilles Gauthier.  
Stock, collection « Au vif », 387 p., 130 F.

Avant aux amateurs d'argent facile : il y a encore des places à prendre dans le Dictionnaire de la corruption en France qu'a établi Gilles Gauthier. En effet, ce journaliste de l'Express désireux de prolonger de manière plus durable les révélations formidables parvenues à sa plume, que la presse a faites sur la question ces dernières années n'a pas réussi à illustrer tout son classement alphabétique. Il n'a rien à signaler aux lettres, il est vrai peu fréquentes, K, Q, W, Y, Z. Ne désespérons pas, au train où vont les affaires cela ne saurait durer.

Pourtant, avec ce qui se trouve déjà rassemblé dans ce volume en matière de corruption, prébendes, détournements, passe-droits et autres compromissions de la politique avec l'argent, la coupe paraît pleine et la cause entendue. Certes, ce n'est pas une pratique nouvelle, comme le souligne l'auteur, et elle n'est ni l'apanage de la France ni celle d'un parti. Le pouvoir a toujours rendu l'argent plus facile, si on se laisse aller à en abuser. L'impression produite par ce pavé de mauvaises actions n'en est pas moins forte, même si elle déçoit plus de l'effet de masse que de l'effet de surprise.

D'ailleurs, cette curiosité et opportune « spécialité française », à l'usage, que de scandales remis en mémoire et de personnages en délicatesse répertoriés ! L'inventaire n'est pas négatif pour tout le monde, puisque y figurent, c'est le pire de l'honneur, ceux qui luttent à leur manière contre la corruption. De même, si certaines professions, notamment celles des journalistes, sont citées, ce n'est point qu'elles soient suspectes en bloc, mais parce qu'elles sont en première ligne et donc exposées à la tentation.

Gilles Gauthier ne se contente pas de réviser ses notes d'investigation et ses fiches de documentation. Il rappelle que, depuis plusieurs années, les scores en marge de l'action publique se sont multipliés sous l'égide d'un parti que les exigences d'une morale de gauche affichée et l'éloignement du pouvoir avaient auparavant mieux protégé de l'argent facile.

Comme toujours en semblables circonstances, les faiblesses de quelques-uns, la confusion entre solidarité et laxisme, le sentiment que la défense de la cause l'emporte sur la qualité des moyens, ont des retombées qui, pour peu qu'on veuille les stopper, rejoignent sur tout le monde. C'est ce qui arrive au PS bien qu'il ait, par ailleurs, réellement cherché à moraliser le système, pas au point, toutefois, de battre sa coulpe ou de réduire le pouvoir qu'il détient.

Les remèdes existent dans l'appareil des lois et des règlements, les organes de contrôle et d'enquête, les juridictions spécialisées. Certains ne demandent qu'à être utilisés ou rendus plus efficaces : on sait comment. L'auteur suggère, par exemple, de libérer le parquet de sa tutelle politique, de réduire les effets pervers de la décentralisation, de surveiller le « pantouflage » confortable et organisé des hauts fonctionnaires, afin qu'à travers l'exemplarité de ceux qui le servent, plus ou non, la République retrouve une grande vertu, la seule qui lui convienne.

A. L.

## La politique hors les modes

dévoile sa face cachée et moins conservateur

les hommes et leurs sociétés, et qui le conduisent à tenter de faire reculer « un monde sans règle et sans morale ». C'est le moraliste, en effet, qu'il révèle lorsqu'il fustige cette autre « mode » qui a fait du marxisme de Sade l'objet d'une « dévotion constante » : « Y eut-il jamais quelque chose de plus absurde que ce culte rendu à ce fétide par des hommes attachés à l'émancipation du plus grand nombre ? »

Quant aux « valeurs éternelles » dont il fait l'éloge, elles pourraient conduire à classer Edouard Balladur parmi les adeptes de la réaction, ceux pour qui, selon l'historien anglais Badeloch, « rien ne saurait se comparer à la douleur que provoque en l'homme une idée nouvelle ». Rien ne serait, en fait, plus injuste. Car Edouard Balladur revendique au contraire l'idée du mouvement, et donne en page de sa conversion réformatrice une forte inflexion qui le conduit à délaisser les dogmes ultra-libéraux de 1986, et à s'intéresser, sérieusement, sem-

ble-t-il, au « social », dans un livre où, il est vrai, l'économie tient une place tout à fait accessoire. Aussi ce livre débouche-t-il naturellement sur les débats qui, à l'occasion des prochaines échéances électorales, devraient occuper les esprits.

Dans ce domaine on retiendra au passage qu'Edouard Balladur n'hésite pas, pour la bonne cause, la sienne, à pécher par omission : c'est ainsi qu'il évite soigneusement de nous livrer son portrait de Valéry Giscard d'Estaing, pas plus qu'il ne nous parle de Jacques Chirac. Et c'est sans doute « en lui-même » qu'il puise la force de faire ce qui, par les temps qui courent, peut apparaître comme un éloge de François Mitterrand, à savoir un jugement modéré et pondéré sur l'action de l'actuel chef de l'Etat. Mais à ce moment précis, le « premier ministre virtuel » prend le pas sur Edouard Balladur.

Jean-Marie Colombani

## Entre Créon et Antigone

Toute sa vie, Edgard Pisani a tenté de concilier « la raison de l'Etat et celle de l'individu »

PERSISTE ET SIGNE  
d'Edgard Pisani.  
Ed. Odile Jacob, 480 p., 150 F.

Cela fait un demi-siècle qu'Edgard Pisani promène à grandes enjambées de basketteur sa barbe de moine-soldat dans les dédales du pouvoir. Spartiate du service public, missionnaire de la cause tiers-mondiste, attaché de l'Europe, passe-muraille des ambassades secrètes, il a assumé les plus ingrats des emplois austères que la République, prétexte abusif, réserve à ses plus fidèles apôtres.

Entre elle et lui, c'est l'histoire d'une passion vécue jusqu'à la déchirure. Elle l'a remarqué pour la première fois sur les sentiers de l'honneur, pendant la bataille pour la libération de Paris, en août 1944, quand, jeune maître d'internat, membre du réseau résistant de la NAP (Nouvelle administration publique), il participait à la prise de la préfecture de police. Elle l'a propulsé sur les chemins de la notoriété en faisant de lui, à vingt-huit ans, le plus jeune préfet de France. Elle l'a initié aux voies parlementaires jusqu'au Sénat et jusqu'à l'Assemblée nationale. Elle l'a porté vers les cimes de la gloire politique : peu d'hommes peuvent se targuer d'avoir été, comme lui, ministre de Charles de Gaulle, puis de François Mitterrand. Edgard Pisani n'avait donc pas besoin que le fondateur de la V<sup>e</sup> République lui dise un jour : « Vous êtes fait pour servir l'Etat ». Il le savait déjà parce qu'il avait, lui aussi, depuis toujours, « une certaine idée de la France » : « Mon ambition a été de m'accomplir pleinement au service de l'Etat et de la société ».

Mais Edgard Pisani a aussi une certaine idée des devoirs de la République vis-à-vis des individus composant la société, et une certaine conception de la politique, proclamant la prééminence de « la liberté individuelle que doit garder celui qui prétend faire de la politique une morale et une vision en actes ». Toute sa vie, il a tenté de concilier « Créon et Antigone, la raison de l'Etat et celle de l'individu ». Son drame personnel, justement, est que cette entreprise reste contre nature et

que la morale tend, hélas, à devenir, en politique, une valeur archaïque.

Ses Mémoires composent ici un hymne à l'Etat paternel, tourmenté par des blessures qui ne se refermeront jamais sous la cuirasse de ce grand commis épris d'absolu. Edgard Pisani porte en lui désormais trop de fractures. Avec le temps, les exigences du service public cèdent insensiblement devant celles de la société des hommes. « Antigone, en moi, prend le dessus sur Créon, sans pourtant le faire taire ». L'ostacisme dont l'avaient frappé ses premiers compagnons de route, après qu'il eut voté en mai 1968 la censure du gouvernement de Georges Pompidou, « préoccupé de durer plus que de gouverner et de préparer notre avenir », n'avait été qu'une péripétie.

## Le traumatisme d'Ouvéa

Le traumatisme calédonien le hantera jusqu'à la fin de sa quête. Comment oublier les obscénités qui s'étaient en graffiti sur les murs de Nouméa en 1984-1985 quand il rêvait, pour la Nouvelle-Calédonie, d'un statut indépendance-association, inspiré des idéaux gaullistes ? « Je n'ai jamais vu de ma vie autant de vulgarité et de haine ». Comment ne pas regretter « l'attitude intransigente à tous points de vue dommageable » de Jacques Lafleur, qui « n'était pas encore le signataire des accords de Matignon » ? Comment ne pas s'incliner devant le souvenir douloureux de Jean-Marie Tjibaou, ce Kanak dont la parole surgissait des profondeurs de sa terre natale ? Comment, surtout, effacer l'image d'Eloi Machoro ? « Je n'ai jamais donné l'ordre que l'on abatte Eloi Machoro », jure l'ancien ministre de la Nouvelle-Calédonie. C'est vrai, l'ordre officiel fut de « neutraliser » le chef de guerre du FLNKS. Mais, qui impute la « maladresse » de cette mort aux gendarmes d'élite ? Créon ou Antigone ?

C'est Créon-Pisani, en tout cas, qui, devenu chargé de mission à l'Elysée, ne pardonnera jamais à Jacques Chirac et, Bernard Pons d'avoir refusé, en mai 1988, un règlement pacifique de la prise

d'otages d'Ouvéa. Edgard Pisani révèle que ses négociations parallèles avec Jean-Marie Tjibaou étaient allées si loin que les modalités techniques d'une solution avaient été arrêtées : « Dès la libération des gendarmes, un avion militaire se poserait sur la piste d'Ouvéa, chargerait les insurgés à son bord, traverserait la mer pour se poser en Australie où ils seraient transférés sur un avion de ligne. Arrivés à Paris, ils seraient jugés dans le cadre d'une procédure judiciaire régulière ». C'est Créon-Pisani, qui dénonce : « Le gouvernement de M. Chirac a fait passer ses intérêts partisans avant l'intérêt de l'Etat ». Mais c'est Antigone-Pisani qui occulte sa propre colère pour absoudre facilement le candidat François Mitterrand de sa part de responsabilité dans le dénouement sanglant de cette affaire entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Le crève-cœur de la guerre du Golfe aura fait boire à Edgard Pisani, artisan infatigable du dialogue franco-arabe, le calice jusqu'à la lie. Interlocuteur privilégié de Yasser Arafat, il a secrètement rencontré à quatre reprises à Genève le frère de Saddam Hussein. Jusqu'au dernier moment, il s'est battu pour que la France empêche la guerre. Il a échoué et ne dissimule pas ses regrets. « Je me dis parfois que si l'on était allé à Bagdad pour discuter vraiment avec Saddam Hussein, on aurait pu changer son comportement. Je me dis, peut-être à tort, qu'avec ou sans chances de succès, il fallait le faire ».

Au soir de cette belle vie, voilà Créon qui, soudain, relève la tête : « Sachant pourtant la suite, je referais aujourd'hui ce que j'ai fait hier ou avant-hier ».

Mais c'est Antigone qui s'épanche sous sa plume et révèle, derrière ce tragique masque grec, la sensibilité d'un esthète qui pratique aussi, dans son jardin secret, le culte de la langue française, cette langue qu'il aime « caresser » pour essayer de « la faire chanter juste et haut ». Edgard Pisani en fait une surprenante démonstration dans ses Mémoires d'orgueil, si lourds de leçons d'Etat.

Alain Rollat

## Chant profane

CHANTE, PETIT COQ, CHANTE !  
de Guy Konopnicki.  
Grasset, 188 p., 98 F.

Si Guy Konopnicki invite le sempiternel coq gaulois à chanter, c'est pour mieux le repérer, afin de lui tordre le cou. Il en a plus qu'assez du coquetisme et des péroraisons de l'insupportable volaille, dressé sur son coin de poulailler qu'il prend pour le centre du monde. En finir avec ce discours prétentieux et vide ! Guy Konopnicki veut que le politicien lui parle « du monde d'aujourd'hui et non d'une France imaginaire, d'un vieux pays qui n'existe plus ».

Lui, il entend seulement ressasser les querelles du village, au mieux du canton, de médiocres scandales et des velléités planétaires ! Lui, le citoyen urbanisé, formé à une culture populaire de plus en plus cosmopolite, ne serait-ce que par la musique, le cinéma, la télévision, l'Européen

spontanément constitué, bien avant l'achèvement de l'Europe, réclame autre chose qu'une France rurale, « ringardisée », magnifiée comme un grand pays qui, en réalité, « se traverse en douze heures en respectant les limitations de vitesse » ; il espère un autre message que l'éternel et vague discours humaniste sur fond de ventes d'armes, d'autres dans que cette générosité de principe offerte en bloc aux peuples déshérités, mais mesurée aux familles qui viennent en recueillir les miettes dans l'Hexagone.

Guy Konopnicki dit qu'il faut revenir au profane, car « la démocratie n'aime pas le sacré », qu'il faut inventer une nouvelle forme d'engagement « sur les ruines du vieux socialisme », qu'il faut, enfin, mettre la politique en phase avec la modernité. Et, comme il préfère la polémique au consensus, il le cris plus violemment que ne le fait cette sage transcription.

A. L.



# POLITIQUE

32 Le Monde • Vendredi 24 janvier 1992 •

LIVRES • IDÉES

## ACTUALITÉS

### Deux « noires » pour une « blanche »

La « Série noire » change de peau et se dédouble

C'est le problème de toute institution : changer sans se renier, évoluer sans perdre son âme. Un dilemme qu'un auteur de romans policiers, Edgar Sanday, mieux connu sous le nom d'Edgar Faure, avait résolu d'une célèbre formule : « Le changement dans la continuité ». Nouveau directeur de la « Série noire », institution s'il en est au royaume de la littérature policière, Patrick Raynal (1) a choisi d'appliquer le précepte du sage Edgar : s'il a modifié la présentation de la célèbre collection, c'est pour mieux retrouver ses racines.

Couverture noire, liseré blanc, absence d'illustration, retour discret du sigle NRF : en dos de couverture — vierge de toute publicité — résumé en pavé et réintroduction de ces délicieuses photos — genre Photomaton — de l'auteur, qui nous font si souvent rêver sur les visages énigmatiques de Charles Williams, Harry Whittington ou Ed Lacy : tel est le nouvel habit de la « Série noire », qui s'inspire fortement, n'était le graphisme modernisé du titre, de celui qui avait cours dans les années 50, l'âge d'or de la collection de Marcel Duhamel.

Ce retour à une jaquette de tradition s'accompagne d'une nouvelle politique d'édition : sur les quatre titres mensuels, il n'y aura plus désormais que deux inédits, les deux autres étant des reprises, soit du fonds prestigieux de la maison, soit de titres publiés par d'autres

éditeurs, mais n'ayant pas rencontré le succès qu'ils méritaient.

Le classicisme retrouvé de la forme n'exclut pas l'audace dans le contenu. On continuera à trouver, dans la « Série noire », des auteurs confirmés comme, dans les premières livraisons de cette année, Lawrence Sanders ou Robert Parker, côté américain, Jean-Bernard Pouy, côté français. Mais sont aussi au programme le premier roman de Paul Auster, *Fausse Balie*, publié, aux États-Unis, sous pseudonyme, ou de jeunes Français dont c'est la première apparition littéraire, Laurent Fétis et Pascale Fonteneau.

Surtout, afin que nul n'en ignore, Patrick Raynal a choisi, pour ouvrir l'ère nouvelle de la « Série noire », un brûlé, *Cosmix banditos*, d'un Américain inconnu, A. C. Weisbecker. « Un bouquin atypique, comme la « Série noire » en public tous les cinq ou six ans », résume-t-il en souriant. C'est le moins qu'on puisse dire : histoire totalement délirante, comme écrite sous hallucinogène, *Cosmix banditos* se veut le premier livre construit selon... la théorie de la mécanique quantique et de la physique des particules !

Témoigne, surtout, de cette volonté de renouvellement la création, dès le deuxième trimestre 1992, d'une nouvelle collection, sobriement intitulée « La Noire », comme il y a déjà, chez Calimard, « La Blanche ». Façon de marquer sa filiation, la première reprise,

d'ailleurs, la jaquette de la seconde... en négatif. On y trouvera, pour un prix qui ne saurait excéder 100 francs, des coups de cœur aux frontières de la littérature noire, mais aussi des auteurs que leur succès — et donc, leurs droits élevés — ont éloigné de la « Série noire », collection de poche qui ne peut leur assurer, même avec de bonnes ventes, qu'un revenu modeste. C'est le premier roman de James Crumley, *Et un, pour marquer la cadence*, qui ouvrira le feu. « Dans notre esprit, précise Patrick Raynal, cette collection serait le cadre d'accueil idéal pour un *Manchette* ou un *Daeninx*... »

Sur le bureau du nouveau directeur, s'entassent une dizaine de « poches » américaines aux couleurs criardes. Tous d'un même auteur, inconnu ici, Donald Goines, écrivain noir des ghettos, assassiné, en 1974, que Raynal présente comme « aussi fort et même plus authentique que *Chester Himes* », en précisant, gourmand : « C'est notre bombe atomique ». Pour cause de traduction, il faudra cependant attendre la fin de l'année pour juger sur pièces...  
Bertrand Andrusse

(1) Romancier, auteur notamment de *Femmes sur femmes* et *Arrêt d'urgence* (Albin Michel), Patrick Raynal a été critique de romans policiers à *Nice-Matin*, puis au *Monde*.

### Passage en revues

Littérature, poésie

Il est difficile de dire ici la qualité et l'importance de la revue trimestrielle *Poésie*, dirigée par Michel Deguy. Depuis bientôt quinze ans, sans chercher à faire école, cette publication, qui ne cherche pas non plus l'élegance ostentatoire, offre, à côté d'un choix très vaste de poètes étrangers, des textes de réflexion, dans les domaines, ainsi rapprochés, de la philosophie et de la poésie.

A ce niveau, la volonté de constituer des ensembles dont la cohérence visible satisfait l'esprit passe derrière celle de simplement donner à lire des textes, poèmes et essais qui valent pour eux-mêmes. Le numéro 57 s'ouvre sur un discours d'Arno Schmidt (1), lu par la femme de l'écrivain lors de la réception du prix Goethe en 1973. Citons aussi quelques autres noms de ce numéro : Robert Herrick, né en Angleterre voici quatre cent un ans ; Sylvia Plath ; Peter Riley ; Marie-Claire Bancquart ; d'étonnantes proses d'Yves Charnet ; et du côté des textes critiques : Josef Simon sur Goethe et le langage ; Réginald McGinnis sur la religion de Baudelaire... Enfin, et ce n'est pas la moindre originalité de *Poésie*, Robert Marteau présente des critiques d'art sous une forme poétique : le résultat n'est pas moins convaincant et sérieux qu'ailleurs... (Ed. Belin, 60 F.)

● *Polyphonies* s'en tient également à une grande sobriété éditoriale, parlant sur la qualité de ses choix, rassemblés, pour chaque cahier, autour d'une thématique poétique : ici, pour le numéro 14, « le jardin ». Là aussi, une large place est faite aux poésies d'expression étrangère : Eugenio Montale, Czesław Miłosz, Angelos Silekianos, Rose Ausländer et des extraits, fort beaux, de l'œuvre poétique de Giambattista Marino — connu en France sous le nom de Cavalier Marin —, l'un des maîtres du baroque italien, mort en 1625. Du côté des Français, citons Jean-Pierre Chambon, James Sacré et Philippe Delaveau. (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, 65 F.)

● Recueil, dirigé par Richard Millet, en est à son vingtième numéro. Donnant globalement plus de place aux auteurs français que les précédentes, cette revue peut se réclamer d'une même exi-

gence et qualité. Michel Deguy, François Boddaert, Yves Peyré, Patrick Maury, Gil Jouanard, notamment, composent la substance de ce cahier. Outre de beaux poèmes de Johannes Bobrowski, traduits par Jean-Claude Schenker, signalons aussi l'importante part faite aux textes critiques et aux comptes rendus. Elle s'ouvre sur une intéressante étude de Jean-Claude Pinson sur la place du sacré dans la poésie contemporaine. (Ed. Champ Vallon, 85 F.)

● Dans l'éditorial-préface de son récent premier numéro, le *Moule à gaudes*, sous la plume de son rédacteur en chef Frédéric de Lachère, présentait son ambition : «... recueillir sans contrainte, comme les lettres s'empilent dans les cases de l'imprimeur, les gaudes du temps qu'il fait, le petit théâtre de la littérature en marche, l'indice hors la loi de la création ». Suivaient des textes courts de Patrick Drevet, Jean-Marie Gleize... Le programme ne manquait ni de panache ni de style. Le résultat, au deuxième numéro, découpé en tranches trop fines de textes, demeure plus incertain. Attendons de voir venir... (Ed. Métail, 14, rue de l'Atlas, 75 F.)

● Signalons pour terminer quatre ensembles thématiques : « Littérature orale, Arabes, Juifs et Sciliens » dans le *Cheval de Troie*, n° 4 (21, cours Victor-Hugo, 33000 Bordeaux, 100 F.) ; « Voix albanaises dans la nuit, avec Ismail Kadare », une anthologie traduite et présentée par Alexandre Zotos, dans *Aires*, n° 13 (BP 221, 42013 Saint-Etienne, 65 F.) ; un dossier Villiers de L'Isle-Adam, préparé par Pascal Rannou, dans le numéro 30 des *Cahiers de l'imaginaire* (Société des Cahiers de l'imaginaire, L'Arénaire, 35590 Lailé, 40 F.) ; « Littérature d'une fin de siècle » dans le numéro de novembre-décembre d'*Europe* (Europe, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, 85 F.).

P. K.

(1) Outre deux volumes d'Arno Schmidt récemment parus chez Christian Bourgois (« Le Moule des livres » de 30 août 1991), signalons le superbe et étonnant volume publié par Maurice Nadeau reproduisant le tapuscrit de *Soir boréal d'or*, « farce-légitime » d'Arno Schmidt, traduit par Claude Rich (600 F.).

## LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD  
RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX 11  
TEL: 43 57 74 74

 <b>MICHEL POINSSART</b> <b>"LE PSYCHOLOGUE DANS SON CABINET"</b> 288 pages 137,20 F	 <b>MARCEL MOURE DE GAL</b> <b>"PASSAGE INTERDIT"</b> Mystère au pays basque sous Henri IV 80 pages 36,90 F	 <b>ROBERT GAESTEL</b> <b>"LE SECOND PRINTemps DE GAELLE"</b> Comment vivre pleinement lorsqu'on est atteint de sclérose en plaques 224 pages 100,20 F	 <b>PATRICE DOOG-HAN BLANCH</b> <b>"HOMOGÉNÈSE ANAPHASÉE"</b> 96 pages 61,20 F	 <b>CHRISTINE GOUSSIN</b> <b>"PRISME ET ENTELACS"</b> 112 pages 60,10 F
 <b>EDWIGE PLUYAUT</b> <b>"PRIS DE COURT"</b> Histoire d'une vocation d'écrivain 56 pages 47,50 F	 <b>JOHANN WILHELM MEINHOF</b> <b>"SORCELLERIE ET AMBRE JAUNE"</b> Traduit de l'Allemand par P. Gaston BELLIOU 280 pages 118,20 F	 <b>DANIEL RAGONET</b> <b>"LE COEUR EN LARMES"</b> 48 pages 47,50 F	 <b>JEAN VERGRIETE</b> <b>"DE MA FLANDRE ET D'AILLEURS"</b> 96 pages 61,20 F	 <b>MANUEL DURO</b> <b>"HUBRIS OU PHRONESIS ?"</b> 64 pages 48,50 F
 <b>MARCELLE LEDAUPHIN</b> <b>"LA GÉNÈSE DE L'IDÉE DE MORT"</b> Ce que disent les enfants quand on les interroge sur la mort 176 pages 87,60 F	 <b>CLEMENCE LOUIS</b> <b>"LA TOURNÉE"</b> Le monde de la danse 144 pages 70,70 F	 <b>LINE MEREZETTE</b> <b>"CRISTAL DES RÊVES"</b> 80 pages 55,90 F	 <b>BERTRAND CEBÉ</b> <b>"EN VERS ET MALGRÉ TOUT"</b> 160 pages 72,80 F	 <b>PAUL VERGIN</b> <b>"LE PIERROT"</b> 96 pages 61,20 F
 <b>PIERRE FAVARGER</b> <b>"ÉCHEC AUX IDÉES PRÉCONÇUES"</b> Un biochimiste suisse s'interroge sur la nature humaine 166 pages 70,70 F	 <b>BENJAMIN BAYCHELIER</b> <b>"UN COUCHER DE SOLEIL"</b> Un roman au soleil africain 128 pages 62,30 F	 <b>MARGUERITE DUCLOS</b> <b>"TRIBULATIONS ESTIVALES D'UN JEUNE VIKING AU PAYS DE LA DOULEUR FRANCE"</b> 184 pages 88,60 F	<b>"BON DE COMMANDE"</b> Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port.	 <b>BRIGITTE DEBONO</b> <b>"OVERFLOW"</b> 48 pages 48,50 F

LA RAGE D'ÉCRIRE !

### Pharmacie et édition

La pratique du mécénat, public ou privé, existait depuis longtemps dans le domaine de l'édition. Nombre de livres, souvent parmi les plus rares et les plus fragiles, et dont la rentabilité ne pouvait pas espérer rivaliser avec la qualité littéraire, ont dû leur publication à l'aide apportée par des subventions de l'État, des collectivités locales, des fondations privées. Mais, dans ce domaine, les laboratoires pharmaceutiques Delagrave innoveront puisqu'ils financent entièrement une maison d'édition : Les Empêcheurs de penser en rond.

Cet éditeur, on ne s'en étonnera pas, a pris la science comme axe de ses publications. Mais il ne s'en tient ni aux seules publications sur la pharmacologie — *Ces drôles de médicaments*, de Philippe Pignarre — ou sur les psychotropes — *les Psychotropes, une manière de penser le psychisme*, de Daniel Widlöcher. Il a par exemple entrepris de publier les œuvres étranges de Gaëtan Gatian de Clérambault, notamment sa fameuse *Passion érotique des étoffes chez la femme*, ou le livre de Léon Chertok et Isabelle Stengers sur l'hypnose.

● Les Empêcheurs de penser en rond. Département communication des Laboratoires Delagrave. Ulisse diffusion.

□ « Qu'est-ce qu'une vie ? » — Pierre Michon et Philippe Lejeune tenteront de répondre à cette question, mercredi 29 janvier à 21 heures, au cours d'un débat animé par Jean-Pierre Selgas dans le cadre de la « Revue parlée » au Centre Pompidou. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un cycle de débats sur le thème « Penser la littérature aujourd'hui », qui se poursuivra le 17 février avec Michel Deguy et Vincent Descombes (« Littérature et philosophie ») et le 16 mars avec Philippe Solers et Pierre-Marc de Biasi (« La biographie du texte »).

### Patrick Griolet perd son procès contre Jean Vautrin

La première chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé mardi 14 janvier le jugement rendu le 16 janvier 1991 déboutant l'universitaire Patrick Griolet de l'action en contrefaçon qu'il avait intentée contre Jean Vautrin.

Auteur de deux ouvrages, *Cad-jins et créoles en Louisiane* et *Mots de Louisiane, étude lexicale d'une francophonie*, Patrick Griolet reprochait à Jean Vautrin d'avoir, dans son roman *Un grand pas vers le Bon Dieu* (Grasset, prix Goncourt 1989) emprunté abusivement des mots et des expressions rassemblées dans son ouvrage. La cour d'appel, comme les juges de première instance, ne l'a pas suivi, estimant que « l'originalité du style (de Jean Vautrin) unanimement salué par la critique, provient de sa capacité à intégrer les termes et expressions cadjins dans une langue de son cru et que seuls son imagination et son talent ont pu donner naissance au roman litigieux qui porte ainsi l'empreinte de sa personnalité ».

Patrick Griolet, qui réclamait l'ensemble des droits d'auteurs du livre, plus 1 million de francs de dommages-intérêts et 1 million de francs en « réparation des actes de concurrence déloyale distincts de la contrefaçon » a été condamné aux dépens.

□ Colloque Handke. Un colloque international sur Peter Handke, « Partir, revenir : en route avec Peter Handke », se tiendra à la Cité internationale universitaire de Paris, boulevard Jourdan, vendredi 31 janvier et samedi 1<sup>er</sup> février. Cette manifestation est organisée par Jacques Le Rider, Laurent Casagrande et Erika Tunner.

صكزامن الأصل



# La mélancolie de l'Indien

Un recueil de poèmes et le premier roman de Luis Mizon témoignent, de son art de rigueur et de rêve



Luis Mizon : une violence solaire.

**JARDIN DE RUINES**  
(Jardin de ruinas),  
poèmes de Luis Mizon.  
Traduit de l'espagnol (Chili)  
par Jacques Ancey.  
Ed. Obsidiane, 94 p.  
(à paraître en février).

**LA MORT DE L'INCA**  
(El Hombre  
del Cerro Plomo)  
roman de Luis Mizon.  
Traduit par Claude Couffon.  
Seuil, 204 p., 95 F.

La force et la beauté singulière des poèmes de Luis Mizon ont le caractère d'une évidence; d'une évidence qui devrait à présent, face à une œuvre ayant atteint sa pleine maturité, largement s'imposer.

Chilien d'origine — il est né à Valparaiso en 1942 — vivant en France depuis 1974 et écrivant en espagnol, il a été salué par Roger Caillols, qui, le premier, le traduisit, et par André Pieyre de Mandiargues. Claude Couffon fut ensuite le fidèle traducteur de la plupart de ses livres (1). Mais cette singularité dont nous parlions est aussi une solitude, un retrait. A la différence de Pablo Neruda ou du mexicain Octavio Paz, dont les voix font corps avec leur pays ou le continent entier, Mizon entretient avec le monde de ses origines une relation plus intime et secrète, plus ambiguë aussi; l'exil en est l'espace; exil dont, cependant, il a toujours refusé d'exploiter les images politiques et culturelles.

Le dernier recueil de poèmes de Luis Mizon, *Jardin de ruines*, témoigne magnifiquement de cet art de rigueur et de rêve qui est le sien. On reste médusé par l'architecture parfaite de ces frêles constructions poétiques qui créent, en quelques vers, tout un jeu de résonances, d'échos et de sons, qui inventent un monde à la frontière de la terre et du ciel, un monde où l'homme, ce « faiseur d'indécible », parfois se lève dans sa nudité première.

Sur un mode différent, cet art et ce jeu se retrouvent dans le premier roman que publie Mizon, *La Mort de l'Inca*, qui sort presque simultanément en Espagne (sous le titre de *L'Homme de la montagne de plomb*) et en France.

## « Fausse mémoire »

Œuvre riche et complexe, *La Mort de l'Inca* est le fruit visible, la transposition littéraire de l'expérience vécue, réfléchie par l'auteur. Mais, là aussi, la singularité de la démarche, son tâtonnement, ses incertitudes avouées, prennent le pas sur la volonté de maîtriser la réalité et de l'enfermer dans le cadre d'une fiction construite à son intention.

Quelle est cette réalité? Au niveau le plus manifeste, elle est celle de la rencontre — ou de la non-rencontre — de deux mondes, de deux civilisations, celle de « l'homme blanc » et celle de « l'autre » homme, l'étranger, l'Indien, qui vivait d'ignorer l'occident hégémonique et meurtrier du premier. Mais le

temps a passé; l'histoire a vieilli, c'est usé; les fantômes sont devenus les doubles des premiers acteurs, des conquérants comme des conquies. Le supplice atroce que les Espagnols font subir, en 1781, à José-Gabriel Tupac Amaru, chef de la révolte contre l'occupant au Pérou, et à sa famille, prend

ainsi les couleurs d'une caricature, la forme d'une gesticulation. Le corps de l'Indien est écartelé sur un théâtre sinistre, celui du rêve ancien de la conquête. Inconscients d'eux-mêmes, les protagonistes miment le mythe dont ils sont nés. L'inconscient et le rêve ne sont pas les espaces d'un pro-

grès mais d'une répétition, d'une « fausse mémoire ». Répétition où les identités se brouillent où les gestes meurtriers s'accomplissent de nouveau, aujourd'hui, dans une fatalité sanglante et misérable: Gabriel, le créole, errant dans les rues de Lima entre les grands hôtels et les décharges publiques où l'on élève les porcs, peut bien rêver « d'être un conquistador flottant, protégé par une armure aux ondes magnétiques, invisibles et dures »; Bartolomé Tusqui, l'Indien, peut bien chercher le sens de la vie dans les églises et dans les bars, « demander quelle est l'origine de l'homme et d'où nous venons, nous, les Indiens »...

Leur rencontre n'a plus de sens, sinon celui de cette répétition, de cette fatalité, de ce rituel meurtrier. « La rencontre avait été un rêve de l'Indien et non de Gabriel, comme elle avait été, dans le passé, un rêve de chroniqueur ou de missionnaire. Un rêve détruit auquel on accède par la voie du hasard. » On atteint le second niveau, celui où « l'élément extérieur se mêle à l'élément intérieur et ces deux univers, celui de l'Histoire et celui de l'intimité, celui de la ville et celui de l'âme se mêlent, s'expliquent et se justifient mutuellement ». Ici « les lieux communs de la mort produisent un écho qu'il est possible d'entendre et d'admirer à travers les traces mêlées comme un choc de plaques souterraines ».

Le beau roman de Luis Mizon est une œuvre où la violence ter-

rible, solaire, et le vertige devant la « décadence intime » qui se fomentent à l'abri de l'Histoire, coexistent dans une méditation mélancolique. Mélancolie qui est une invitation à la compréhension du monde par les voies et le pouvoir de l'imaginaire. Et l'égarement dont le lecteur pourra ressentir les effets dans la trop grande richesse onirique et symbolique de cet imaginaire est probablement l'un des chemins de cette connaissance.

Patrick Kéchichian

(1) Voir notamment: *Poèmes du Sud* et autres poèmes (Gallimard, 1982); *Passage des nuages* (Ulys, 1986); *Prophète perdu* (Fondation de Royaumont, 1987); *L'Édipe* (Ulys, 1988); *Voyages et Retours* (Obsidiane, 1989). La troisième édition de *Coronados* publie un beau texte en prose de Mizon, *Les Manuscrits du Minotaure*.

## Le surréaliste d'Athènes

Poète et psychanalyste, Andréas Embiricos fit connaître en Grèce le mouvement d'André Breton

**ARGO OU VOL D'AÉROSTAT**  
d'Andréas Embiricos.  
Traduit du grec  
par Michel Sautier.  
Actes Sud,  
Institut français d'Athènes,  
80 p., 70 F.

**HAUT-FOURNEAU**  
d'Andréas Embiricos.  
Traduit du grec  
par Jacques Bouchard.  
Actes Sud,  
Institut français d'Athènes,  
80 p., 70 F.

**SURRÉALISTES GRECS**  
sous la direction de Ketty Tsékénis  
et Nanos Valaoritis.  
« Cahiers pour un temps »,  
Centre Georges-Pompidou,  
261 p., 130 F.

S'il n'y eut jamais de groupe surréaliste en Grèce, au sens où l'entendait André Breton, avec une mise en commun de la pensée et une réflexion politique et philosophique sur les événements, on ne peut nier en revanche que le surréalisme exerça son influence du côté d'Athènes. Le poète et psychanalyste Andréas Embiricos (1901-1975) fut, avant et après la

seconde guerre mondiale, le pivot autour duquel s'articula cette activité surréaliste.

Lors d'un séjour à Paris, de 1926 à 1931, Andréas Embiricos s'initia à la psychanalyse auprès de René Laforgue et rencontre André Breton, Benjamin Péret, Paul Eluard et les autres membres du groupe surréaliste. La fascination qu'exerça sur lui l'auteur des *Manifestes du surréalisme* sera telle que, quelques années plus tard, il écrira un poème dans lequel il compare Breton à un oiseau de haute altitude qui culmine « tel un cristal sur le sommet des altiers Himalayas ».

De retour à Athènes, il s'emploie de son mieux à faire connaître le surréalisme. En 1935, il prononce une conférence sur ce mouvement et, l'année suivante, organise une exposition dans son appartement avec des œuvres de Tanguy, Brauner, Ernst, Dominguez et Elytis. Ce dernier, alors dans sa première période de poète et de plasticien, partage son engouement pour le surréalisme et, autour d'eux, se retrouvent bientôt l'essayiste et poète Nicolas Calas, le peintre et écrivain Nicos Engonopoulos, ainsi que Yannis Tsarouchis et Nicos Gatsos.

## Fête païenne

L'instauration d'une dictature militaire, le 4 août 1936, par le général Metaxas, limitera au domaine des lettres et des arts les ambitions subversives de ces créateurs. Face à l'obscurantisme, les mots n'ont que peu de poids, mais au moins portent-ils témoignage.

Dans *Haut-Fourneau*, son premier recueil publié en 1935, Andréas Embiricos dissimule par avance les ténèbres en s'exerçant à l'absolue liberté de l'écriture automatique. La beauté de ces poèmes en prose n'est pas sans rappeler certaines pages de Maurice Blanchard. « Tout est permis » en poésie à qui sait dépasser ses propres limites. On est loin, évidemment, de la poésie de préparateur en pharmacie, aujourd'hui à la mode dans certains cercles parisiens!

Le charisme d'Andréas Embiricos lui valut bien des amitiés.

Marguerite Yourcenar, après un voyage en sa compagnie à Constantinople, lui dédiera ses *Nouvelles orientales* et André Fraigneau s'inspirera de sa personnalité pour camper le personnage d'Andréas Mavrodacos dans son roman *L'Amour vagabond* (1). Andréas Embiricos publiait le plus souvent ses œuvres dans des revues avant de les rassembler en volumes. *Argo ou vol d'aérostat* parut ainsi dans trois livraisons de la revue *Pali*. *Le Mercure de France* en donna à lire une traduction, aujourd'hui reprise en volume, dans son numéro de juillet-août 1964.

Cette nouvelle à l'érotisme flamboyant est un hymne au « Grand Pan », une fête païenne dans laquelle l'auteur festuige toutes les hypocrisies sociales et sexuelles. Les corps y exultent jusqu'à la mort. « Peut-on vivre une vie entière en portant un masque? » questionne Embiricos, qui, par ailleurs, nous invite à tout voir et à tout être, « sans chagrins et sans chaînes ». Ce programme, qui ne déplaçait pas à Raoul Vancien, il le sert par une écriture où chaque mot paraît ciselé à même la chair.

Andréas Embiricos formera, après la guerre, le premier groupe de psychanalyse en Grèce avec Georges Zavitzianos, Dimitri Kourétas et Marie Bonaparte. Cette activité, qu'il exercera jusqu'en 1951, ne le guérira pas de la poésie et il continuera à multiplier les interventions et les publications en s'inspirant toujours du surréalisme. Celui-ci trouvera un second souffle en Grèce avec les poètes Miltos Sachtouris, Hector Kakkavatos et Nanos Valaoritis, sans oublier la « diaspora » grecque, où s'illustreront l'écrivain Gisèle Prassinos, le peintre Mayo, le critique et cinéaste Ado Kyrou.

Il est à souhaiter que les deux volumes publiés par Actes Sud et les autres textes d'Embiricos, remarquablement traduits et présentés par Jacques Bouchard dans l'ensemble *Surréalistes grecs*, inspirent d'autres publications. Les voix universelles ne sont pas si nombreuses pour que l'on puisse ainsi se passer de l'une d'entre elles.

Pierre Drachline

## Highsmith retrouve Ripley

Suite de la page 23

Patricia Highsmith, dans ses romans — même ceux où l'on tue beaucoup — ne s'est jamais vraiment intéressée aux péripéties, aux assassinats, à la résolution des énigmes. Son propos est dans le trouble, la distorsion, la menace, voire l'épouvante naissant de l'affrontement entre des personnes qui, dans un jeu psychologique et social porté à son paroxysme, ne peuvent que se vouloir du mal.

Patricia Highsmith n'aime pas la société et les compromis qu'elle propose pour que les individus vivent « en bonne intelligence » — ou en toute bêtise admise. Elle a fui la vie sociale, en s'installant d'abord dans un petit village français, près de Fontainebleau, puis en Suisse, à Aurigeno, et aujourd'hui dans un autre village du Tessin où elle a fait construire une maison selon son goût.

## L'agonie des homards

Ses personnages ne se résignent pas plus qu'elle à accepter l'empêchement des autres sur ce qu'ils ont décidé. Mais ils « passent à l'acte » plus radicalement, surtout Ripley: il élimine les gêneurs, à moins que, comme dans ce *Ripley entre deux eaux*, le hasard ne se porte à son secours.

Ripley n'aime pas particulièrement repenser à ceux qu'il a dû faire disparaître. Pourtant Murchison, qui enquêtait d'un peu trop près sur une affaire de faux tableaux, a laissé une trace sur le plancher de la cave: « Murchison avait eu le crâne défoncé par une bouteille de vin. Une bouteille de margaux, que Tom avait abattu lui-même ». Ripley ne commente pas. Il ne commente jamais. Mais on l'imagine désolé au premier chef pour la bouteille de margaux, cassée dans l'incident, lui qui apprécie tant bons vins et mets raffinés, bien qu'il ait quelques « états d'âme » au sujet de la cuisson des homards: « Tom avait lu récemment un article tout aussi déprimant, à propos des jours à micro-ondes (et de la cuisson des homards): l'auteur prétendait qu'après avoir mis le four en marche on disposait de quinze secondes à peine pour se précipiter hors de la cuisine si l'on voulait évit-

ter d'entendre (et probablement de voir) les homards cogner avec leurs pinces la vitre du four avant de rendre l'âme. Dire qu'il y avait des gens capables d'éprouver tranquillement leurs pommes de terre tandis que les homards agonisaient à un mètre d'eux... »

Si Tom Ripley peut s'abstenir de contempler l'agonie des homards et laisser le soin de les cuire à la domestique — la très française et très dévouée M<sup>me</sup> Annette — il lui faudra pourtant s'occuper du cadavre de Murchison, malgré qu'il en ait. Car un couple d'Américains qui lui déplaît d'instinct (les Pritchard) vient de s'installer à quelques kilomètres de chez lui, bien décidé à remuer cette vieille histoire. Le mari David est un violent, qui entretient de bizarres rapports avec sa femme: celle-ci dissimule mal les bleus que portent son cou et ses avant-bras. Pritchard croit savoir que Ripley a tué Murchison et a jeté son corps dans un cours d'eau des environs.

Il met tout en œuvre pour inquiéter Ripley et il y parvient. En lui montrant qu'il connaît bien son passé. En le suivant au Maroc quand il part en vacances. Par des coups de téléphone répétés où il se fait passer pour l'une des anciennes victimes de Ripley. En commençant de draguer les rivières alentour. Pritchard pense avoir retrouvé le corps et être en mesure de confondre Ripley. C'est compter sans le sang-froid de celui-ci et la bonne chance, qui, en dépit de toute morale, le protège depuis des années et le conserve frais et dispos pour la destinée que voudra bien lui donner Patricia Highsmith.

Dans les fictions de Patricia Highsmith, pas de morale. La terreur, l'humour, la désagrégation des personnalités, quelques propos sans indulgence sur la manière dont on traite les artistes — ici Van Gogh — dans le milieu des affaires: au lecteur de juger. Tout comme pour l'épigraphie de ce roman, qu'il ne faut pas oublier de lire: « Aux morts et aux victimes de l'infidélité et du peuple kurde, à tous ceux — où qu'ils soient — qui luttent contre l'oppression et qui se lèvent, non seulement pour qu'on les compte, mais pour qu'on leur tienne dessus ».

Josyane Saviereau

## magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

JANVIER 1992 - N° 295

## GEORGE SAND

Bio-bibliographie. La Correspondance, un entretien avec Georges Lubin. Sand et le romantisme. L'âme du Berry. Sand et la féminité. Consuelo la posée. Sand, Flaubert, Tourgueniev et les autres. La réédition de l'œuvre. Catherine Lara à Nohant.

## Entretien: Pietro CITATI

Chez votre marchand de journaux: 28 F

## OFFRE SPECIALE

6 numéros: 120 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous souhaitez:

- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bazille
- ☐ Littérature et métaphysique
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS, la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Baudelaire

Nom: .....

Adresse: .....

Réglement joint par chèque bancaire ou postal

## magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris. Tél.: 45-44-14-51

**GASTON DE RENTY**  
1611 - 1649  
Un homme de ce monde  
Un homme de Dieu  
par  
Raymond TRIBOULET  
PRÉFACE DE HENRI GOUVER  
416 pages 270 FF  
BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS



LES YEUX BLEUS  
ET LE SERPENT

(lives of the saints)

de Nino Ricci

Traduit de l'anglais (Canada)

par Anne Rabinovitch

Denoël, 285 p., 130 F

Le ton personnel, singulièrement maîtrisé, de Nino Ricci, un Canadien de l'Ontario qui a publié chez un éditeur inconnu son premier roman, lui a valu la plus haute récompense littéraire du Canada, le Governor General's Award 1990. Après la traduction française, la première traduction étrangère, chez Denoël dans la collection « Empreinte » de Marie-Pierre Bay, le livre est annoncé en espagnol, suédois, danois, allemand. D'origine italienne, comme son nom l'indique, le jeune romancier – né en 1959, cinq ans après l'arrivée de ses parents au Canada – semble s'être immergé, comme s'il y avait toujours vécu, dans le village de Molise dont sa mère est originaire pour nous donner cet adieu à l'enfance au titre étrange : *les Yeux bleus et le Serpent*.

Vittorio Innocente, le narrateur, vit dans un village des Apennins qui semble isolé du monde moderne, avec sa mère, Cristina, et son grand-père, le maire qui ne rougit pas de son passé mussolinien. Vittorio avait trois ans quand le père, comme beaucoup d'hommes de la région, comme l'arrière-grand-père grâce à qui on a pu construire il y a cinquante ans la maison au bout du village, est parti chercher fortune en Amérique. Il n'a pas tout à fait sept ans, le premier âge de raison, quand va se produire le tournant de son existence : « Si cette histoire a un commencement, si un geste suffit à briser la surface des événements, tel un galet dérivant d'innombrables ricochets sur la mer, ce moment s'est produit par une chaude journée de 1960, dans le village de Valle del Sole, lorsque ma mère a été mordue par un serpent. » Il a vu un serpent sortir de l'étable, immédiatement suivi par l'éclat de deux yeux bleus, flammes incandescentes qui effaçaient la silhouette de l'homme qui s'enfuit. Sans bien comprendre, il va braver la calomnie. Il prend le parti de sa mère.

« Qu'il m'ait mordu dans l'église ou dans l'étable, quelle différence ? », répondra Cristina, exaspérée par les questions du curé Don Nicola, toujours en quête de signes de péché, par la curiosité et les ragots des paysans,

qui lui reprochent « son air de princesse », la traitent de putain (« Les gens commencent à jaser. Eh bien ! Qu'ils jaser... »). Impie, distante, méprisante, libre, différente de tous les autres dans cette société archaïque qui se sent guettée par le Malin et qui a gardé, à côté du Christ et de ses processions pour la Vierge Marie (« une femme pour laquelle un enfantement dans la virginité était simplement le signe extérieur d'une pureté profonde, (qui) a dû subir la honte à cause des sceptiques qui ne croyaient pas à son histoire ») ses croyances païennes héritées de l'Antiquité.

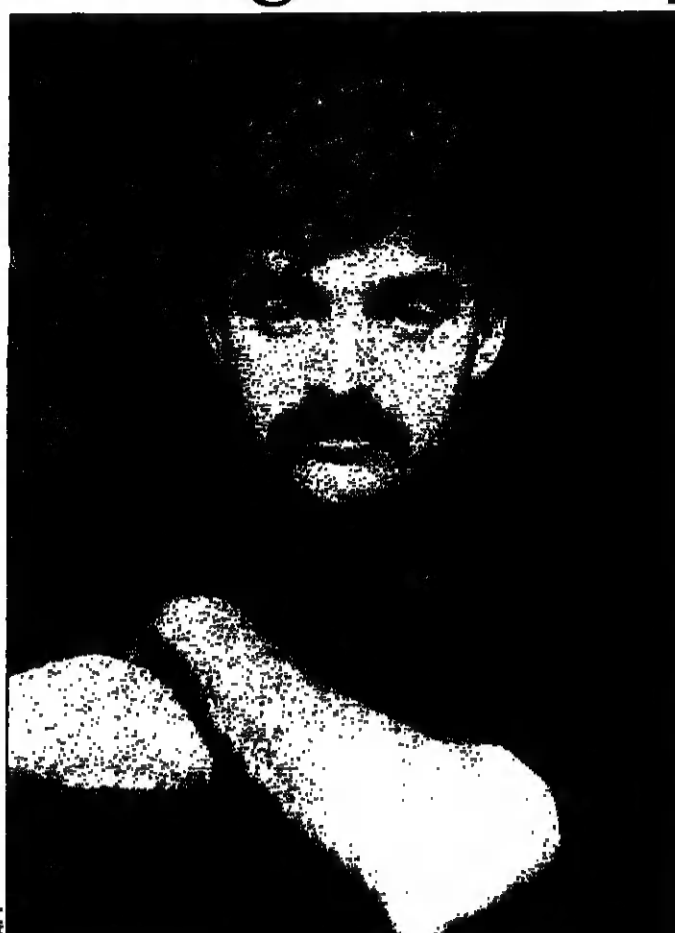
Toute une mythologie qui forme dans la tête de l'enfant un amas de faits embrouillés, survivance des religions primitives donnant la clé de toute chose : « Pour blesser un ennemi, on mettait des tessons de verre dans ses empreintes de pas ou bien on rôti saits son manteau sur le feu ; certains oiseaux, les faisans et les roitelets, ne devaient être tués qu'à certains moments de l'année parce que le chasseur risquait de se casser un os et le lait de ses vaches de se changer en sang. »

À la ville la plus proche, une ancienne cité samnite détruite par les Romains, a été peu à peu vidée de ses hommes, partis en Argentine, laissant des quartiers entiers abandonnés, des maisons murées. L'un d'eux, revenu au pays après une mystérieuse absence, avait voulu transformer sa colline en un petit bout d'Afrique, important des arbres tropicaux, des gazelles, des singes, des oiseaux exoti-

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Sous le signe du serpent



Nino Ricci, italo-canadien

ques, qui, à sa mort, moururent les uns après les autres tandis que la maison s'écroulait. « Les gens de la ville évitent ces lieux comme s'ils étaient maudits. »

Le village va rejeter Cristina, dont la taille s'arrondit, désertant la maison du grand-père, le priver de sa charge de maire. Nourri tout à la fois des légendes transmises par le village et par les brimades des copains d'école qui le terrorisent (« Si une femme couche avec un autre homme que son mari et se fait mordre par un serpent, le prochain bébé aura une tête de

vipère », lui a-t-on dit). Passionné surtout par l'album de la Vie des saints qu'on lui lit à l'école, le petit Vittorio va identifier sa mère aux exploits des saints du livre de la *maestra*. Martyrisée, persécutée, écorchée vifs : San Leonardo et le serpent, San Victorinus et San Vittorio, connus pour leur endurance à la souffrance ; Santa Cristina, surtout, battue, « jetée dans une fosse remplie de cent serpents venimeux », déchirée avec de grands crochets de fer, brûlée comme une sorcière, précipitée dans l'huile bouillante, les seins tranchés, la langue coupée, précipitée dans la mer, mais indemne et victorieuse. Comme l'autre Cristina, sa mère.

L'enfant s'embarquera pour l'Amérique, pour le Canada où se retrouvent les hommes du village, moins pour retrouver son père que pour suivre cette mère fabuleuse qui lui insufflé son anticongrisme, qui le réchauffe, qui le protège, qui le donne la vie avant de mourir. De le laisser seul, ayant perdu sa mère, sa famille, son pays, le grigi qui aurait dû lui porter bonheur, tentant de retrouver les images fugitives d'une enfance perdue. A sept ans...

« Ce roman est la première partie d'une trilogie dont je viens de finir le second tome. In a glass house, qui traite de la vie de Vittorio au Canada », nous dit l'auteur, arrivé de Toronto pour la sortie de son livre, encore tout étonné d'un succès qui lui a permis, d'un coup, de se consacrer à la littérature. Il avoue une admiration pour Proust et, surtout, pour Dos-

toievski « parce qu'il sait imaginer le pire dans la société ». Il poursuit : « J'avais été très impressionné par un roman de Robertson Davies, Fifth business (1) : un garçon d'un village de l'Ontario rencontre une femme qu'il croit être une sainte... Les Yeux bleus et le Serpent – j'aime bien le titre français –, ce n'est pas autobiographique. Seulement des fragments d'histoires vraies que j'ai entendues. Un retour aux sources païennes que j'ai éprouvé dans le village natal de ma mère où je suis allé plusieurs fois depuis l'âge de douze ans. Mais le village change complètement, rattrapé par la civilisation : les gens regardent la télévision, vivent autrement, et il continue de se vider de ses habitants... Le troisième tome, ce sera l'histoire de Rita, la petite fille née sur le bateau qui la menait vers l'Amérique. » Sa mère morte à la naissance. Comme la mère de sa mère avant elle...

On reste fasciné, comme par le serpent qui transmet le mauvais œil, par la fluidité de la narration, qui déroule d'une façon savante, cyclique, les anneaux d'un destin terrible et inéluctable : la fin d'une enfance. Nino Ricci ne s'attendit jamais pour exposer, avec une froideur efficace, une tragédie quasi mythologique prenant sa source dans un lien clos, retiré du monde et du siècle.

Il cède, avec une sûreté psychologique étonnante, la vie du village, un monde de femmes où les pères sont absents ; il retrouve le poids du passé, les relations sadiques des enfants entre eux, obsédés par le sexe, les rapports des paysans marqués par le passé familial, les options politiques, d'autres séquelles aussi inexplicables qu'ambiguës, l'omniprésence du sang qui marque la naissance comme la mort. Le serpent enfin...

Tout un monde de symboles psychanalytiques, chrétiens, païens, magiques, qui se répondent d'un bout à l'autre du livre, imbriqués à tel point que l'explication freudienne (ou jungienne), trop tentante, ne saurait seule en rendre compte. S'il n'y avait, plus fort que toute interprétation rationnelle, le pouvoir d'une fiction qui, avec ses fantasmes, ses rêves et ses obsessions, nous fait passer de l'autre côté du miroir grâce à la recherche d'un temps perdu par un enfant de sept ans.

(1) Traduit en français sous le titre *l'Objet du scandale* (Payot, 1989-« Points-Souffle »), c'est le premier tome de la *Trilogie de Degrade* (le *Mécanisme*, t. 2 ; le *Monde des merveilles*, t. 3, Payot, 1990).

## Le sang de Moscou

Un roman apocalyptique de Léonide Latynine publié à l'heure où la réalité semble s'approcher de l'anticipation

CELUI QUI DORT  
PENDANT LA MOISSON

de Léonide Latynine

Traduit du russe  
par Christine Zeyounian-Belois,  
Flammarion, 177 p., 98 F.

Une histoire qui court à travers les millénaires, depuis les temps légendaires où des sacrifices humains se pratiquaient dans une petite clairière entre les très vieux chênes qui se dressaient au sein de ce qui est aujourd'hui la place Rouge – et qui s'achève quelque part durant le vingt et unième siècle, mais en ce même lieu, alors que Moscou brûle de son énième incendie. Les scènes, entre-temps, reliées par un fil conducteur ténu – un jeune homme destiné à traverser les siècles, – basculent sans cesse entre un très lointain passé et un avenir à peine anticipé où se décèlent d'inquiétantes visions.

De tous les régimes qu'a pu connaître l'ancienne Russie, il ne reste évidemment rien, sinon une

sorte d'autorité dont l'obsession semble être de parquer les habitants par groupe sanguin, ou plutôt par mélange identifié, car on peut très bien être, pour prendre un cas relativement simple, « arménio-azéro-georgien-tadjik-ouzbéko-kirghizo-kazakho-turkmène ». A condition que la moindre trace de vos origines puisse être décelée et reconnue par des « pourcenteurs » attitrés.

Ce qui n'empêche pas l'anarchie de régner dans une ville en proie à la famine (les balcons permettent quelques cultures individuelles de survie), où l'on se tire dessus à tout bout de champ, où « des guerres libres éclatent souvent dans différents quartiers ». La situation – en particulier la sécurité – n'est pas bien meilleure dans les sous-sols, c'est-à-dire essentiellement dans les galeries du métro, depuis longtemps désaffectées, ce que l'on appelle la « ville basse ». On y vit dans une complète obscurité, mais les contrôles sanguins y sont inévitablement plus aléatoires qu'en plein jour et il y fait moins froid qu'en surface...

À l'automne 1989, un écrivain alors inconnu, Alexandre Kabakov, avait publié dans les *Nouvelles de Moscou* un court roman, *Non-retour* (1), dans lequel il imaginait ce que pourrait être l'avenir à la courte échéance de 1993 au cas où les réformes entreprises par Mikhaïl Gorbatchev auraient échoué. Les traits communs entre les deux livres sont évidents : même chaos, même violence – il est de la dernière imprudence de sortir la nuit sans son kalachnikov ou au minimum un revolver

de gros calibre, – même famine, fruit à la fois de la totale désorganisation sociale et d'une hyperinflation privant de ressources tous ceux qui n'ont pas accès à une économie parallèle, guère plus florissante au demeurant que le marché officiel.

Ce n'est pas un hasard non plus si les deux auteurs, en nous faisant passer par les jardins des Etangs du patriarcat, où commencent le *Maître et Marguerite*, adressent une commune pensée de connivence à celui qui fut en son temps un maître du fantastique et de l'anticipation, Mikhaïl Boulgakov.

Il y a toutefois chez Boulgakov une note d'humour, pour ne pas dire un goût de la farce, totalement absents chez Kabakov comme chez Latynine et que ne compense pas chez ce dernier son incantation permanente à un passé mythique. On évoquera Orwell, évidemment. Mais faut-il s'étonner que des auteurs russes n'aient guère le cœur à sourire ou faire sourire à l'heure où leur pays se déchire, où éclatent les premières émeutes de la faim, où la société paraît chaque jour un peu plus près de la désagrégation ? A l'heure, en somme, où la réalité se rapproche progressivement – inexorablement ? – de leurs anticipations.

Alain Jacob

(1) Traduit du russe par Elizabeth Mouravieff chez Christian Bourgois (*Le Monde* du 20 avril 1990), *Non-retour* vient d'être repris en poche (10/18 n° 2240).

## Exils roumains

L'art pictural considéré comme rempart de la mémoire dans deux récits écrits directement en français

LE REPENTIR  
de Rodica Iulian.

Balland, 208 p., 109 F.

UN PAYS QUI NE FIGURE PAS  
SUR LA CARTE

d'Ana Novac. Balland, 112 F.

Bientôt, il ne restera plus d'écrivains en Roumanie et ce sera bien dommage, tant ils sont nombreux à choisir le Français comme langue d'expression. D'ailleurs, ce pays n'est-il pas sur le point de rejoindre, à part entière, la francophonie ? Ana Novac, déjà connue par un premier beau roman, rageur et décapant, publié l'an dernier (1), est surtout l'auteur d'un témoignage, *J'avais quatorze ans à Auschwitz* (2). Rodica Iulian, médecin, a déjà publié dans son pays plusieurs recueils de poèmes et récits. Elle vit depuis une douzaine d'années en France et *le Repentir*, son premier texte écrit directement en français, semble répondre à la fois comme écho et réponse à celui d'Ana Novac, bien qu'il ait été publié avant.

Si l'objet de la quête des deux écrivains reste commun, la conclusion d'un itinéraire initiatique en exil, leurs chemins se séparent pour prendre tous deux des directions opposées. L'un, celui d'Ana Novac, après plusieurs détours fabuleux, s'arrête aux limbes de la folie, alors que le sentier escarpé de Rodica Iulian aboutira au rachat, par l'amour de l'art pictural, du crime commis en ce siècle contre la mémoire d'un peuple réduit à la misère et à l'anémie.

Celle qui dit « je » dans le roman d'Ana Novac est peintre, tout comme Matei, le personnage clé de Rodica Iulian. La première promène son désespoir ironique entre la fête baroque de mai 68, l'appartement élégant d'une cousine gauchiste et un deux-pièces misérable rue Dieu, au bord du canal Saint-Martin, prêt par une clocharde, jadis archiduchesse russe, rencontrée dans les couloirs du métro. Le second, Matei, trouve, grâce à son travail, une nouvelle raison de vivre : il doit restaurer en France une vieille église campagnarde, tout comme autrefois il avait remis à neuf un manoir roumain ruiné.

Mensonges, culpabilité  
et délire

Tenaillé par la culpabilité de ses anciennes complicités, Matei découvre derrière un mur ajouté une fresque du douzième siècle représentant la vie d'un saint de l'Antiquité tardive, arrivé, comme lui, en Gaule depuis son Orient tourmenté. Plus que récompense symbolique d'un authentique repentir, cette découverte confirme une fois encore les fonctions magiques de l'art : conserver et restituer la mémoire. Avec ses jeux de miroirs, ses glissements de la première à la troisième personne, où le présent et le passé se télescopent, Rodica Iulian nous donne toute la mesure de son grand talent.

Tout autre est le destin de l'héroïne d'Ana Novac, portée par une écriture étourdissante où l'invective, l'auto-ironie, la mise en

dérision et une grandiose méchanceté mêlée au génie que donne parfois le désespoir se fondent. Nous suivons la narratrice sur le chemin de son déracinement jusqu'au bout de sa nuit. Ana Novac règle ses comptes avec elle-même et le monde entier.

Ce n'est pas la plainte de celle qui d'abord failli être exterminée par les nazis, qui fut ensuite piégée dans son pays par l'imposture du siècle pour se retrouver abandonnée sur les pavés de Paris. Le texte d'Ana Novac est le cri du non-amour et de la solitude absolue. Elle survivra grâce à une maigre rente allemande, dédommagement pour une enfance passée dans les camps.

Entre l'angoisse d'un permis de séjour en France qui tarde à venir et les petits travaux alimentaires en marge d'un univers trop opulent, elle trace, avec la maîtrise d'un grand écrivain, les portraits au vitriol de ceux qu'elle croise au long de son exil. Est-ce bien l'histoire d'une diabolie au bord d'un paradis dérisoire ou celle d'un ange plongé dans cet enfer climatisé ? Un vague ami lui offre une somme importante pour qu'elle peigne le portrait de Marx pour la Fête de l'Humanité. Alors, c'est le refuge au sein consolateur et familier de la folie. Puisse Ana Novac nous donner encore d'aussi beaux livres, mais moins désespérés.

Edgar Reichmann

(1) « Le Monde des livres » du 26 avril 1991.

(2) Presse de la Renaissance.

LOUVRE  
Les musées d'élection  
de Bernard Rapp,  
invité  
des Midis du Louvre  
le 29 janvier à 12h30  
à l'Auditorium du Louvre

محكمة الأصل